

DÉPARTEMENT DE LA
CHARENTE MARITIME

ARRONDISSEMENT
DE ROCHEFORT

CANTON DE ROYAN

COMMUNE DE ROYAN

EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 20.024

L'an deux mille vingt, le 18 juillet, à 10 h 00, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Patrick MARENGO, Maire.

DATE DE LA CONVOCATION

Le 10 juillet 2020

DATE D'AFFICHAGE

Le 10 juillet 2020

ÉTAIENT PRÉSENTS : M. Patrick MARENGO, Maire, M. Didier SIMONNET, Mme Éliane CIRAUD-LANOUE, M. Philippe CAU, Mme Nadine DAVID, M. Philippe CUSSAC, Mme Dominique BERGEROT, M. Gilbert LOUX, Mme Sandrine BEUVELET-HUBERT, M. Jean-Michel DENIS, adjoints.

Mme Christine DELPECH-SOULET, M. Julien DURESSAY, Mme Océane FERNANDES, M. Gérard FILOCHE, Mme Dominique GACHET-BARRIÈRE, M. Jacques GUIARD, Mme Liliane ISENDICK-MALTERRE, M. Bruno JARROIR, M. Thomas LAFARIE, Mme Françoise LARRIEU, Mme Christelle MAIRE, Mme Corinne MAROLLEAU, M. Denis MOALLIC, Mme Dominique PARSIGNEAU, M. Yannick PAVON, Mme Marie-Pierre QUENTIN, M. Raynald RIMBAULT, M. Thierry ROGISTER, Mme Marie-Claire SEURAT, Mme Madeline TANTIN, M. Gilbert THULEAU, conseillers municipaux.

ÉTAIT ABSENT-EXCUSÉ : Néant

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS :

Mme Odile CHOLLET représentée par Mme Sandrine BEUVELET-HUBERT.
M. Christophe PLASSARD représenté par Mme Marie-Claire SEURAT.

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 31

Nombre de votants : 33

M. Yannick PAVON a été élu secrétaire de séance.

OBJET : DÉBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE (D.O.B.) – EXERCICE 2020
PRÉSENTATION DU RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE (R.O.B.)

RAPPORTEUR : M. CAU

VOTE : UNANIMITÉ

Selon l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire présente au Conseil Municipal, dans les deux mois précédant l'adoption du Budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel et les rémunérations.

Enfin, il doit être pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Il est proposé à l'assemblée délibérante de prendre acte de la réalité de la tenue de ce débat par un vote.

LE CONSEIL MUNICIPAL

- Ayant entendu l'exposé du Rapporteur,
- Après en avoir délibéré,

PREND ACTE

- de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire adopté à l'unanimité.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au Registre les Membres présents,

Pour extrait conforme,

Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 20 juillet 2020

Certifié Conforme

Mairie de Royan le
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général des Services
HUBERT THOMAS

Le Maire,
Patrick MARENGO



I – DISPOSITIONS LEGALES

Le D.O.B est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des communes de plus de 3 500 habitants (Art.L.2312-1 du CGCT).

En cas d'absence de D.O.B., toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale.

Il doit avoir lieu dans les 2 mois précédant l'examen du budget primitif.

De plus, le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le D.O.B. ne peut intervenir ni le même jour ni la même séance que le vote du Budget Primitif.

L'article 4, alinéa VIII, de l'ordonnance N°2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19, stipule qu'au titre de l'exercice 2020, les délais fixés au deuxième alinéa de l'article L.2312-1, au premier alinéa de l'article L.4425-5, à l'article L.4425-6, aux premier et deuxième alinéas des articles L.3312-1, L.3661-4 et L.5217-10-4, aux premier et troisième alinéas des articles L.4312-1, L.71-111-3 et L.72-101-3 du code général des collectivités territoriales et à l'article L.212-1 du code des communes de Nouvelle-Calédonie ne s'appliquent pas. Le débat relatif aux orientations budgétaires peut être tenu lors de la séance de l'organe délibérant au cours de laquelle le budget est présenté à l'adoption.

Il donne lieu à un débat au conseil municipal. **(Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique transmise en préfecture).**

II – MODIFICATIONS LIEES A LA LOI PORTANT NOUVELLE ORGANISATION TERRITORIALE DE LA REPUBLIQUE (NOTRe) DU 07 AOUT 2015.

Article 107 « Amélioration de la transparence financière ».

- Le D.O.B. des E.P.C.I. doit être transmis obligatoirement aux communes membres et, celui des communes au président de L'E.P.C.I. dont la commune est membre dans un délai de 15 jours.
- Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants présente à son assemblée délibérante, **un rapport sur les orientations budgétaires**, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

- Pour les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport de présentation du D.O.B. comporte en plus une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.
- Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après son adoption.

III – NOUVELLES REGLES ISSUES DE LA LOI N° 2018-32 DU 22 JANVIER 2018 DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES POUR LES ANNEES 2018 – 2022.

La LPFP 2018 – 2022 enrichit les objectifs financiers à présenter lors du débat sur les orientations budgétaires. Le II de l'article 13 de la loi précitée dispose :

« A l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale présente ses objectifs concernant :

1° L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement.

L'article 12 de la loi d'urgence suspend l'application de l'article 29 de la loi du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 – objectifs contractualisés d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement constatées dans le compte de gestion du budget principal – pour l'année 2020.

2° L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes.

IV – APERCU DE L'ENVIRONNEMENT MACRO-ECONOMIQUE

A – ZONE EURO

En 2019, l'Union Européenne a enregistré une croissance de 1,5 % du P.I.B.

Le **06 mai**, la **commission européenne** a publié ses nouvelles prévisions de croissance pour 2020. En raison de l'épidémie de coronavirus, tous les pays devraient entrer dans une profonde récession, bien qu'à des degrés divers.

Alors qu'en novembre on anticipait une croissance de 1,1 % en 2020, aujourd'hui la richesse des économies européennes pourrait se contracter de **- 7,7 %** (bien plus importante que la baisse de 4,5 % enregistrée en 2009).

Début juin, les prévisions de **l'O.C.D.E.** sont encore plus alarmistes, avec une contraction comprise entre **- 9,1 %** et **- 11,5 %**.

Dans l'hypothèse où une deuxième vague épidémique venait à se déclarer, la récession serait encore plus profonde. Dans le cas contraire, malgré une reprise de l'activité en 2021, il n'y aurait pas de rebond suffisamment fort pour effacer totalement le choc.

Les pays qui ont le plus durement confiné leur population, mais aussi la dépendance au tourisme, sont autant d'éléments de fragilité.

Compte tenu de l'interdépendance des pays européens, une reprise incomplète dans un pays déborderait sur tous les autres pays et affaiblirait la croissance partout.

Un plan de relance de 750 milliards d'euros a été proposé par la commission européenne.

Il sera débattu mi-juillet, avec pour objectif de trouver rapidement un consensus.

B – EN FRANCE

Pour les raisons invoquées précédemment, comme l'Italie et l'Espagne, la France va connaître une récession plus importante que la moyenne (**- 8,2 %**), entre **- 11,4 %** et **- 14,2 %** pour l'O.C.D.E.

L'activité économique ayant été paralysée, 500 000 emplois ont été détruits au 1^{er} trimestre 2020. Le taux de **chômage** devrait passer de **8,5 %** (2019) à **10,4 %** (2020).

L'impact de l'épidémie sur certains secteurs pourrait être de longue durée, comme pour la restauration, l'hôtellerie, les activités de loisirs, le transport ou le tourisme.

Dans un tel contexte, la **dette publique** devrait quant à elle se creuser largement, à **116,5 %** du P.I.B. cette année, avant de se réduire à 111,9 % en 2021 (elle était de 98,1 % en 2019).

V – LES PRINCIPALES MESURES RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES
- LOI DE FINANCES 2020

A – DOTATIONS (Art. 73, 79 et 250)

1 – Des transferts financiers de l'Etat aux collectivités en hausse dans la LFI 2020 : Ils atteignent 115,7 milliards €. Cette hausse de 3,3 % par rapport à la LFI 2019 tient principalement à la 3^{ème} vague du dégrèvement progressif de la taxe d'habitation pour 80% des ménages les plus modestes (+ 3 milliards €).

La DGF est stable en 2020 avec un montant de 26,847 milliards €

Le FCTVA poursuit sa croissance (+6,2 %) grâce au regain d'investissement depuis 2017.

2 – Variables d'ajustement : une baisse limitée en 2020

La Loi de Finances Initiale (L.F.I.) prévoit une minoration des variables d'ajustement de 151 M€.

Art. 80 : Elargissement du FCTVA aux dépenses d'entretien des réseaux.

Art. 249 : Décalage de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA. La mise en œuvre de cette mesure est à nouveau reportée d'un an (1^{er} janvier 2021).

Art. 250 : Répartition dérogatoire de la DGF au sein d'un EPCI selon les critères locaux.

La loi du 16 décembre 2010 avait introduit la possibilité aux communes membres d'un EPCI à fiscalité propre de mettre en commun leur DGF et de la répartir ensuite en fonction du revenu par habitant et du potentiel financier des communes.

Cette mesure n'a jamais été mise en œuvre, principalement en raison de sa complexité d'application.

La LFI 2020 permet d'effectuer cette répartition en fonction de critères librement choisis et adaptés aux spécificités des territoires.

Art. 258-259 : Des dotations de soutien à l'investissement local maintenues aux niveaux de 2019.

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à 1,8 milliards € dans la LFI 2020, dont 570 millions € à la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL).

B – PÉRÉQUATION

Art. 78 : Hausse de la péréquation verticale. Elle représente 190 millions € en 2020.

Pour la 3^{ème} année consécutive, la progression de la péréquation sera financée intégralement au sein de la DGF. (Ce qui augmente d'autant l'écrêtement des dotations forfaitaires des communes).

L'enveloppe de la dotation nationale de péréquation (DNP) restera constante par rapport à 2019 (794 millions €).

C – FISCALITE

Art. 16 : Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP) et réforme du financement des collectivités territoriales.

2018/2020 : Dégrèvement progressif pour 80% des ménages (Sous condition de revenu)

2021/2022 : Exonération progressive pour les 20% des ménages restants.

A compter de 2023 suppression de la THRP

La taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) et la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) demeurent avec des modifications marginales.

Les valeurs locatives de THRP sont revalorisées de 0,9 %, alors que celles de la THRS et de la THLV sont revalorisées de 1,2 % (Les taux et abattements sont figés aux valeurs de 2019)

Les communes et EPCI à fiscalité propre ne percevront plus la THRP dès 2021.

La taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) des départements est transférée aux communes. Ainsi en 2021, le taux de TFPB d'une commune sera égal à la somme du taux de TFPB communal et départemental de 2020.

Pour les années suivantes, les communes conservent leur pouvoir de vote de taux sur le foncier bâti (sur la base de ce taux global).

Ce transfert crée des disparités car il ne compense pas parfaitement le produit de THRP perdu par chaque commune prise individuellement.

Il y a des communes surcompensées (produit de la taxe foncière départementale > produit de la taxe d'habitation communale) et d'autres sous-compensées (produit de la taxe foncières départementale < produit de la taxe d'habitation communale).

Pour gérer ces déséquilibres, un coefficient correcteur est mis en place (il est figé dans le temps).

Art.21 : Suppression des taxes à faible rendement ;

Art.146 : Révision des valeurs locatives des locaux d'habitation et simplification des procédures d'évaluation des locaux professionnels.

Dans la continuité de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels au 1^{er} janvier 2017, la LFI poursuit avec la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation.

La LFI prévoit :

- Une révision initiale, pour une application au 1^{er} janvier 2026.
- Un dispositif de mise à jour des évaluations tous les 2 ans.

- LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020 (25 AVRIL 2020)

1 – Prime exceptionnelle défiscalisée aux agents particulièrement mobilisés pendant l'état d'urgence :

Comme l'Etat, les collectivités locales pourront octroyer, dans les mêmes conditions d'exemption de prélèvement fiscal et social, un maximum de 1 000 € par agent.

2 – Taux de TVA :

Sur proposition du parlement, le taux de TVA est abaissé à 5,5 % sur les masques et tenues de protection, ainsi que sur les gels hydroalcooliques.

3 – Heures supplémentaires :

Sur amendement du sénat, les heures supplémentaires effectuées par les salariés, du 16 mars jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire, vont être exonérées d'impôt sur le revenu et de cotisations sociales, dans la limite de 7 500 € par an (contre 5 000 € actuellement).

- PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020 (10 JUIN 2020)

Il prévoit un montant de 750 millions d'euros pour compenser les pertes de recettes fiscales et domaniales des communes et E.P.C.I. en difficulté.

VI – SITUATION DE LA COLLECTIVITE

A – ANALYSE RETROSPECTIVE (2014 – 2018)

Sur la période, les **recettes réelles de fonctionnement** progressent de **+ 0,94 %** (moyenne)

Dans le même temps, les dépenses réelles de fonctionnement ont diminué de **- 1,11 %** (moyenne).

L'épargne de gestion (+ 3,86%), mais aussi **l'épargne brute (+ 12,68 %)** sont en progression significative.

La masse salariale est particulièrement bien maîtrisée avec une augmentation de seulement **+ 0,21 %**.

Enfin, la gestion active de la dette et l'orientation à la baisse des taux d'intérêt, ont permis de faire reculer les frais financiers de **- 7,07%** sur la période.

<u>VOIR TABLEAUX JOINTS CONCERNANT LA RETROSPECTIVE</u>
--

1 – **RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Les **recettes de gestion** sont en progression de **+ 0,42 %** en moyenne/an sur la période.

Le **produit des impôts locaux** a **progressé** d'environ **2,75 millions €** (suite à la revalorisation des taux communaux en 2016 et à l'enrichissement des bases).

Dans le même temps, la **DGF** a diminué d'un peu plus de **2 millions €**.

L'attribution de compensation est en diminution de - 724 000 € (transfert de l'Office Municipal du Tourisme et de la ZAE Royan 2 suite à la loi NOTRe).

Il convient aussi de noter le dynamisme des droits de mutation qui progressent de 1,15 million €.

Enfin, l'année 2018 enregistre le changement du mode de gestion du port (Syndicat mixte). Celui-ci gère également les voûtes du port (domaine communal) et reverse à la commune une redevance forfaitaire de 230 000 €/an.

2 – DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de gestion sont en recul de - 0.54 %.

En analysant les principaux postes en constate que :

- Les charges courantes sont contenues (+ 0,50%/an)
- La progression de la masse salariale est très encadrée (+ 0,20 %/an)
- Les frais financiers sont en très net recul (- 6.95 %/an). L'explication repose sur la diminution des pertes de change (- 165 000 €), mais également sur les intérêts du prêt « toxique » (- 443 000 €) – En 2014, le taux avait été dégradé (8,64 %)

Concernant les autres charges de gestion, la subvention allouée au CCAS (SAAD) progresse de + 410 000 €. Dans le même temps, il n'y a plus de subvention versée pour l'Office Municipal du Tourisme, ni pour le Palais des Congrès (- 1 200 000 €).

B – LA GESTION DE L'ANNEE 2019

1. RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Par rapport à 2018, et à périmètre constant (hors cessions d'actifs et provisions), les recettes réelles de fonctionnement ont progressé de + 2,43 %.

Conformément au pacte financier de « confiance », il y a eu stabilisation de la DGF (hors écrêtement).

Les produits des services et du domaine sont en progression de + 3,73 %/2018.

Le prélèvement CASINO (Etat/Commune) augmente de 186 000 €/2018 (+8,60%)

Les droits de mutation sont encore très dynamiques, et en progression de près de 11%/2018.

Après deux années (2017//2018) à 2,4 millions €, 2019 enregistre un montant record de 2,7 millions €.

Il convient aussi de noter la participation de la CAF (crèches/garderies), en augmentation de + 12,70 %/2018, et qui représente 623 000 €.

Enfin, il y a eu des reprises de provisions pour environ 285 000 € (Affaires DESHOULIERES « Palais des Congrès » et « DREAM YACHT » Port), suite à des jugements favorables à la commune.

2. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Par rapport à 2018, et à périmètre constant (hors charges exceptionnelles et provisions), les **dépenses réelles de fonctionnement** sont en progression de **+ 1,95 %**.

Les **charges courantes** (**+ 4,10 %/2018**) sont principalement impactées par les **fluides** qui sont en forte progression : **+ 280 000 € (+ 19,75 %/2018)**.

Indépendamment de la hausse des tarifs, l'augmentation repose sur la fin du précédent marché d'électricité 2015/2019 (certains relevés n'avaient pas été effectués) et l'incorporation de la résidence pour personnes âgées du Foyer de l'Etang (refacturation de 52 000 €).

Les frais de personnel et charges assimilées sont en progression de **+ 2,58 %/2018**.

Cette augmentation s'explique principalement par :

- La majoration du complément indemnitaire annuel (**C.I.A**) : **+ 180 000 €**
- La revalorisation indiciaire en application des dispositions réglementaires – protocole **P.P.C.R** (Parcours Professionnels, des carrières et des rémunérations) : **+ 55 000 €**
- L'organisation des **Elections Européennes** : **+ 65 000 €**

Pour la première fois cette année, la commune a été prélevée de 203 000 € au titre de la loi SRU.

Pour information, **l'enveloppe** allouée au **tissu associatif** reste constante à **1,6 million €**.

Dans le même temps, le **CCAS (SAAD)** a bénéficié d'une **subvention** de **840 000 €**. **La commune affiche ainsi son engagement constant envers les personnes les plus vulnérables**

Les intérêts de la dette sont en **recul** de **- 11,20 %/2018**. Le taux du prêt « toxique » n'a pas été dégradé en 2019 (**- 142 000 €/2018**).

Enfin, une **provision** de **161 000 €** a été constituée pour l'affaire « Sarl LES GEAYS » (Permis de construire).

3 – L'INVESTISSEMENT

Les **dépenses d'équipement** s'établissent à **9,6 millions €** dont :

- **Travaux de bâtiments** : 2,8 millions €
(Eglise Notre Dame, Palais des Congrès, Ecoles,.....)
- **Travaux de V.R.D.** : 3,8 millions €
(Dont 2,85 millions € pour la voirie)

- **Immobilisations corporelles** : 1,8 million €
(Véhicules, matériels, mobiliers,...)
- **Participation « routes départementales »** : 600 000 €

La commune n'a pas contracté d'emprunt en 2019 (le remboursement, par le Syndicat Mixte du Port, d'une partie de la dette résiduelle du port au 1^{er} janvier 2018, permettant de financer les investissements).

Les subventions perçues ont été de **791 000 €** (principalement pour l'Eglise Notre Dame et le Palais des Congrès).

Enfin, **la taxe d'aménagement** reste bien orientée à 590 000 €. Elle reflète parfaitement l'activité vigoureuse du secteur du BTP sur le territoire de la commune.

VII – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020.

Contrairement à 2019, le budget primitif 2020 reprend les résultats du compte administratif de l'année précédente.

En ce qui concerne la section de fonctionnement, et à périmètre constant (hors dépenses imprévues), les **dépenses réelles** progressent de **+ 0,46%/BP 2019**, alors que dans le même temps les **recettes réelles** sont en recul de **- 4,17 %/BP 2019**.

Ce budget « rectifié », par rapport à la mouture initiale, **prend la mesure des pertes estimées** (droits de mutation, prélèvement casino, produits des services), **accompagne la relance économique** (abandon d'une partie des loyers et redevances) et **actualise les dépenses** en fonction des contraintes du confinement.

Il n'oublie pas également les personnes les plus vulnérables (CCAS) et **témoigne** aussi **de « l'engagement sanitaire » au profit de tous** (masques, cellule COVID-19,...).

A – LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

1. LA FISCALITE

Cette année, le vote des taux communaux ne concerne plus que le foncier bâti et le non bâti. En l'absence de délibération sur les taux avant le 03 juillet, le recouvrement des impositions directes locales 2020 se fera sur la base des taux fixés en 2019

Pour 80% des contribuables, l'année 2020 correspond au dégrèvement total de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Pour les 20% restants, les **bases** sont revalorisées de **+ 0,9 %** (inférieur au glissement de l'I.P.C.H. qui était de + 1,2 %), **les taux communaux** étant **gelés** (sur la **base** des taux de **2019**).

La suppression de la THRP se fera de manière progressive (2021/2022/2023). En **2021** et **2022** il n'y aura **pas de revalorisation des bases** (**Gel** des **taux** et **abattements** au niveau de **2019**).

Dès 2021, la compensation sera intégrale et pérenne.

Dans un souci de lisibilité de la fiscalité locale, en **2021**, la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) sera totalement attribuée au bloc communal.

Pour la commune, la **THRP** (base 2018) représente un peu plus de **4,4 millions €** (sur un montant total de **T.H.** de **près de 7,1 millions €**).

Pour information, **les bases** de la **taxe d'habitation sur les résidences secondaires** et sur **le foncier bâti** sont revalorisées **de + 1,2 %**. (Etat)

Il ressort que l'enrichissement des bases est de +0,86 % (nouvelles constructions).

Au final, le **produit des impôts locaux** sera de **22,6 Millions d'euros**.

2. LES CONCOURS DE L'ETAT

Comme en 2019, il n'y aura pas de baisse directe de la DGF en 2020. La commune subira à nouveau le dispositif d'écrêtement mis en place pour financer la hausse des dotations de péréquation (DSU et DSR).

Le montant de la DGF sera donc de : **3,5 millions €**

3. LES DROITS DE MUTATION ET LE PRELEVEMENT CASINO

Pour ce qui est des **droits de mutation**, le produit attendu est estimé à **2 millions €**. (**- 25,93 %/CA 2019**) – Estimation en ligne avec les prévisions de l'A.M.F.

Sur les **cinq premiers mois de l'année**, la baisse n'est que de **- 9% /2019**, mais il y a un décalage d'environ trois mois entre l'acte notarié et l'encaissement par la commune.

Pour le **prélèvement casino** (Etat/Commune), la recette est estimée à **1,3 million €** (**- 44 %/CA 2019**).

Cette prévision tient compte de la modulation du prélèvement communal en cas de baisse significative du produit brut des jeux (P.B.J).

Si le P.B.J. est supérieur à 13,5 millions €, le prélèvement communal est de 15 %.

Un pallier intermédiaire est prévu pour un P.B.J. compris entre 10 et 13,5 millions €, avec un prélèvement communal de 12 %.

Si le P.B.J est inférieur à 10 millions €, le taux est de seulement 10 %.

Sur les **cing premiers mois de l'année**, la **perte** est de **365 000 €** avec une **baisse de 4 millions €** du **P.B.J.**

4. AUTRES RECETTES

Les **produits des services et du domaine** sont attendus en recul d'environ **745 000 € (- 38,20 %/BP 2019).**

On retrouve principalement les recettes en lien avec les **écoles** (cantine et crèche/garderie) pour près de **300 000 €**, mais aussi les recettes de la piscine, médiathèque, salle de spectacles, école de musique,.....

Pour ce qui concerne les **marchés, terrasses et étalages**, la perte est d'environ **275 000 €.**

A noter que cette année, la subvention de 90 000 € du violon/sable sera encaissée directement par la société Production 114.

Habituellement, cette subvention était versée par le département à la ville.

Enfin, concernant les **loyers** et conformément aux engagements pris par la ville, la recette diminue d'environ **380 000 €.**

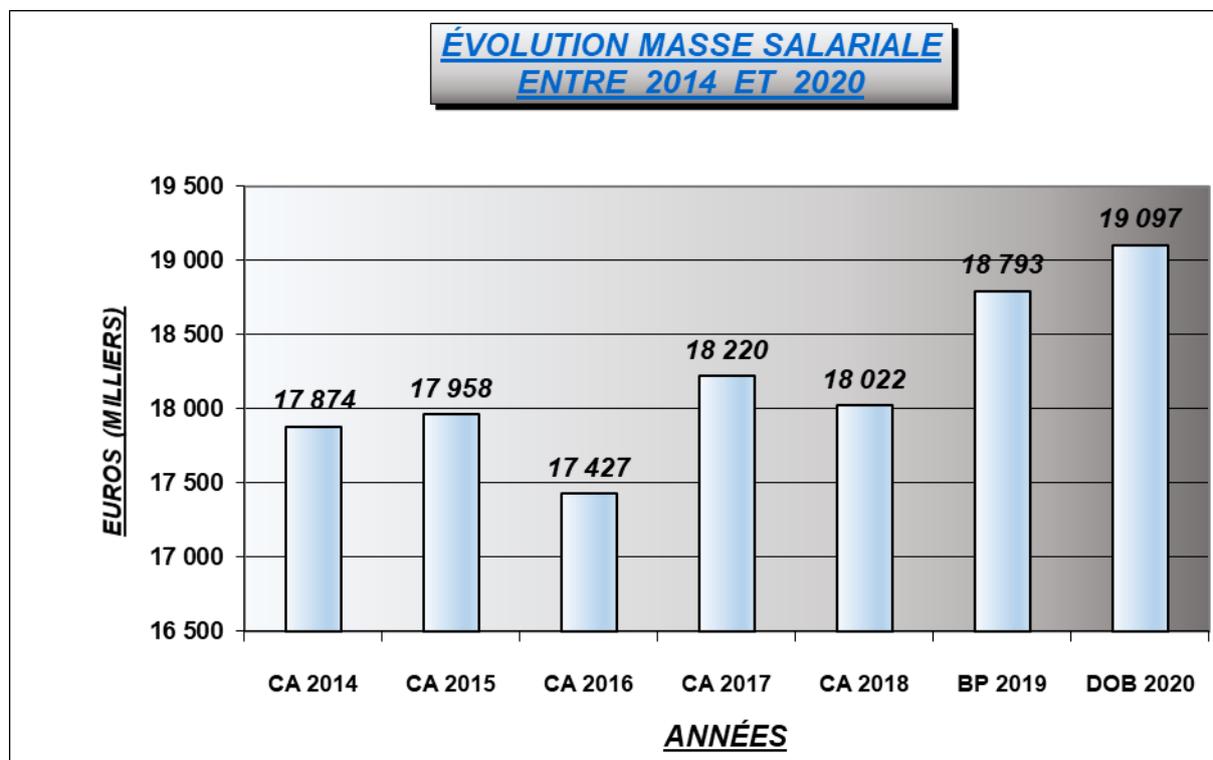
Grâce à une gestion rigoureuse des dépenses et au dynamisme de certaines recettes (Casino, droits de mutation, occupation du domaine public,...), **l'exercice 2019** a dégagé un **excédent** d'environ **4,5 millions €.** Ce très bon résultat va nous permettre, « d'atténuer » les multiples conséquences de cette pandémie, en **accompagnant les personnes les plus vulnérables** et en **soutenant le tissu économique local.**

B – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

1 – LES CHARGES DE PERSONNEL

Les dépenses de personnel constituent le premier poste de dépenses et représentent 53,34 % des dépenses réelles de fonctionnement (moyenne de la strate source MINEFI année 2018 : 59,30 %).

Évolution des dépenses de personnel :

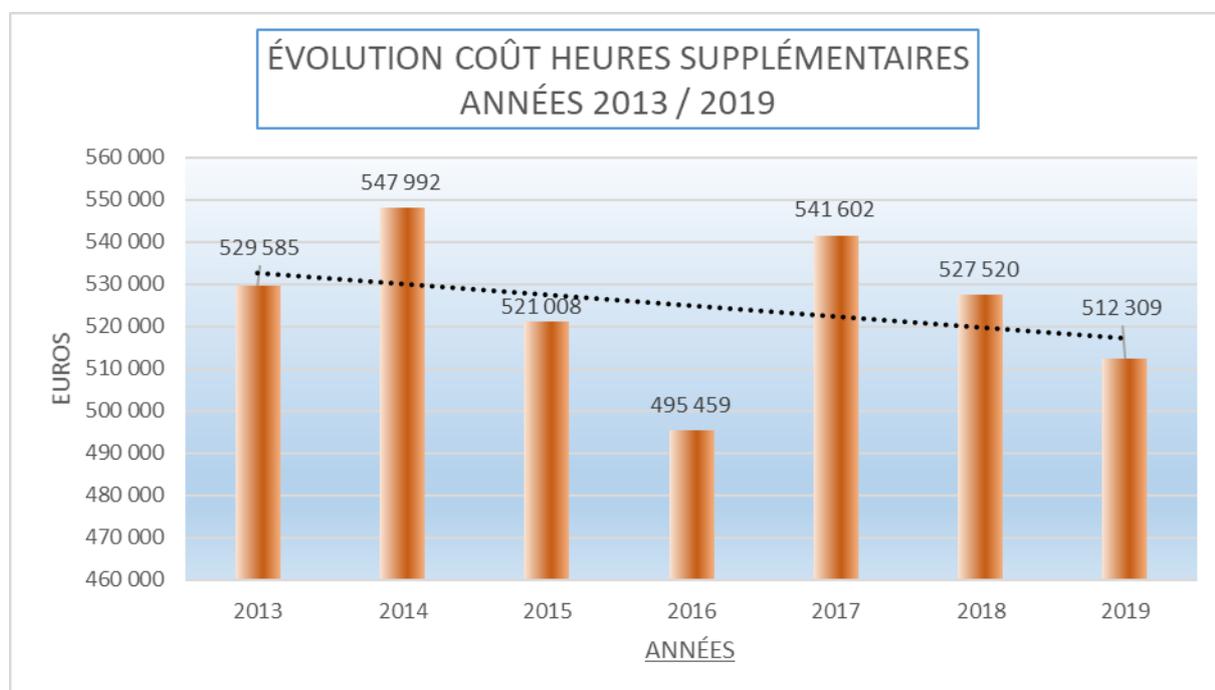


Sur la période 2019 / 2020, l'augmentation des dépenses de personnel résulte de :

- *L'application d'obligations réglementaires :*
 - *poursuite de l'application du protocole « parcours professionnels, des carrières et des rémunérations » (PPCR) relatif à la revalorisation des échelles indiciaires*
 - *La revalorisation de la compensation de la hausse de la contribution sociale généralisée*
- *L'impact du glissement vieillesse et technicité (GVT) issu du déroulement de carrière des agents.*
- *Le déploiement du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) aux cadres d'emplois jusqu'alors non éligibles (publication de l'arrêté d'adhésion le 29 février 2020).*
- *Le coût de l'organisation des élections municipales.*

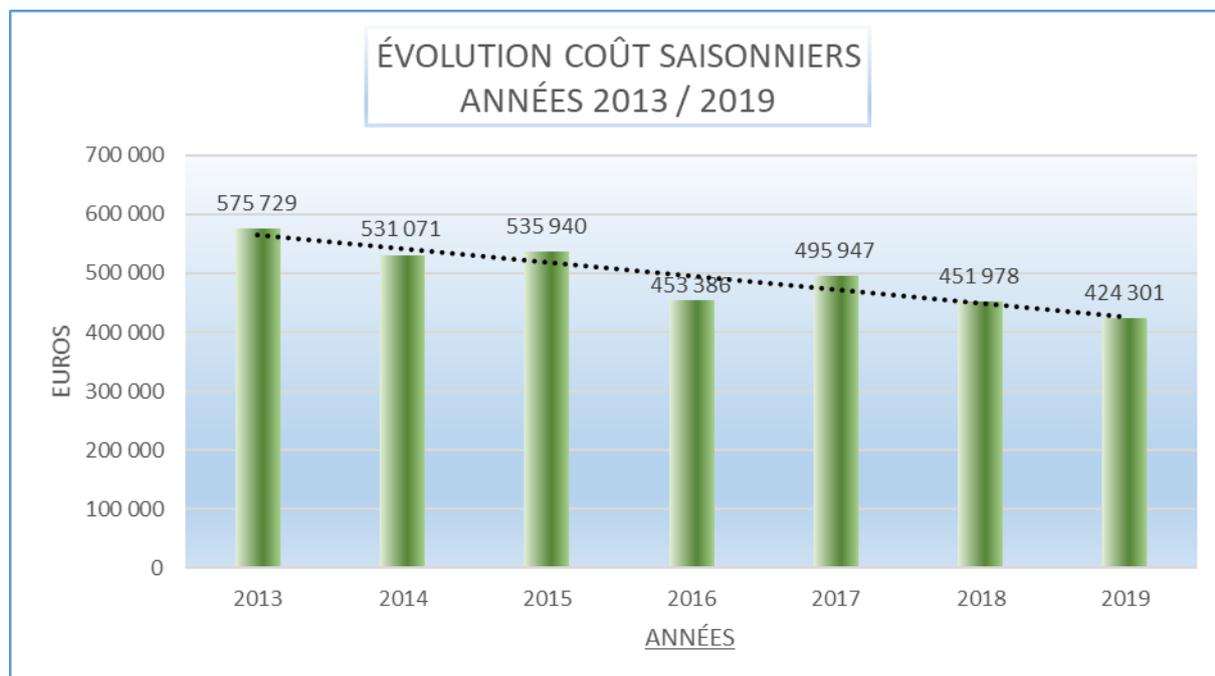
Poste heures supplémentaires :

Diminution de 3,25% entre 2013 et 2019, représentant – 17 000€.

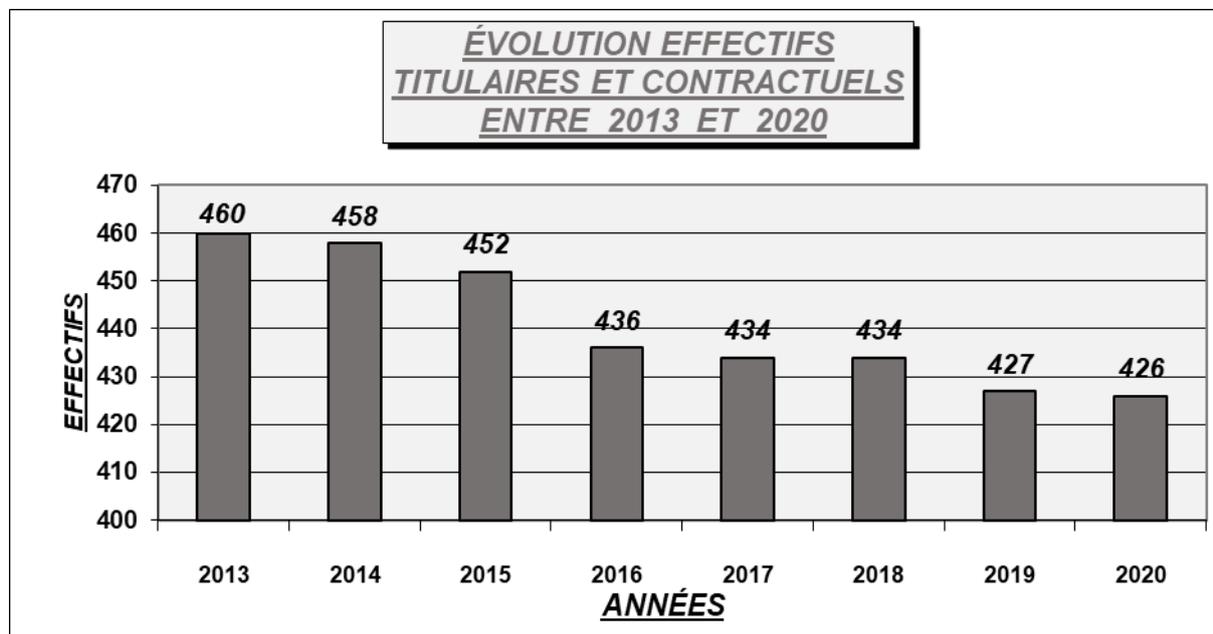


Poste saisonniers :

Diminution de 26% entre 2013 et 2019, représentant – 151 000€.



Évolution des effectifs permanents :



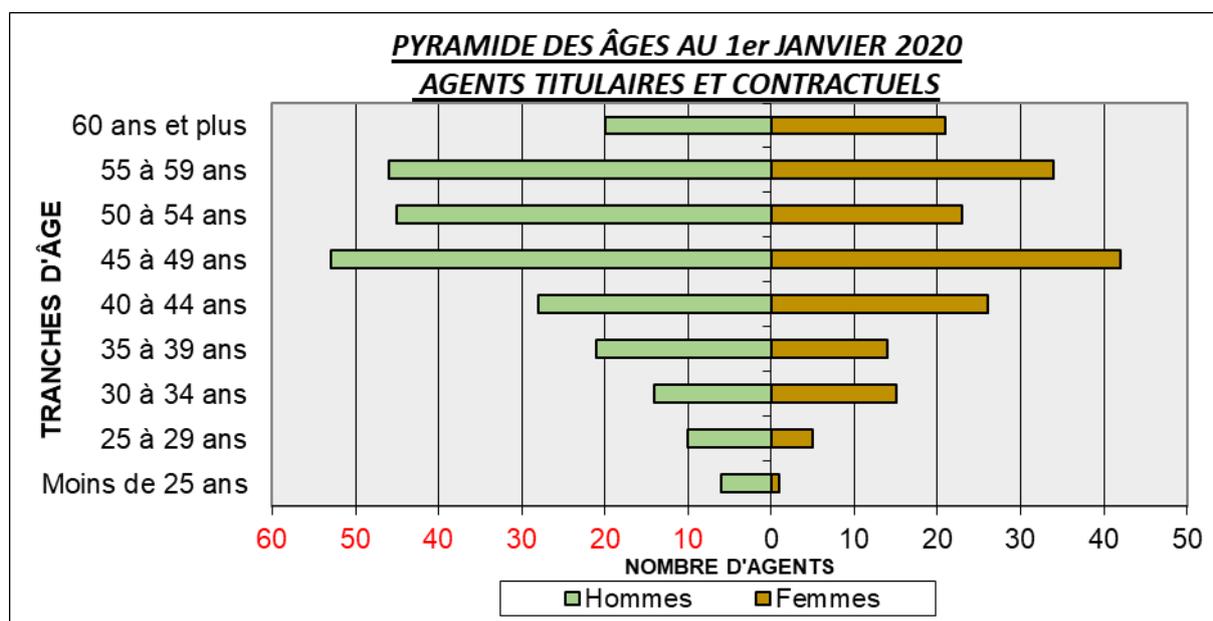
Baisse constante des effectifs

Au 1^{er} janvier 2013 = 460 agents

Au 1^{er} janvier 2020 = 426 agents

Soit une diminution de **34 agents** sur 7 ans représentant une **baisse des effectifs de 7,40 %**

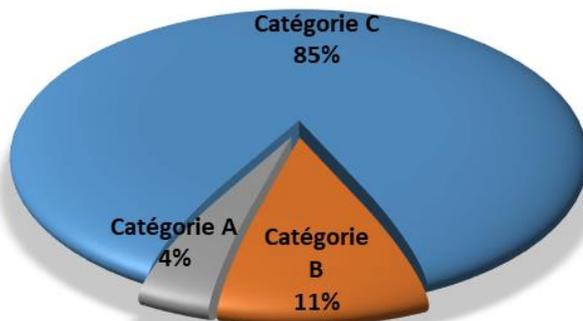
Pyramide des âges :



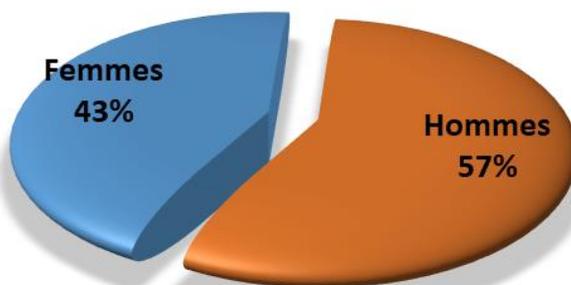
L'âge moyen au sein de la collectivité se situe à 45 ans et 6 mois (dans la Fonction Publique Territoriale, l'âge moyen est de 45 ans et 2 mois, source 2018 direction générale de la fonction publique territoriale)

Structuration des emplois permanents :

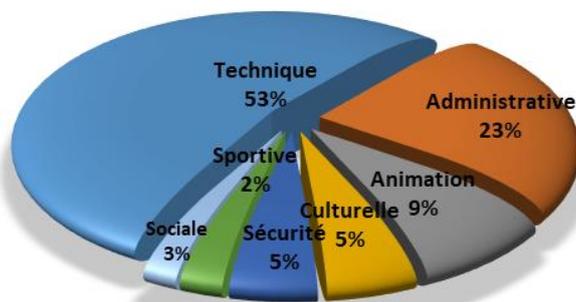
**Répartition agents titulaires et contractuels
par catégorie statutaire au 1er janvier 2020**



**Répartition agents titulaires et contractuels
par sexe au 1er janvier 2020**



**Répartition agents titulaires et contractuels
par filière au 1er janvier 2020**



➤ **Situation sur les emplois aidés**

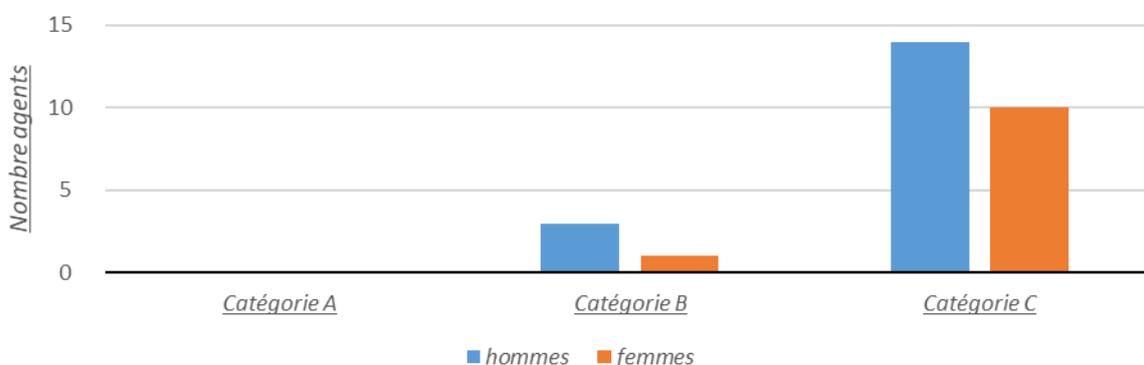
Début 2020, la collectivité emploie :

- en contrat PEC (Parcours Emploi Compétences) : 7 personnes (4 au service espaces verts, 1 au service du Public, 1 au Musée, 1 au conservatoire de musique)
- en service civique : 1 personne à l'atelier Pensa
- en contrat d'apprentissage : 2 apprentis au service Enfance Jeunesse Famille

➤ **Situation sur les travailleurs en situation d'handicap (taux d'emploi légal : 6 %)**

La Ville de Royan remplit ses obligations en la matière avec un taux de 7,74 % et 28 agents recensés en situation de handicap en 2019 (24 en catégorie C et 4 en catégorie B).

**Bénéficiaires de l'obligation d'emploi
Année 2019**



Orientations pour 2020 :

Pour l'année 2020, les prévisions en dépenses de personnel marquent une hausse de 1,59 % par rapport au BP2019. (Pour rappel +1,50 % entre BP2018 et 2019).

Il convient de poursuivre :

- la maîtrise de l'évolution des effectifs :
 - en préservant l'adéquation des ressources à l'évolution des besoins de la collectivité (une soixantaine d'agents pourrait faire valoir leur droit à la retraite entre 2021 et 2025, ce qui représente 14 % de l'effectif actuel).
 - en privilégiant la mutualisation des ressources dans certains secteurs.
- le maintien du niveau du budget formation nécessaire :
 - aux actions mises en œuvre pour les adaptations au poste de travail et d'évolutions de compétences.
 - à la prévention professionnelle dans le but d'améliorer les conditions et la qualité de vie au travail.
- la gestion active de l'enveloppe des heures supplémentaires et des saisonniers.

2 – LES CHARGES A CARACTERE GENERAL

Ce poste est en diminution de **- 0,65 %/BP 2019.**

Bien qu'impacté par certaines **dépenses** liées au **COVID-19 (+ 215 000 €)**, ce chapitre enregistre, suite au confinement, une baisse significative de certains postes :

- **Carburant** : - 43 000 €
- **Alimentation** (cantines) : - 55 000 €
- **Violon/Sable** : - 375 000 €
- **Feux d'artifice** : - 150 000 €
- **Frais de réceptions** : - 40 000 €
- **Activités culturelles** : - 80 000 €.....

Ces économies sont en partie gagées par certaines dépenses supplémentaires (produits d'entretien, la location de tivolis pour les élections et de bureaux pour le cabinet médical, mise en service du télétravail,....)

3 - LES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE

Ce poste progresse de : **+ 7,50 %/BP 2019**

Cette augmentation repose essentiellement sur la subvention complémentaire de **200 000 €** allouée au **CCAS (secours financiers liés au COVID-19)**

4 – LES CHARGES FINANCIERES

Elles sont attendues en **recul** : **- 8,00 %/BP 2019**.

La gestion active de la dette a permis de réduire les frais financiers de certains prêts.

Concernant le **prêt « toxique »**, le taux a été de **4,86 %** au lieu de **3,92 %** (+ 63 000 €). La formule, qui reprend l'écart de parité €/€ et €/CHF, s'appliquera jusqu'en **2022**.

Enfin, les **pertes de change**, sur les deux prêts en Francs suisses, sont estimées à **218 000 €** (sur la base d'une parité à 1,07). Ils arrivent à maturité en **2022**.

Voir document joint sur le tableau de bord de la dette au 1^{er} janvier 2020

5 - LE PRELEVEMENT AU TITRE DE L'ARTICLE 55 DE LA LOI SRU.

Suite à **l'arrêté** du **14 février 2020**, la commune sera **prélevée** de **88 556 €** en **2020**.

Cette somme correspond au calcul suivant :

- **Logements locatifs sociaux (LLS) manquants au 01/01/2019** : 1 801
- **Montant du prélèvement par logement manquant** : 245,555 819 €
- **Montant brut du prélèvement** : 460 256,03 €
- **Montant des dépenses déductibles (base 2018)** : 371 700 €
- **Montant net du prélèvement** : 88 556,03 €

Le prélèvement sera affecté à l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine pour des actions en faveur de la réalisation de logements sociaux.

6 – LES DEPENSES IMPREVUES

Une enveloppe de **1,95 millions €** a été budgétisée (**5,45 % des dépenses réelles**).

Pour rappel, **l'ordonnance 2020-330 du 25 mars 2020** porte le plafond des dépenses imprévues de 7,5 % à **15 %** au titre de l'exercice **2020** (pour répondre aux nombreuses incertitudes budgétaires).

D'ici la fin de l'année, certaines dépenses sont déjà « programmées » et nécessiteront l'utilisation d'une partie de cette « réserve » :

- Subvention complémentaire au S.A.A.D.
- Prestation patinoire, animations de Noël,

Dans une note de l'A.M.F du 10 juin 2020, Monsieur Jean-René CAZENEUVE estime que les pertes de recettes devraient être moindres en 2021, avec un « rebond de l'ordre de la moitié de la perte de 2020 ».

Mais il s'agira toujours de pertes par rapport à 2019.

D'où l'intérêt de ne pas utiliser toute l'enveloppe en 2020, le solde participera à l'équilibre du budget 2021.

7 – L'AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE L'INVESTISSEMENT

L'Épargne brute devrait être d'environ **6,40 millions €**, en **progression** de **+ 18,05 %/BP 2019**.

Après remboursement du capital, le budget dégage une **épargne nette** d'environ de **1,66 million €**.

C – SECTION D'INVESTISSEMENT

1. DETTE

Le remboursement du **capital** de la dette est de **4,74 millions €**
(Dont 147 000 € remboursés par le Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime)

2. DEPENSES D'EQUIPEMENT

L'inscription budgétaire est de **6,25 millions €**.

Elle reprend les crédits ouverts par anticipation (Délibération 19.149 du 10 décembre 2019 et décision 20.187 du 10 juin 2020), des crédits complémentaires (bâtiments et V.R.D.) pour environ 2,1 millions € et les acquisitions de matériels, véhicules, mobiliers, logiciels.

La répartition de l'enveloppe est la suivante :

- **Travaux de bâtiments** : 2,2 millions € (Aménagement des locaux de l'I.F.R., Palais des Congrès, Salle de Spectacles, Base Nautique, Ecoles,.....)
- **Travaux V.R.D** : 2,5 millions € (dont 2 millions € pour la Voirie).
- **Acquisition matériels, véhicules, mobiliers...** : 1,3 million €.
- **Autres** : 250 000 €

Le montant des dépenses d'équipement est en recul de 1,4 million € par rapport au BP 2019.

L'explication repose sur deux éléments :

- Un volume de travaux reportés conséquent (**11 millions €**)
- Les retards pris sur de nombreux chantiers (les entreprises n'auront pas le don d'ubiquité)

3. LES RECETTES

A – Les subventions

Elles représentent environ **875 000 €** (dont 465 000 € pour le Palais des Congrès).

B – Dotations et fonds divers

Le **F.C.T.V.A.** est quant à lui estimé à **1,12 million €** (sur la base des investissements 2018).

La **taxe d'aménagement** est évaluée à **250 000 €**.

C – Les produits des cessions

Le 04 février 2020, la vente de l'ancienne école Jules Ferry a été formalisées devant notaire pour un montant de 2,2 millions €.

Comme en 2019, la Ville ne souscrira pas d'emprunt cette année, poursuivant ainsi la politique de désendettement initiée en 2008.

VII – LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS DE LA COLLECTIVITE (2020/2026)

Concernant ce dernier paragraphe, si certains projets sont déjà validés et engagés (Palais des Congrès, entrée de Ville/Médis), pour d'autres il ne s'agit que d'une prévision qui nécessitera une validation et une réactualisation des montants et ce particulièrement pour les « projets en phase d'études ».

En effet, l'impact financier lié au COVID-19 nous impose de prioriser les projets en fonction des coûts et des financements.

Des arbitrages seront donc nécessaires pour arrêter un PPI (Programme Pluriannuel d'Investissement) en adéquation avec nos futures ressources prévisionnelles.

1. LES PROJETS « RECURRENENTS »

- La requalification du Palais des Congrès et du « Cube » :
3 millions € (validé/engagé)
- La Voirie (chaussées, trottoirs, accessibilité,) :
2,8 millions €/an (prévisionnel)
- L'Aménagement de l'entrée de ville/Médis :
2,1 million € (validé/engagé)
- L'aménagement de l'Avenue Emile Zola :
1,2 million € (prévisionnel)
- L'extension du cimetière Montperrier :
850 000 € (prévisionnel)

2. LES PROJETS EN PHASE D'ETUDES

- L'aménagement du Front de Mer (arbitrage)
- La rénovation du Marché Central (arbitrage)

3. LES PROJETS A ENGAGER

- Le transfert des ateliers municipaux : **2,6 millions €** (prévisionnel)
(la cession du terrain avenue de Rochefort a été estimée à 1 million €)

	CA 2017	CA 2018	CA 2019	BP 2
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	33 450 000 €	33 634 000 €	33 891 000 €	34 042 000 €
CHARGES COURANTES (INFLATION)	9 330 000 €	9 630 000 €	10 025 000 €	9 670 000 €
PERSONNEL (+ 1,5 %)	18 220 000 €	18 022 000 €	18 487 000 €	19 097 000 €
CHARGES DE GESTION (DONT SUBVENTIONS) (CONSTANT)	3 170 000 €	3 096 000 €	2 917 000 €	2 855 000 €
CHARGES FINANCIERES (REEL ET 6 % PRÊT TOXIQUE)	2 200 000 €	2 276 000 €	2 021 000 €	1 978 000 €
AUTRES CHARGES (REEL)	530 000 €	610 000 €	441 000 €	94 000 €
DEPENSES INCERTAINES A CE JOUR				
CCAS/SAAD				260 000 €
PRELEVEMENT LOGEMENTS SOCIAUX				88 000 €
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	40 550 000 €	41 773 000 €	43 000 000 €	37 618 000 €
ATTENUATIONS DE CHARGES (REEL)	880 000 €	830 000 €	790 000 €	700 000 €
PRODUITS DES DOMAINES ET DES SERVICES (INFLATION)	2 300 000 €	2 427 000 €	2 464 000 €	1 203 000 €
IMPÔTS ET TAXES (BASES + ENRICHISSEMENT = + 1,2 %)	27 390 000 €	27 922 000 €	28 720 000 €	27 885 000 €
DOTATIONS ET PARTICIPATIONS (ECRÊTEMENT DGF)	5 850 000 €	5 876 000 €	5 949 000 €	5 552 000 €
PRODUITS DE GESTION COURANTE (INFLATION)	3 880 000 €	3 289 000 €	3 444 000 €	2 185 000 €
AUTRES PRODUITS (REEL)	250 000 €	1 429 000 €	1 633 000 €	89 000 €
CAF BRUTE (HORS REPRISE DES RESULTATS DE N-1)	7 100 000 €	8 139 000 €	9 109 000 €	3 576 000 €
CAF BRUTE (APRES REPRISE DES RESULTATS DE N-1) *				5 885 000 €
REMBOURSEMENT CAPITAL DE LA DETTE	4 353 000 €	4 356 000 €	4 526 000 €	4 743 000 €
CAF NETTE (HORS REPRISE DES RESULTATS DE N-1)	2 747 000 €	3 783 000 €	4 583 000 €	-1 167 000 €
CAF NETTE (APRES REPRISE DES RESULTATS DE N-1) *				1 142 000 €
EMPRUNT REALISE (FINANCEMENT)	3 600 000 €	3 800 000 €		
DESENDETTEMENT PREVISIONNEL	-753 000 €	-556 000 €	-4 526 000 €	-4 743 000 €

* APRES REPRISE DE L'EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT ET HORS DEPENSES IMPREVUES

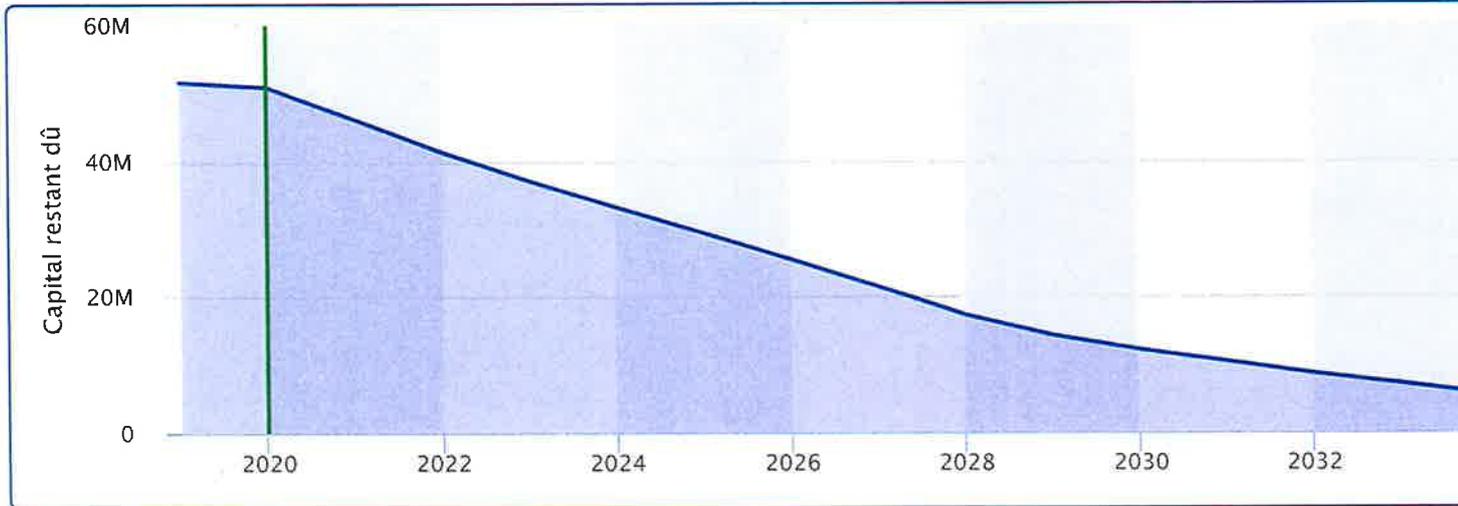
	CA 2019	BP 2020	ECARTS €	ECARTS %
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (A)	33 450 000 €	34 042 000 €	592 000 €	+ 1,49 %
CHARGES COURANTES (INFLATION)	10 025 000 €	9 670 000 €	-355 000 €	- 3,54 %
PERSONNEL (+ 1,5 %)	18 487 000 €	19 097 000 €	610 000 €	+ 3,30 %
CHARGES DE GESTION (DONT SUBVENTIONS) (CONSTANT)	2 917 000 €	2 855 000 €	-62 000 €	- 2,13 %
CHARGES FINANCIERES (REEL ET 6 % PRÊT TOXIQUE)	2 021 000 €	1 978 000 €	-43 000 €	- 2,13 %
AUTRES CHARGES (REEL) - HORS DEPENSES IMPREVUES		94 000 €		
DEPENSES INCERTAINES A CE JOUR				
CCAS/SAAD		260 000 €		
PRELEVEMENT LOGEMENTS SOCIAUX		88 000 €		
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (B)	41 367 000 €	37 618 000 €	-3 749 000 €	- 9,28 %
ATTENUATIONS DE CHARGES (REEL)	790 000 €	700 000 €	-90 000 €	- 11,40 %
PRODUITS DES DOMAINES ET DES SERVICES (INFLATION)	2 464 000 €	1 203 000 €	-1 261 000 €	- 51,18 %
IMPÔTS ET TAXES (BASES + ENRICHISSEMENT = + 1,2 %)	28 720 000 €	27 889 000 €	-831 000 €	- 2,89 %
DOTATIONS ET PARTICIPATIONS (ECRÊTEMENT DGF)	5 949 000 €	5 552 000 €	-397 000 €	- 6,67 %
PRODUITS DE GESTION COURANTE (INFLATION)	3 444 000 €	2 185 000 €	-1 259 000 €	- 36,56 %
AUTRES PRODUITS (REEL) - HORS CESSIONS IMMOBILIERES		89 000 €		
CAF BRUTE (HORS REPRISE DES RESULTATS DE N-1) A - B	7 917 000 €	3 576 000 €	-4 341 000 €	- 54,77 %
CAF BRUTE (APRES REPRISE DES RESULTATS DE N-1) *		5 885 000 €	-2 032 000 €	- 26,05 %
REMBOURSEMENT CAPITAL DE LA DETTE	4 526 000 €	4 743 000 €	217 000 €	+ 4,79 %
CAF NETTE (HORS REPRISE DES RESULTATS DE N-1)	3 391 000 €	-1 167 000 €	-4 558 000 €	
CAF NETTE (APRES REPRISE DES RESULTATS DE N-1) *		1 142 000 €	-2 249 000 €	- 67,21 %
EMPRUNT REALISE (FINANCEMENT)				
DESENDETTEMENT PREVISIONNEL	-4 526 000 €	-4 743 000 €	-217 000 €	- 4,79 %

* APRES REPRISE DE L'EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT ET HORS DEPENSES IMPREVUES

5 885 000 € = 3 576 000 € + 4 519 000 € - 1 950 000 € - 260 000 € (4 519 000 € = REPRISE DE L'EXCEDENT DE 2019)

1 142 000 € = 5 885 000 € - 4 743 000 €

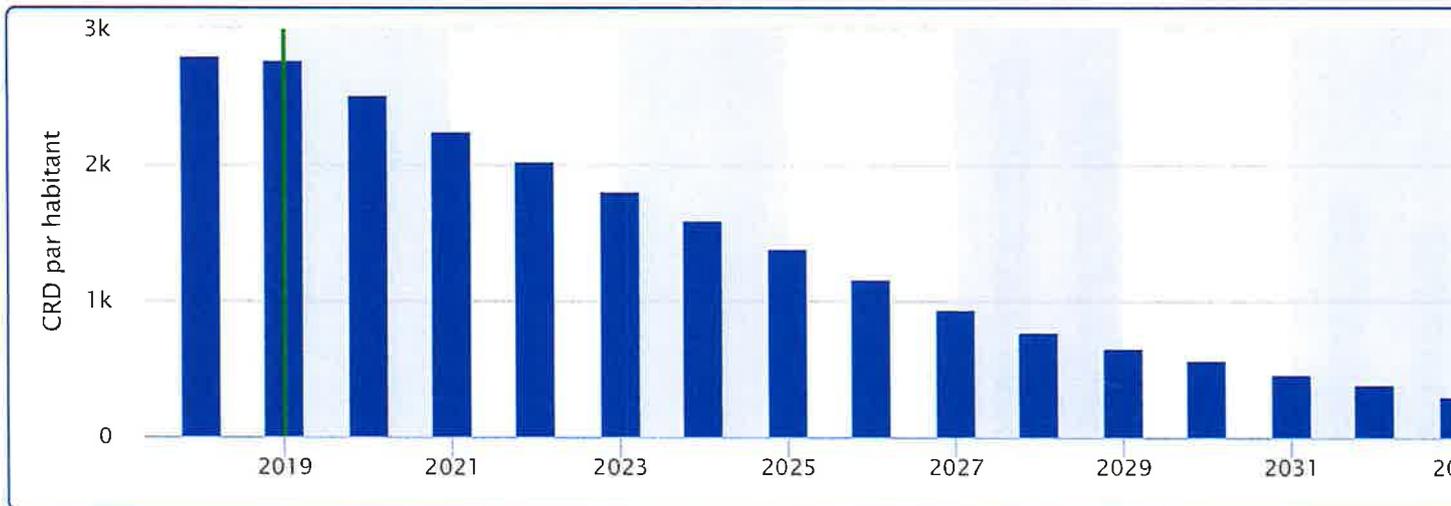
Encours



Date	Capital restant dû	Evolution (%)
31/12/2018	51 691 767,35 €	-
31/12/2019	50 965 829,24 €	-1,40 %
31/12/2020	46 222 543,14 €	-10,58 %
31/12/2021	41 345 801,32 €	-20,01 %
31/12/2022	37 113 398,40 €	-28,20 %
31/12/2023	33 211 179,61 €	-35,75 %

31/12/2024	29 412 797,73 €	-43,10 %
31/12/2025	25 513 537,85 €	-50,64 %
31/12/2026	21 508 453,22 €	-58,39 %
31/12/2027	17 392 353,57 €	-66,35 %
31/12/2028	14 412 797,41 €	-72,12 %
31/12/2029	12 279 736,76 €	-76,24 %
31/12/2030	10 513 485,36 €	-79,66 %
31/12/2031	8 727 079,44 €	-83,12 %
31/12/2032	7 249 545,55 €	-85,98 %
31/12/2033	5 749 863,19 €	-88,88 %
31/12/2034	4 226 962,60 €	-91,82 %
31/12/2035	2 879 722,34 €	-94,43 %
31/12/2036	1 736 466,82 €	-96,64 %
31/12/2037	708 568,81 €	-98,63 %

Indicateur

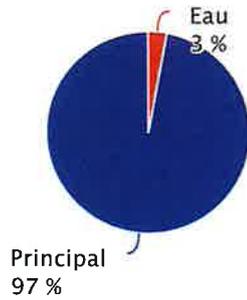


Date	CRD par habitant
31/12/2018	2 813,62 €
31/12/2019	2 774,10 €
31/12/2020	2 515,92 €
31/12/2021	2 250,48 €
31/12/2022	2 020,11 €
31/12/2023	1 807,71 €
31/12/2024	1 600,96 €
31/12/2025	1 388,72 €

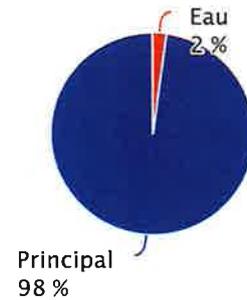
31/12/2026	1 170,72 €
31/12/2027	946,68 €
31/12/2028	784,50 €
31/12/2029	668,39 €
31/12/2030	572,26 €
31/12/2031	475,02 €
31/12/2032	394,60 €
31/12/2033	312,97 €
31/12/2034	230,08 €
31/12/2035	156,75 €
31/12/2036	94,52 €
31/12/2037	38,57 €

Dettes par budget

Répartition par budget au
01/01/2020



Répartition par budget à
5 ans

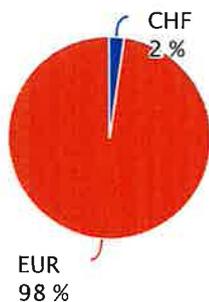


Date	Total	Eau		CRD
		CRD	%	
31/12/2018	51 691 767,35 €	1 766 645,14 €	3,42 %	49 925 1
31/12/2019	50 965 829,24 €	1 626 524,37 €	3,19 %	49 339 3
31/12/2020	46 222 543,14 €	1 479 897,56 €	3,20 %	44 742 6
31/12/2021	41 345 801,32 €	1 326 439,41 €	3,21 %	40 019 3
31/12/2022	37 113 398,40 €	1 165 808,35 €	3,14 %	35 947 5
31/12/2023	33 211 179,61 €	997 645,74 €	3,00 %	32 213 5
31/12/2024	29 412 797,73 €	821 575,00 €	2,79 %	28 591 2

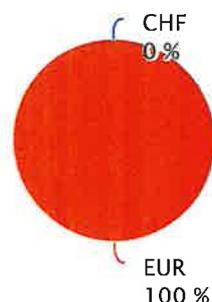
31/12/2025	25 513 537,85 €	637 200,72 €	2,50 %	24 876 33
31/12/2026	21 508 453,22 €	444 107,73 €	2,06 %	21 064 34
31/12/2027	17 392 353,57 €	241 860,09 €	1,39 %	17 150 49
31/12/2028	14 412 797,41 €	30 000,00 €	0,21 %	14 382 79
31/12/2029	12 279 736,76 €	20 000,00 €	0,16 %	12 259 76
31/12/2030	10 513 485,36 €	10 000,00 €	0,10 %	10 503 48
31/12/2031	8 727 079,44 €	-	-	8 727 07
31/12/2032	7 249 545,55 €	-	-	7 249 54
31/12/2033	5 749 863,19 €	-	-	5 749 86
31/12/2034	4 226 962,60 €	-	-	4 226 96
31/12/2035	2 879 722,34 €	-	-	2 879 72
31/12/2036	1 736 466,82 €	-	-	1 736 46
31/12/2037	708 568,81 €	-	-	708 56

Dettes par devise

Répartition par devise à date



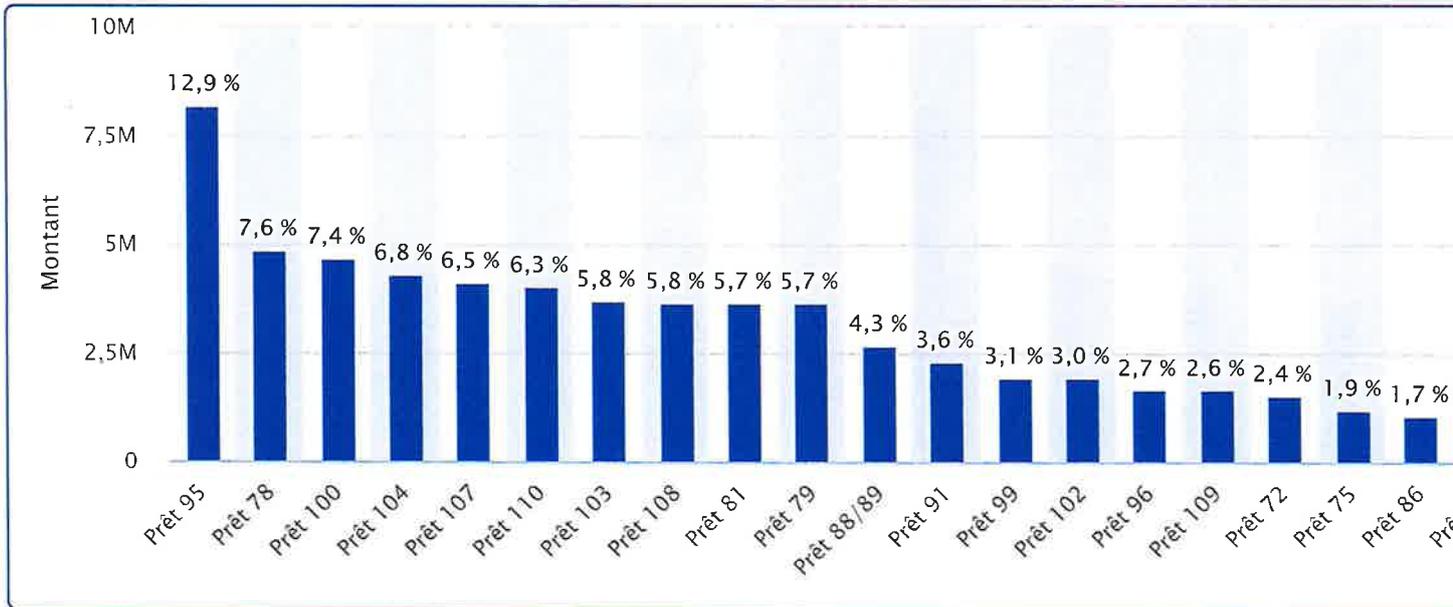
Répartition par devise à 5 ans



Date	Total	CHF		C
		CRD	En pourcentage	
31/12/2018	51 691 767,35 €	1 598 784,24 €	3,09 %	50
31/12/2019	50 965 829,24 €	1 220 712,63 €	2,40 %	49
31/12/2020	46 222 543,14 €	828 576,75 €	1,79 %	48
31/12/2021	41 345 801,32 €	421 853,42 €	1,02 %	47
31/12/2022	37 113 398,40 €	-	-	36
31/12/2023	33 211 179,61 €	-	-	35
31/12/2024	29 412 797,73 €	-	-	24

31/12/2025	25 513 537,85 €	-	-	25
31/12/2026	21 508 453,22 €	-	-	21
31/12/2027	17 392 353,57 €	-	-	17
31/12/2028	14 412 797,41 €	-	-	14
31/12/2029	12 279 736,76 €	-	-	12
31/12/2030	10 513 485,36 €	-	-	10
31/12/2031	8 727 079,44 €	-	-	8
31/12/2032	7 249 545,55 €	-	-	7
31/12/2033	5 749 863,19 €	-	-	5
31/12/2034	4 226 962,60 €	-	-	4
31/12/2035	2 879 722,34 €	-	-	2
31/12/2036	1 736 466,82 €	-	-	1
31/12/2037	708 568,81 €	-	-	0

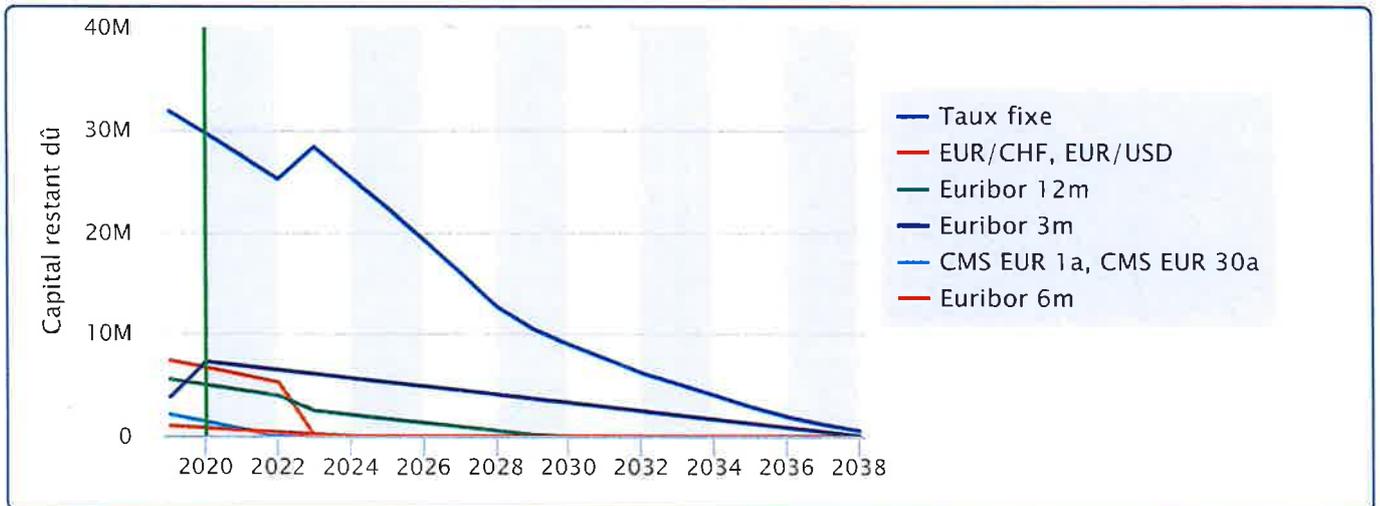
Poids des annuités



Référence	Date d'échéance	Total
Prêt 95	01/05/2027	8 1
Prêt 78	08/02/2038	4
Prêt 100	01/01/2028	4
Prêt 104	03/08/2035	4
Prêt 107	31/01/2037	4 1
Prêt 110	01/04/2038	4 0
Prêt 103	02/10/2034	3

Prêt 108	01/03/2037	3
Prêt 81	13/06/2038	3
Prêt 79	09/05/2038	3
Prêt 88/89	20/01/2031	2
Prêt 91	02/10/2031	2
Prêt 99	01/01/2028	1
Prêt 102	05/02/2029	1
Prêt 96	01/09/2027	16
Prêt 109	01/07/2028	16
Prêt 72	01/05/2021	15
Prêt 75	01/09/2022	12
Prêt 86	05/05/2029	10
Prêt 85	25/06/2029	10
Prêt 74	01/09/2022	8
Prêt 82	28/07/2023	8

Répartition par index

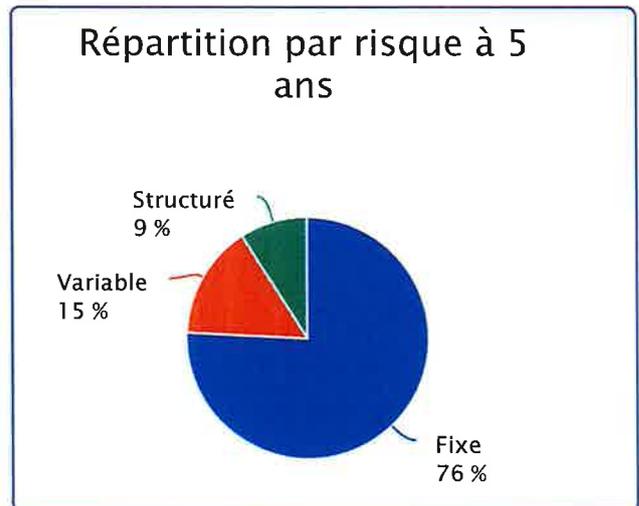
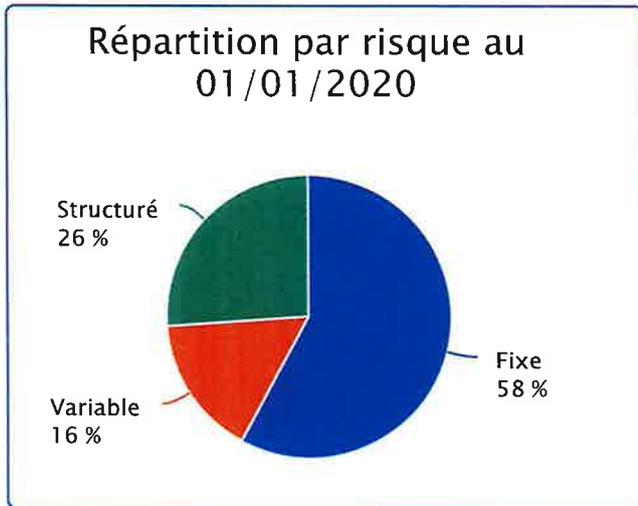


Date	Total	Taux fixe		EUR/CHF, EUR/USD		Euribor 12m		Euribor 3m	
		CRD	(%)	CRD	(%)	CRD	(%)	CRD	(%)
31/12/2018	51 691	31 815	61,55	7 377	14,27	5 562	10,76	3 800	7,35
	767,35 €	549,58 €	%	837,82 €	%	814,43 €	%	000,00 €	%
31/12/2019	50 965	29 658	58,19	6 708	13,16	5 040	9,89	7 300	14,32
	829,24 €	181,02 €	%	741,12 €	%	761,27 €	%	000,00 €	%
31/12/2020	46 222	27 457	59,40	6 006	12,99	4 511	9,76	6 900	14,93
	543,14 €	720,33 €	%	189,59 €	%	778,06 €	%	000,00 €	%

31/12/2021	41 345 801,32 €	25 201 772,54 €	60,95 %	5 268 510,48 €	12,74 %	3 975 518,30 €	9,62 %	6 500 000,00 €	15,72 %
31/12/2022	37 113 398,40 €	28 312 685,45 €	76,29 %	-	-	2 500 712,95 €	6,74 %	6 100 000,00 €	16,44 %
31/12/2023	33 211 179,61 €	25 393 918,82 €	76,46 %	-	-	2 117 260,79 €	6,38 %	5 700 000,00 €	17,16 %
31/12/2024	29 412 797,73 €	22 378 989,10 €	76,09 %	-	-	1 733 808,63 €	5,89 %	5 300 000,00 €	18,02 %
31/12/2025	25 513 537,85 €	19 263 181,38 €	75,50 %	-	-	1 350 356,47 €	5,29 %	4 900 000,00 €	19,21 %
31/12/2026	21 508 453,22 €	16 041 548,91 €	74,58 %	-	-	966 904,31 €	4,50 %	4 500 000,00 €	20,92 %
31/12/2027	17 392 353,57 €	12 708 901,42 €	73,07 %	-	-	583 452,15 €	3,35 %	4 100 000,00 €	23,57 %
31/12/2028	14 412 797,41 €	10 512 797,41 €	72,94 %	-	-	200 000,00 €	1,39 %	3 700 000,00 €	25,67 %
31/12/2029	12 279 736,76 €	8 979 736,76 €	73,13 %	-	-	-	-	3 300 000,00 €	26,87 %
31/12/2030	10 513 485,36 €	7 613 485,36 €	72,42 %	-	-	-	-	2 900 000,00 €	27,58 %
31/12/2031	8 727 079,44 €	6 227 079,44 €	71,35 %	-	-	-	-	2 500 000,00 €	28,65 %
31/12/2032	7 249 545,55 €	5 149 545,55 €	71,03 %	-	-	-	-	2 100 000,00 €	28,97 %

31/12/2033	5 749 863,19 €	4 049 863,19 €	70,43 %	-	-	-	-	1 700 000,00 €	29,57 %
31/12/2034	4 226 962,60 €	2 926 962,60 €	69,25 %	-	-	-	-	1 300 000,00 €	30,75 %
31/12/2035	2 879 722,34 €	1 979 722,34 €	68,75 %	-	-	-	-	900 000,00 €	31,25 %
31/12/2036	1 736 466,82 €	1 236 466,82 €	71,21 %	-	-	-	-	500 000,00 €	28,79 %
31/12/2037	708 568,81 €	608 568,81 €	85,89 %	-	-	-	-	100 000,00 €	14,11 %

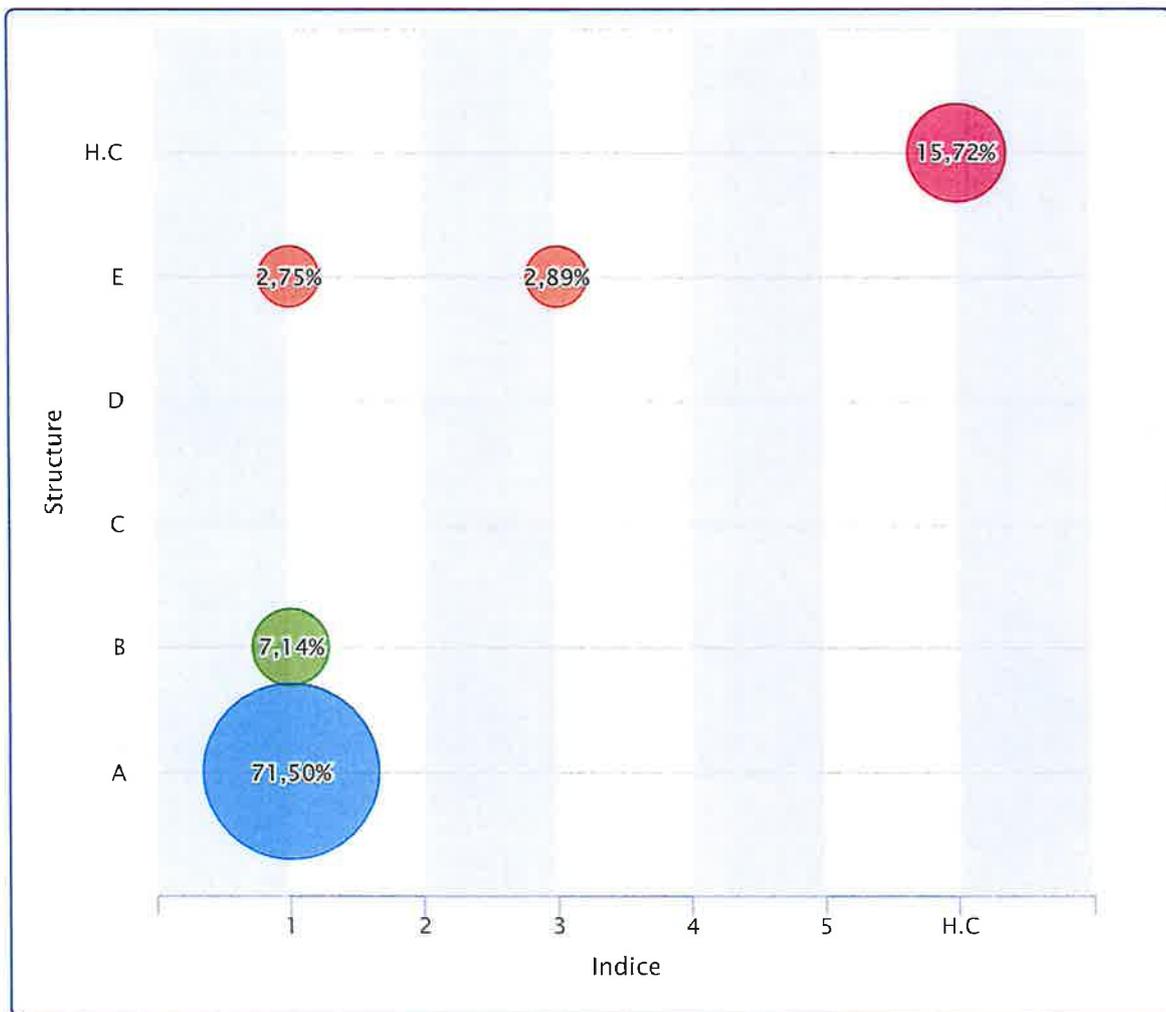
Répartition par risque



Date	Total	Fixe		Variable	
		CRD	%	CRD	%
31/12/2018	51 691 767,35 €	31 815 549,58 €	61,55 %	5 034 521,59 €	9,74 %
31/12/2019	50 965 829,24 €	29 658 181,02 €	58,19 %	8 151 069,43 €	15,99 %
31/12/2020	46 222 543,14 €	27 457 720,33 €	59,40 %	7 367 617,27 €	15,94 %
31/12/2021	41 345 801,32 €	25 201 772,54 €	60,95 %	6 584 165,11 €	15,92 %
31/12/2022	37 113 398,40 €	28 312 685,45 €	76,29 %	5 800 712,95 €	15,63 %
31/12/2023	33 211 179,61 €	25 393 918,82 €	76,46 %	5 017 260,79 €	15,11 %
31/12/2024	29 412 797,73 €	22 378 989,10 €	76,09 %	4 433 808,63 €	15,07 %

31/12/2025	25 513 537,85 €	19 263 181,38 €	75,50 %	3 850 356,47 €	15,09 %
31/12/2026	21 508 453,22 €	16 041 548,91 €	74,58 %	3 266 904,31 €	15,19 %
31/12/2027	17 392 353,57 €	12 708 901,42 €	73,07 %	2 683 452,15 €	15,43 %
31/12/2028	14 412 797,41 €	10 512 797,41 €	72,94 %	2 100 000,00 €	14,57 %
31/12/2029	12 279 736,76 €	8 979 736,76 €	73,13 %	1 700 000,00 €	13,84 %
31/12/2030	10 513 485,36 €	7 613 485,36 €	72,42 %	1 500 000,00 €	14,27 %
31/12/2031	8 727 079,44 €	6 227 079,44 €	71,35 %	1 300 000,00 €	14,90 %
31/12/2032	7 249 545,55 €	5 149 545,55 €	71,03 %	1 100 000,00 €	15,17 %
31/12/2033	5 749 863,19 €	4 049 863,19 €	70,43 %	900 000,00 €	15,65 %
31/12/2034	4 226 962,60 €	2 926 962,60 €	69,25 %	700 000,00 €	16,56 %
31/12/2035	2 879 722,34 €	1 979 722,34 €	68,75 %	500 000,00 €	17,36 %
31/12/2036	1 736 466,82 €	1 236 466,82 €	71,21 %	300 000,00 €	17,28 %
31/12/2037	708 568,81 €	608 568,81 €	85,89 %	100 000,00 €	14,11 %

Charte de bonne conduite

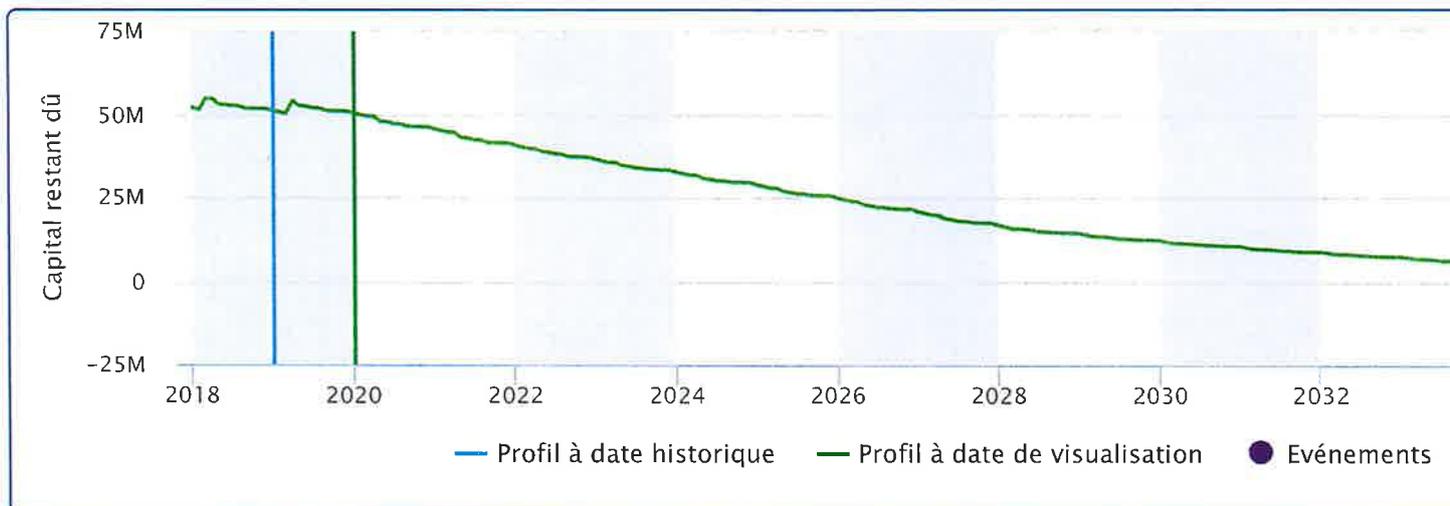


structure	
A	
Hors Charte	
B	
E	
E	

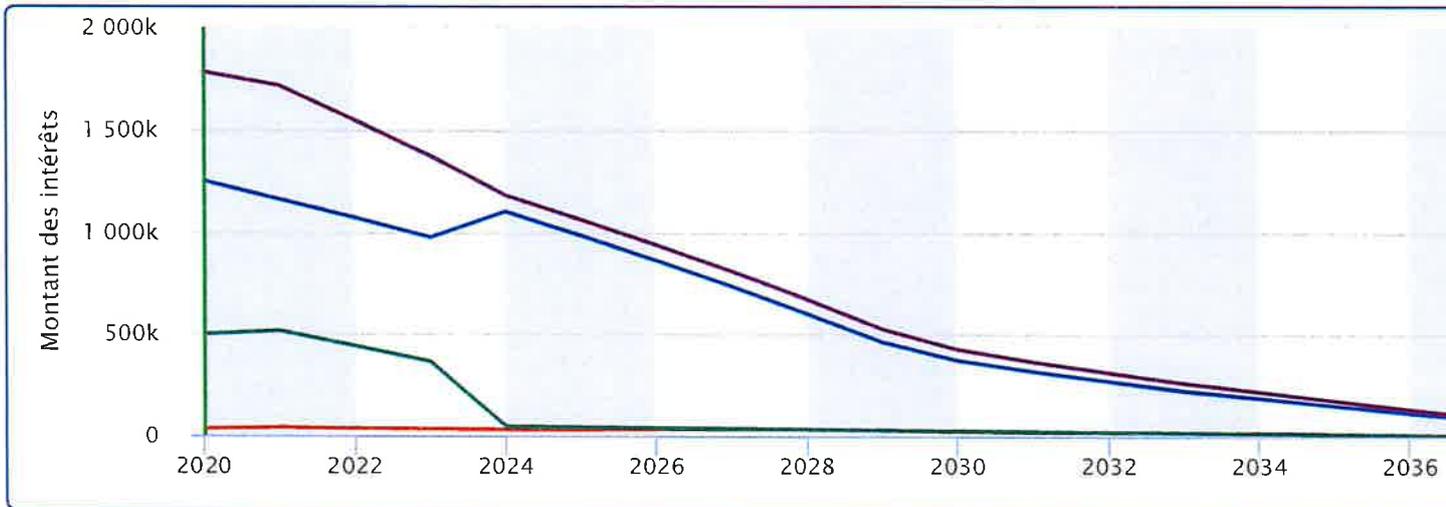
- Taux fixe simple
- taux fixe composé
- A Echange de taux fixe (sens inverse)
- taux fixe (sens inverse) plafonné (cas de la structure A)
- B Barrière simple
- C Option d'échange de taux
- D Multiplicateur
- E Multiplication

- 1 Indices zone
- 2 Indices inflati
écart entre ce
- 3 Ecart d'indice
- 4 Indices hors
un indice hor
- 5 Ecart d'indice
OCDE)

Vie des financements



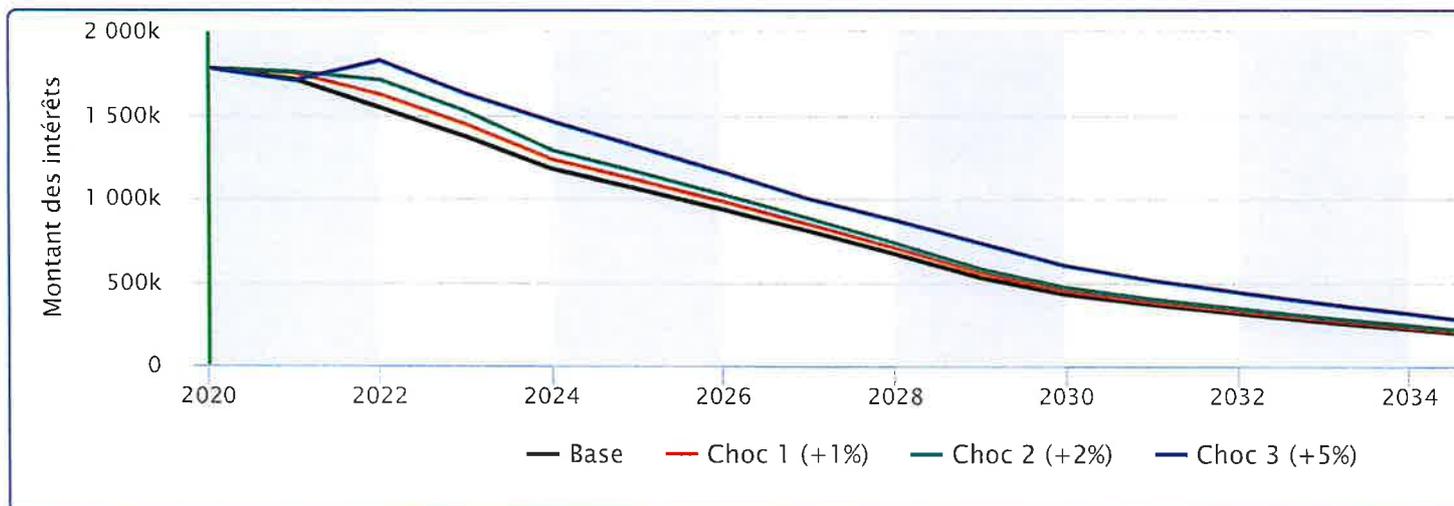
Frais financiers



Date de début	Date de fin	Fixe	Variable	Structu
01/01/2019	31/12/2019	1 248 106,51 €	33 111,16 €	50
01/01/2020	31/12/2020	1 158 985,99 € *	40 270,57 € *	517
01/01/2021	31/12/2021	1 066 911,19 € *	35 363,11 € *	442
01/01/2022	31/12/2022	971 179,43 € *	33 369,80 € *	366
01/01/2023	31/12/2023	1 097 598,49 €	31 877,92 € *	47
01/01/2024	31/12/2024	980 719,24 €	32 055,15 € *	44

01/01/2025	31/12/2025	858 675,18 €	34 643,69 € *	41 2
01/01/2026	31/12/2026	731 701,63 €	35 346,86 € *	37 8
01/01/2027	31/12/2027	600 257,18 €	34 443,14 € *	34 5
01/01/2028	31/12/2028	463 893,82 €	31 130,23 € *	31 2
01/01/2029	31/12/2029	373 793,96 €	25 112,76 € *	27 7
01/01/2030	31/12/2030	320 256,80 €	21 383,90 € *	24 4
01/01/2031	31/12/2031	272 733,35 €	20 206,93 € *	21 0
01/01/2032	31/12/2032	226 753,85 €	19 196,88 € *	17 7
01/01/2033	31/12/2033	190 974,40 €	16 380,58 € *	14 3
01/01/2034	31/12/2034	154 018,24 €	12 753,23 € *	10 9
01/01/2035	31/12/2035	118 319,13 €	9 199,91 € *	7 5
01/01/2036	31/12/2036	86 502,18 €	6 046,26 € *	4 2
01/01/2037	31/12/2037	57 599,24 €	3 119,09 € *	1 8
01/01/2038	31/12/2038	29 394,15 €	514,12 € *	0 4

Choc de courbes

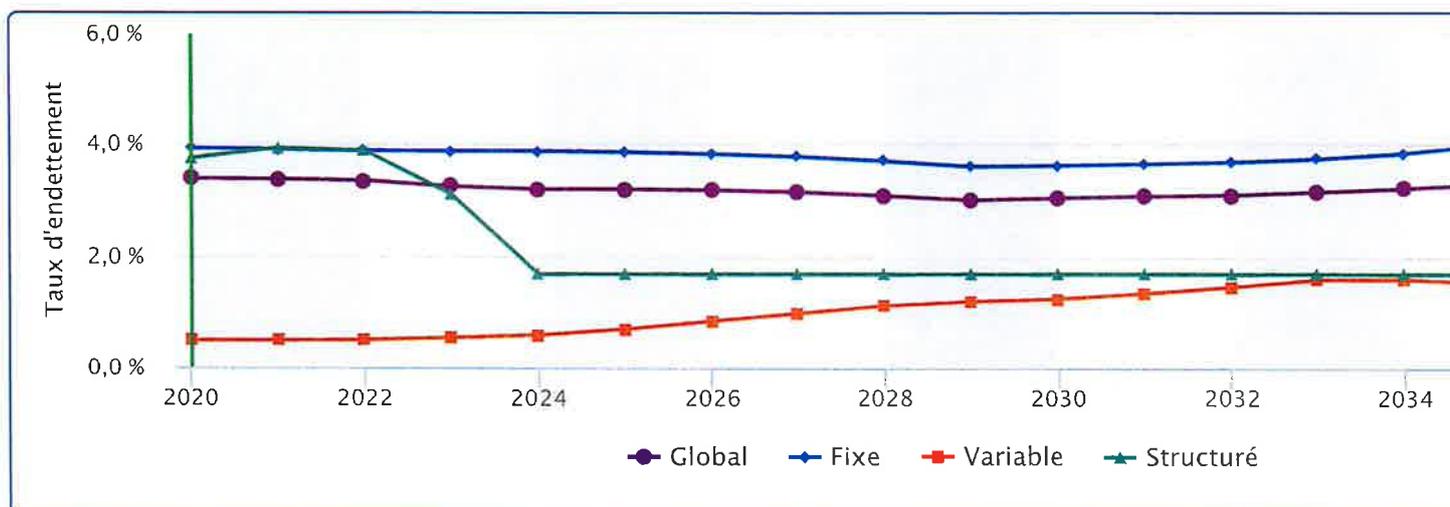


Date de début	Date de fin	Base	Choc 1 (+1%)			Choc 2 (+2%)		
			Frais	Variation	Impact	Frais	Variation	Impact
01/01/2019	31/12/2019	1 781 915,41 €	1 781 915,41 €	0,00 €	0,00 %	1 781 915,41 €	0,00 €	0,00 %
01/01/2020	31/12/2020	1 716 617,94 € *	1 751 704,67 € *	35 086,73 € *	2,04 %*	1 761 555,44 € *	44 937,50 € *	2,62 %*
01/01/2021	31/12/2021	1 545 104,07 € *	1 620 706,81 € *	75 602,74 € *	4,89 %*	1 712 411,19 € *	167 307,12 € *	10,83 %*
01/01/2022	31/12/2022	1 370 770,96 € *	1 441 652,14 € *	70 881,18 € *	5,17 %*	1 523 169,41 € *	152 398,45 € *	11,12 %*
01/01/2023	31/12/2023	1 177 450,41 € *	1 231 088,87 € *	53 638,46 € *	4,56 %*	1 288 637,78 € *	111 187,37 € *	9,44 %*

01/01/2024	31/12/2024	1 057 502,17 € *	1 107 738,90 € *	50 236,73 € *	4,75 %*	1 157 985,23 € *	100 483,06 € *	9,50 % *
01/01/2025	31/12/2025	934 560,64 € *	978 753,43 € *	44 192,79 € *	4,73 %*	1 022 946,21 € *	88 385,57 € *	9,46 % *
01/01/2026	31/12/2026	804 924,16 € *	843 201,38 € *	38 277,22 € *	4,76 %*	881 478,60 € *	76 554,44 € *	9,51 % *
01/01/2027	31/12/2027	669 209,87 € *	701 571,54 € *	32 361,67 € *	4,84 %*	733 933,21 € *	64 723,34 € *	9,67 % *
01/01/2028	31/12/2028	526 250,49 € *	552 769,75 € *	26 519,26 € *	5,04 %*	579 289,03 € *	53 038,54 € *	10,08 %*
01/01/2029	31/12/2029	426 684,06 € *	447 214,60 € *	20 530,54 € *	4,81 %*	467 745,17 € *	41 061,11 € *	9,62 % *
01/01/2030	31/12/2030	366 051,92 € *	382 526,92 € *	16 475,00 € *	4,50 %*	399 001,92 € *	32 950,00 € *	9,00 % *
01/01/2031	31/12/2031	313 985,40 € *	328 432,63 € *	14 447,23 € *	4,60 %*	342 879,85 € *	28 894,45 € *	9,20 % *
01/01/2032	31/12/2032	263 675,84 € *	276 130,00 € *	12 454,16 € *	4,72 %*	288 584,18 € *	24 908,34 € *	9,45 % *
01/01/2033	31/12/2033	221 667,87 € *	232 059,55 € *	10 391,68 € *	4,69 %*	242 451,22 € *	20 783,35 € *	9,38 % *
01/01/2034	31/12/2034	177 718,24 € *	186 082,14 € *	8 363,90 € *	4,71 %*	194 446,02 € *	16 727,78 € *	9,41 % *
01/01/2035	31/12/2035	135 099,71 € *	141 435,83 € *	6 336,12 € *	4,69 %*	147 771,94 € *	12 672,23 € *	9,38 % *

01/01/2036	31/12/2036	96 772,21 € *	101 093,04 € *	4 320,83 € *	4,46 %*	105 413,86 € *	8 641,65 € *	8,93 % *
01/01/2037	31/12/2037	61 566,77 € *	63 847,31 € *	2 280,54 € *	3,70 %*	66 127,88 € *	4 561,11 € *	7,41 % *
01/01/2038	31/12/2038	29 908,27 € *	30 288,83 € *	380,56 € *	1,27 %*	30 669,38 € *	761,11 € *	2,54 % *

Taux d'endettement

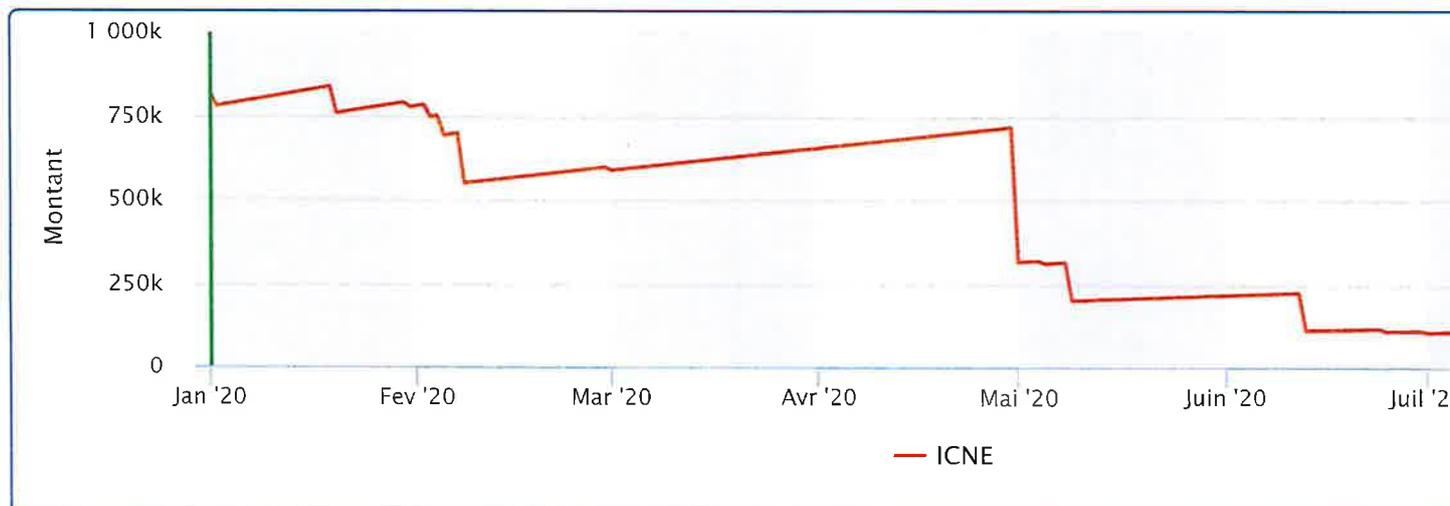


Période		Frais financiers Somme des frais financiers calculés au jour le jour (début de période : intérêt - ICNE, fin de période = ICNE)	Dettes moyennes
Date de début	Date de fin		
01/01/2019	31/12/2019	1 738 878,14 € *	51 566 462,1
01/01/2020	31/12/2020	1 606 808,72 € *	47 788 620,9
01/01/2021	31/12/2021	1 431 653,09 € *	42 949 295,0
01/01/2022	31/12/2022	1 242 577,58 € *	38 502 388,8
01/01/2023	31/12/2023	1 092 367,71 € *	34 341 358,9
01/01/2024	31/12/2024	970 814,57 € *	30 504 889,5

01/01/2025	31/12/2025	842 934,99 € *	26 626 938,6
01/01/2026	31/12/2026	709 497,21 € *	22 647 899,7
01/01/2027	31/12/2027	569 628,01 € *	18 559 408,0
01/01/2028	31/12/2028	452 756,02 € *	15 125 042,8
01/01/2029	31/12/2029	390 931,97 € *	12 904 472,3
01/01/2030	31/12/2030	337 792,49 € *	11 043 191,8
01/01/2031	31/12/2031	285 255,45 € *	9 262 461,3
01/01/2032	31/12/2032	242 288,51 € *	7 726 131,7
01/01/2033	31/12/2033	199 249,52 € *	6 231 991,8
01/01/2034	31/12/2034	154 645,91 € *	4 715 904,1
01/01/2035	31/12/2035	112 891,45 € *	3 299 968,2
01/01/2036	31/12/2036	75 861,47 € *	2 086 914,3
01/01/2037	31/12/2037	40 034,98 € *	970 928,7
01/01/2038	31/12/2038	8 480,58 € *	183 731,5

ICNE

Evolution du stock d'ICNE pour les échéances en cours au 01/01/2020



Total des ICNE au 01/01/2020 : 816 935,26 € * (journée du 01/01/2020 exclue)

Référence	crd	Date début période	Date fin période	Nb. jours période	Nb. jours pris en compte	Base de taux	taux d'intérêt	intérêt période	ICNE icne en début de journée	ICNE N-1
Prêt 79	2 345 378,29 €	09/05/2019	09/05/2020	360	232	30E/360 ISDA	4,83 %	113 281,77 €	73 003,81 €	75 323,01 €
Prêt 82	800 000,00 €	28/07/2019	28/01/2020	184	157	Act/360	0,00 %	0,00 €	0,00 €	135,19 €

Prêt 110	3 700 000,00 €	01/10/2019	01/01/2020	92	0	Act/360	0,53 %	5 011,44 €	0,00 €	0,00 €
Prêt 75	732 427,59 €	01/09/2019	01/09/2020	360	120	30E/360 ISDA	3,72 %	41 682,78 € *	13 894,26 € *	18 105,76 €
Prêt 107	3 600 000,00 €	31/10/2019	31/01/2020	92	62	Act/360	1,66 %	15 272,00 €	10 292,00 €	10 863,78 €
Prêt 91	1 800 000,00 €	02/10/2019	02/01/2020	92	91	Act/360	4,41 %	20 286,00 €	20 065,50 €	21 737,63 €
Prêt 100	3 629 354,16 €	01/01/2019	01/01/2020	365	0	Act/360	5,35 %	196 867,26 €	0,00 €	0,00 €
Prêt 104	3 672 000,00 €	03/08/2019	03/02/2020	180	148	30E/360 ISDA	2,12 %	38 923,20 €	32 003,52 €	34 003,74 €
Prêt 85	1 000 000,00 €	25/06/2019	25/06/2020	366	190	Act/360	0,71 %	7 604,67 €	3 947,78 €	4 516,72 €
Prêt 103	3 000 000,00 €	01/10/2019	02/01/2020	91	90	30E/360 ISDA	3,08 %	23 356,67 €	23 100,00 €	24 640,00 €
Prêt 102	1 583 241,08 €	05/02/2019	05/02/2020	360	326	30E/360 ISDA	3,78 %	59 846,51 €	54 194,34 €	58 588,40 €

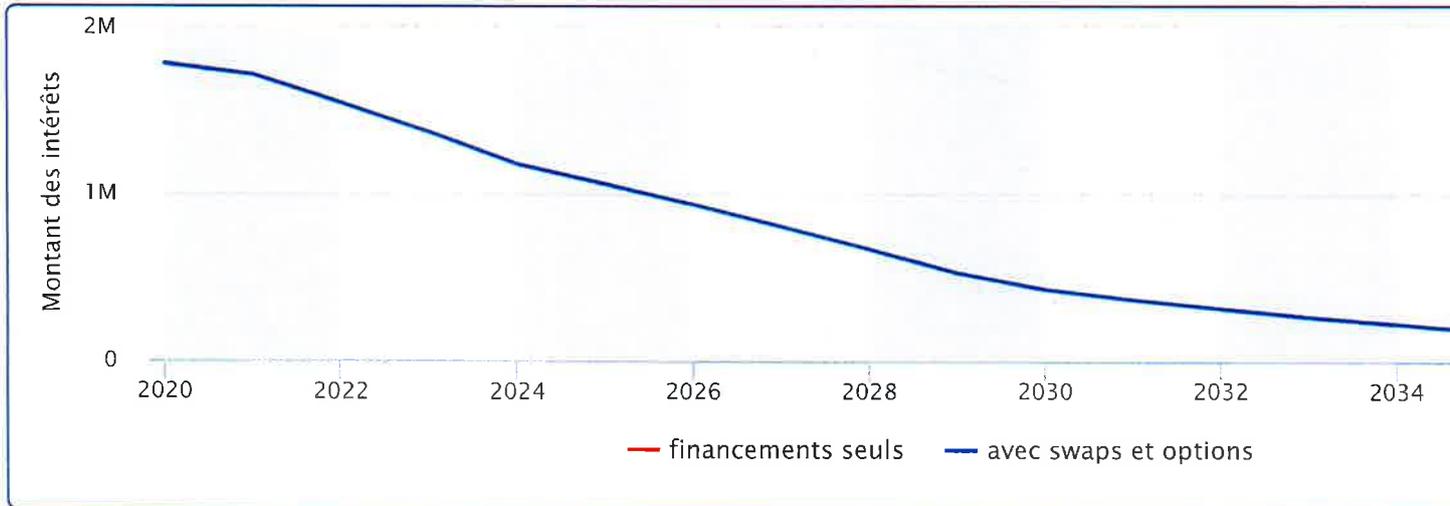
Prêt 78	3 127 171,14 €	08/02/2019	08/02/2020	360	323	30E/360 ISDA	4,83 %	151 042,37 €	135 518,57 €	139 823,74 €
Prêt 72	1 458 145,83 €	01/05/2019	01/05/2020	366	245	Act/360	3,85 %	57 074,26 €*	38 205,45 €*	55 954,78 €
Prêt 74	488 285,04 €	01/09/2019	01/09/2020	360	120	30E/360 ISDA	3,72 %	27 788,52 €*	9 262,84 €*	12 070,51 €
Prêt 99	1 506 524,37 €	01/01/2019	01/01/2020	365	0	Act/360	5,35 %	81 718,49 €	0,00 €	0,00 €
Prêt 109	1 651 069,43 €	01/07/2019	01/07/2020	366	184	Act/360	0,27 %	4 532,19 €	2 278,48 €	2 559,16 €
Prêt 96	1 389 691,84 €	01/09/2019	01/09/2020	366	122	Act/360	4,03 %	56 937,99 €*	18 979,33 €*	20 872,23 €
Prêt 86	1 000 000,00 €	05/05/2019	05/05/2020	366	241	Act/360	0,71 %	8 601,00 €	5 663,50 €	5 677,56 €
Prêt 108	3 268 421,06 €	01/12/2019	01/03/2020	90	30	30E/360 ISDA	1,40 %	11 439,47 €	3 813,16 €	4 034,21 €
Prêt 95	6 708 741,12 €	01/05/2019	01/05/2020	366	245	Act/360	5,06 %	345 120,01 €*	231 022,95 €*	196 974,95 €

Prêt 88/89	2 160 000,00 €	20/01/2019	20/01/2020	360	341	30E/360 ISDA	3,88 %	83 808,00 €	79 384,80 €	86 000,20 €
Prêt 81	2 345 378,29 €	13/06/2019	13/06/2020	360	198	30E/360 ISDA	4,83 %	113 281,77 €	62 304,97 €	64 284,29 €

Evolution du stock d'ICNE sur la prochaine année



Impact options et swap



Date de début	Date de fin	Financements		Options		Swaps	
		Frais financiers	Taux d'endettement	Frais financiers	Impact sur taux d'endettement	Frais financiers	Impact s d'endet
01/01/2019	31/12/2019	1 781 915,41 €	3,38 %	-	0,00 %	-	-
01/01/2020	31/12/2020	1 716 617,94 € *	3,37 %	-	0,00 %	-	-
01/01/2021	31/12/2021	1 545 104,07 € *	3,34 %	-	0,00 %	-	-
01/01/2022	31/12/2022	1 370 770,96 € *	3,24 %	-	0,00 %	-	-
01/01/2023	31/12/2023	1 177 450,41 € *	3,19 %	-	0,00 %	-	-

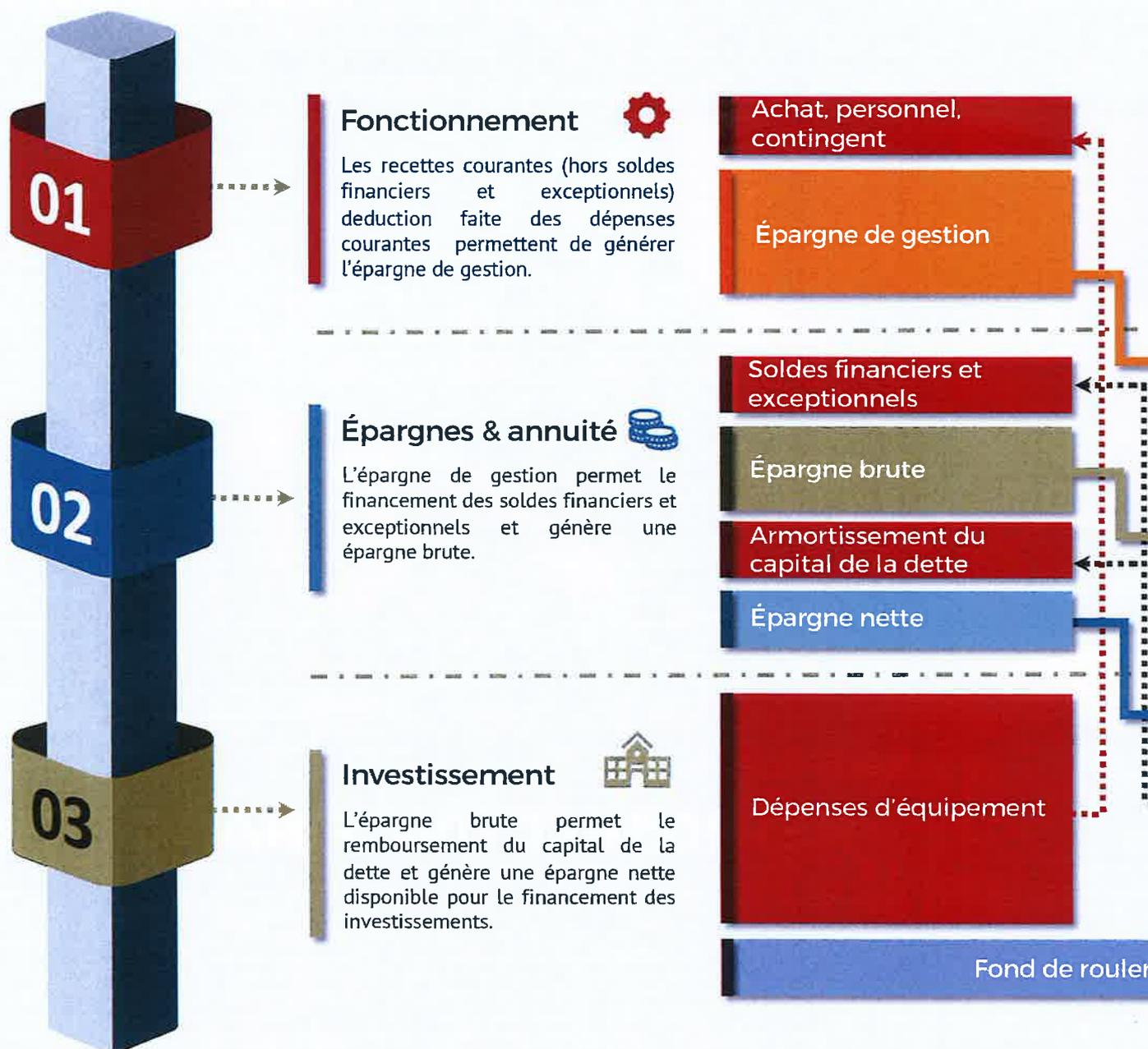
01/01/2024	31/12/2024	1 057 502,17 € *	3,19 %	-	0,00 %	-
01/01/2025	31/12/2025	934 560,64 € *	3,17 %	-	0,00 %	-
01/01/2026	31/12/2026	804 924,16 € *	3,14 %	-	0,00 %	-
01/01/2027	31/12/2027	669 209,87 € *	3,08 %	-	0,00 %	-
01/01/2028	31/12/2028	526 250,49 € *	3,00 %	-	0,00 %	-
01/01/2029	31/12/2029	426 684,06 € *	3,04 %	-	0,00 %	-
01/01/2030	31/12/2030	366 051,92 € *	3,07 %	-	0,00 %	-
01/01/2031	31/12/2031	313 985,40 € *	3,09 %	-	0,00 %	-
01/01/2032	31/12/2032	263 675,84 € *	3,14 %	-	0,00 %	-
01/01/2033	31/12/2033	221 667,87 € *	3,21 %	-	0,00 %	-
01/01/2034	31/12/2034	177 718,24 € *	3,29 %	-	0,00 %	-
01/01/2035	31/12/2035	135 099,71 € *	3,43 %	-	0,00 %	-

01/01/2036	31/12/2036	96 772,21 € *	3,65 %	-	0,00 %	-
01/01/2037	31/12/2037	61 566,77 € *	4,13 %	-	0,00 %	-
01/01/2038	31/12/2038	29 908,27 € *	4,63 %	-	0,00 %	-

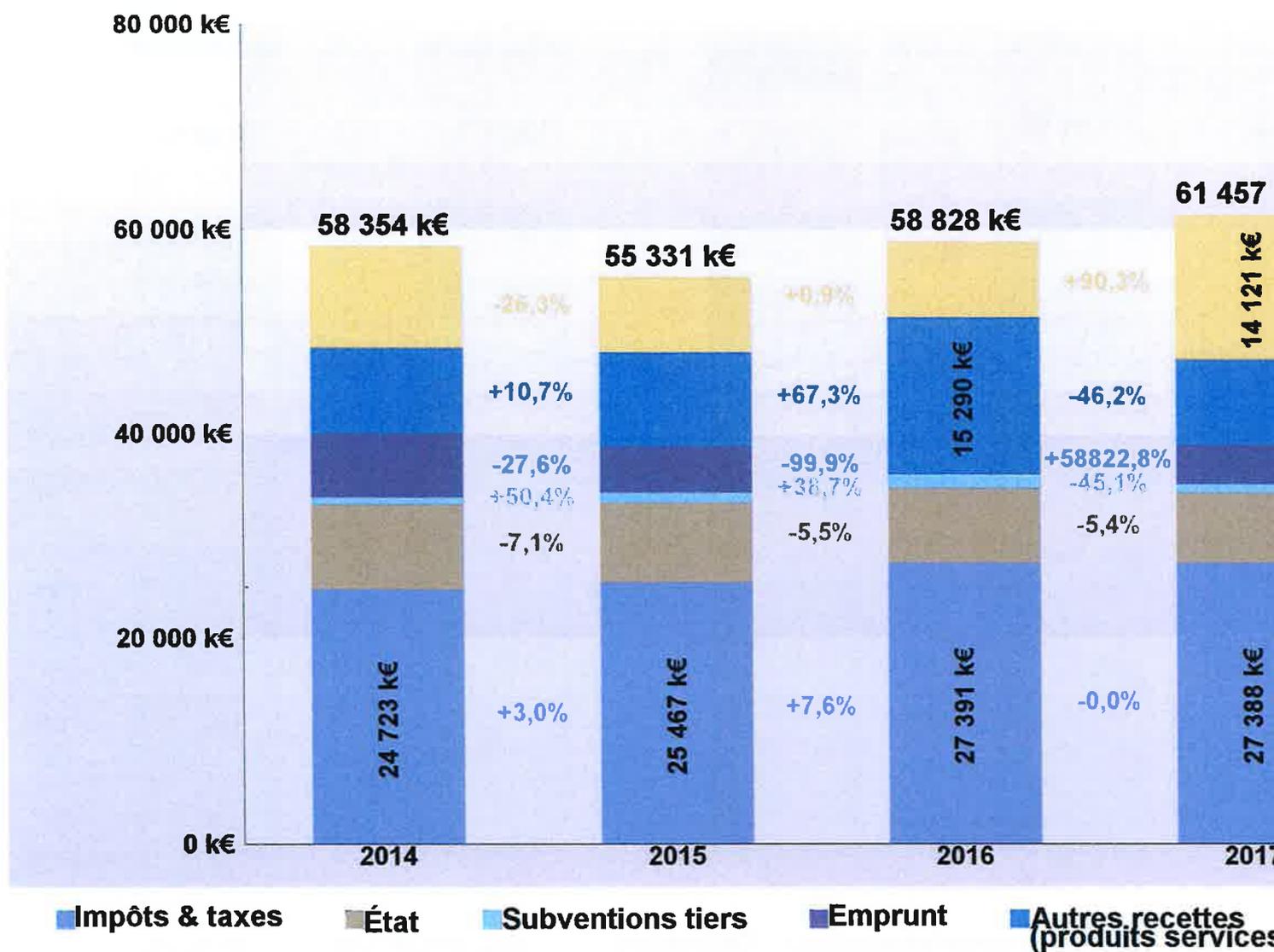


RÉTROSPECTIVE

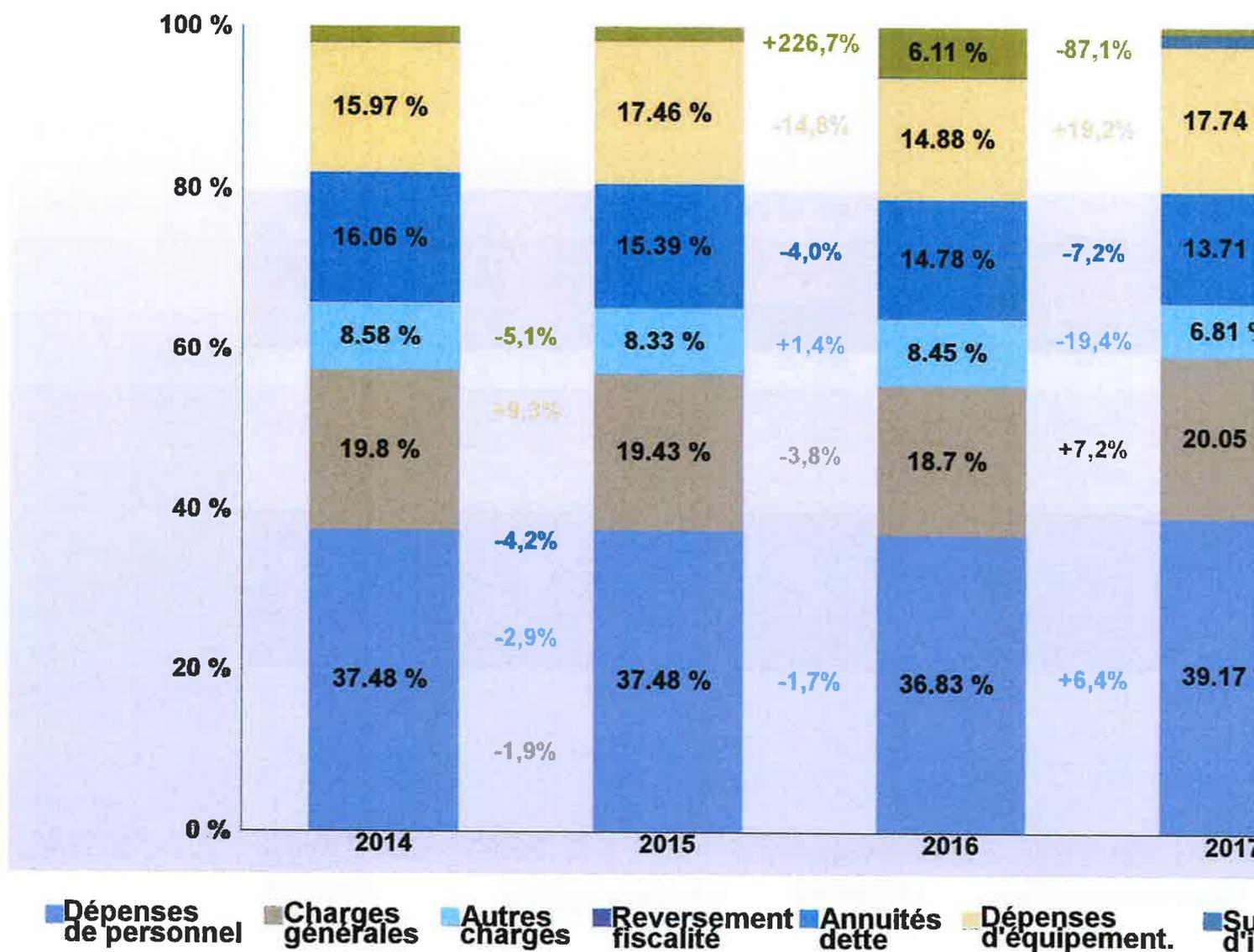
Les résultats ne sa



D'où vient l'argent



Où va l'argent



GRANDES MASSES FINANCIÈRES

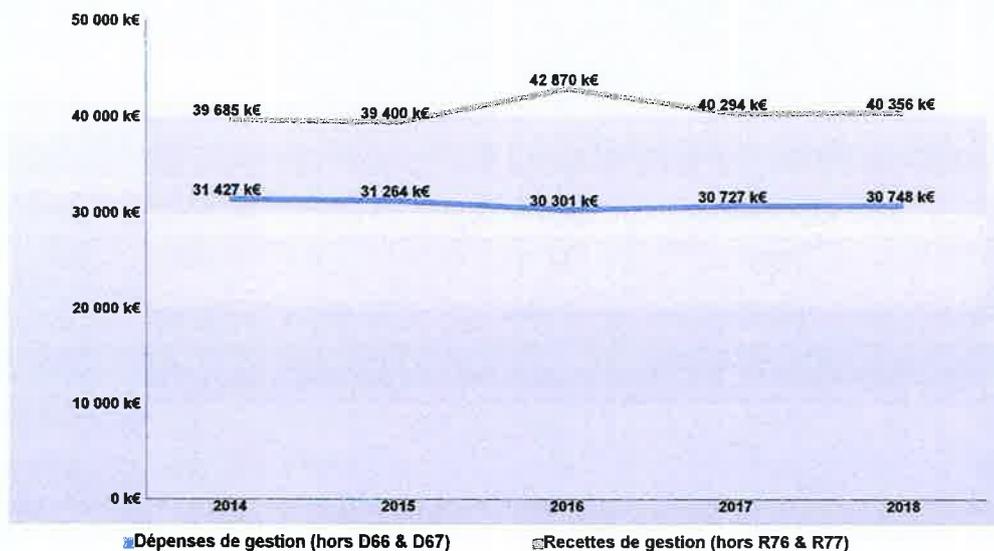
ROYAN - CA 2014-2018 - Vue d'ensemble

ÉQUILIBRES FINANCIERS	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	40 254 917 €	40 775 091 €	48 283 224 €	40 566 5
RECETTES DE GESTION (hors R76 & R77)	39 685 064 €	39 399 817 €	42 869 903 €	40 293 6
<i>dont fiscalité directe locale (R731)</i>	18 875 188 €	19 269 049 €	20 793 283 €	21 179 4
<i>dont dotations & participations (R74)</i>	7 635 579 €	6 801 845 €	6 289 760 €	5 849 2
DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	35 169 341 €	34 569 835 €	38 636 091 €	33 456 5
DÉPENSES DE GESTION (hors D66 & D67)	31 427 016 €	31 264 160 €	30 300 692 €	30 726 5
<i>dont dépenses de personnel (D012)</i>	17 874 673 €	17 958 214 €	17 427 766 €	18 220 2
ÉPARGNE DE GESTION	8 258 048 €	8 135 657 €	12 569 211 €	9 567 1
<i>Frais financiers</i>	2 808 331 €	2 426 589 €	2 346 240 €	2 023 9
<i>Soldes financiers, exceptionnels et provisions</i>	-691 871 €	-629 340 €	-3 946 128 €	-506 9
ÉPARGNE BRUTE (CAF)	4 757 846 €	5 079 728 €	6 276 843 €	7 036 2
CAF COMPTABLE (y.c. travaux en régie)	4 757 846 €	5 079 728 €	6 276 843 €	7 036 2
<i>Amortissement du capital de la dette</i>	4 849 500 €	4 947 354 €	4 647 756 €	4 353 0
ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE)	-91 654 €	132 374 €	1 629 087 €	2 683 1
CAF NETTE COMPTABLE (y.c. travaux en régie)	-91 654 €	132 374 €	1 629 087 €	2 683 1
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (hors dette)	7 660 878 €	8 390 672 €	7 756 292 €	9 039 6
RECETTES D'INVESTISSEMENT (y.c. cessions, hors dette)	2 097 941 €	3 728 817 €	6 494 749 €	2 843 2
EMPRUNTS NOUVEAUX	6 343 144 €	4 595 150 €	0 €	4 000 0
SOLDE DE CLÔTURE REPORTÉ	7 022 740 €	7 357 745 €	7 420 534 €	14 120 6
RÉSULTAT DE CLÔTURE AU 31/12	7 711 293 €	7 423 414 €	7 788 078 €	14 607 4
ENCOURS DE DETTE AU 31/12	60 070 476 €	59 991 943 €	55 138 142 €	55 483 9

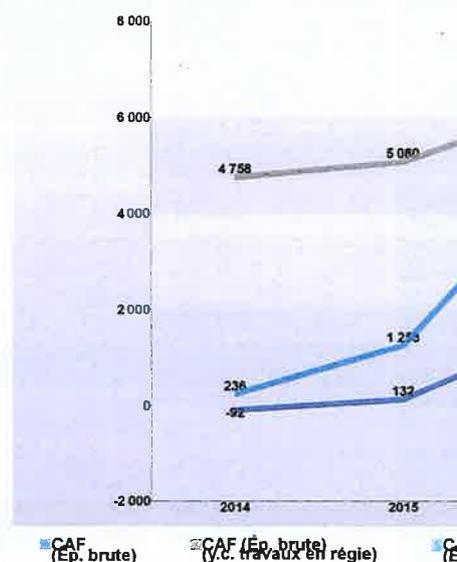
ROYAN - CA 2014-2018 - Vue d'ensemble en €/habitant

ÉQUILIBRES FINANCIERS	CA 2014 (27 810 hab.)	CA 2015 (27 810 hab.)	CA 2016 (27 447 hab.)	CA 2017 (27 810 hab.)
RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	1 447 €	1 466 €	1 759 €	1 447 €
RECETTES DE GESTION (hors R76 & R77)	1 427 €	1 417 €	1 562 €	1 447 €
<i>dont fiscalité directe locale (R731)</i>	679 €	693 €	758 €	700 €
<i>dont dotations & participations (R74)</i>	275 €	245 €	229 €	210 €
DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	1 265 €	1 243 €	1 408 €	1 265 €
DÉPENSES DE GESTION (hors D66 & D67)	1 130 €	1 124 €	1 104 €	1 130 €
<i>dont dépenses de personnel (D012)</i>	643 €	646 €	635 €	643 €
ÉPARGNE DE GESTION	297 €	293 €	458 €	317 €
<i>Frais financiers</i>	101 €	87 €	85 €	101 €
<i>Soldes financiers, exceptionnels et provisions</i>	-25 €	-23 €	-144 €	-25 €
ÉPARGNE BRUTE (CAF)	171 €	183 €	229 €	211 €
CAF COMPTABLE (y.c. travaux en régle)	171 €	183 €	229 €	211 €
<i>Amortissement du capital de la dette</i>	174 €	178 €	169 €	174 €
ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE)	-3 €	5 €	59 €	37 €
CAF NETTE COMPTABLE (y.c. travaux en régle)	-3 €	5 €	59 €	37 €
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (hors dette)	275 €	302 €	283 €	275 €
RECETTES D'INVESTISSEMENT (y.c. cessions, hors dette)	75 €	134 €	237 €	75 €
EMPRUNTS NOUVEAUX	228 €	165 €	0 €	228 €
SOLDE DE CLÔTURE REPORTÉ	253 €	265 €	270 €	253 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE AU 31/12	277 €	267 €	284 €	277 €
ENCOURS DE DETTE AU 31/12	2 160 €	2 157 €	2 009 €	2 160 €

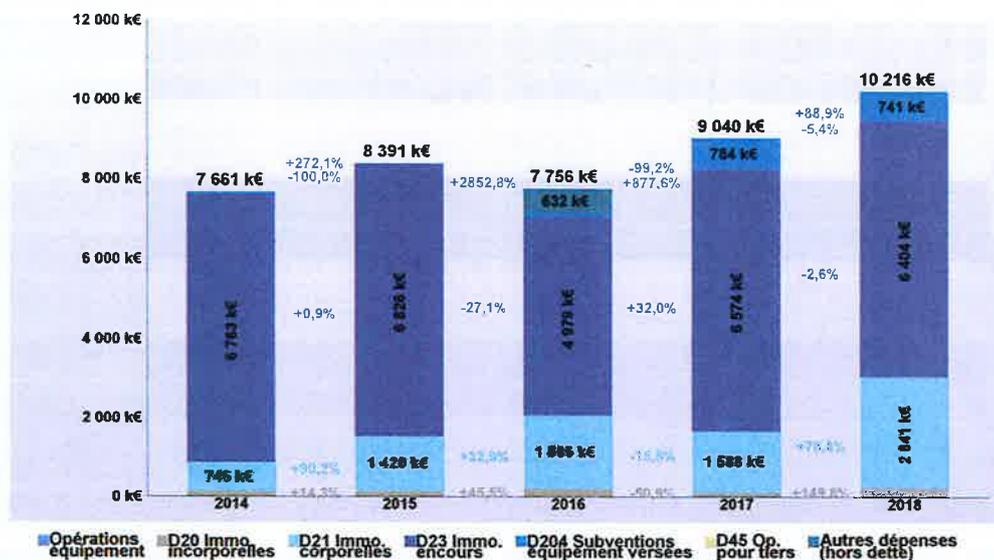
Dépenses et recettes réelles de gestion



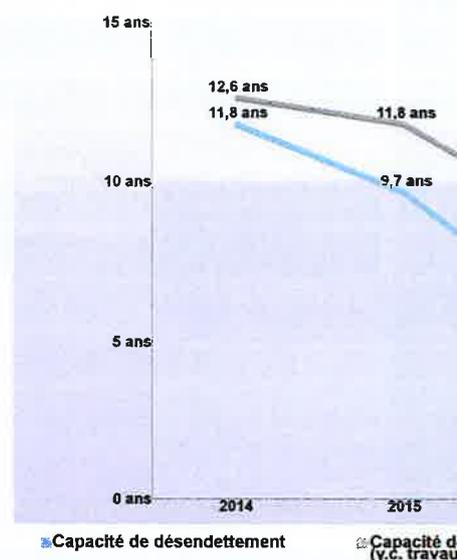
Les soldes d'autofinancement



Dépenses d'investissement (hors dette)

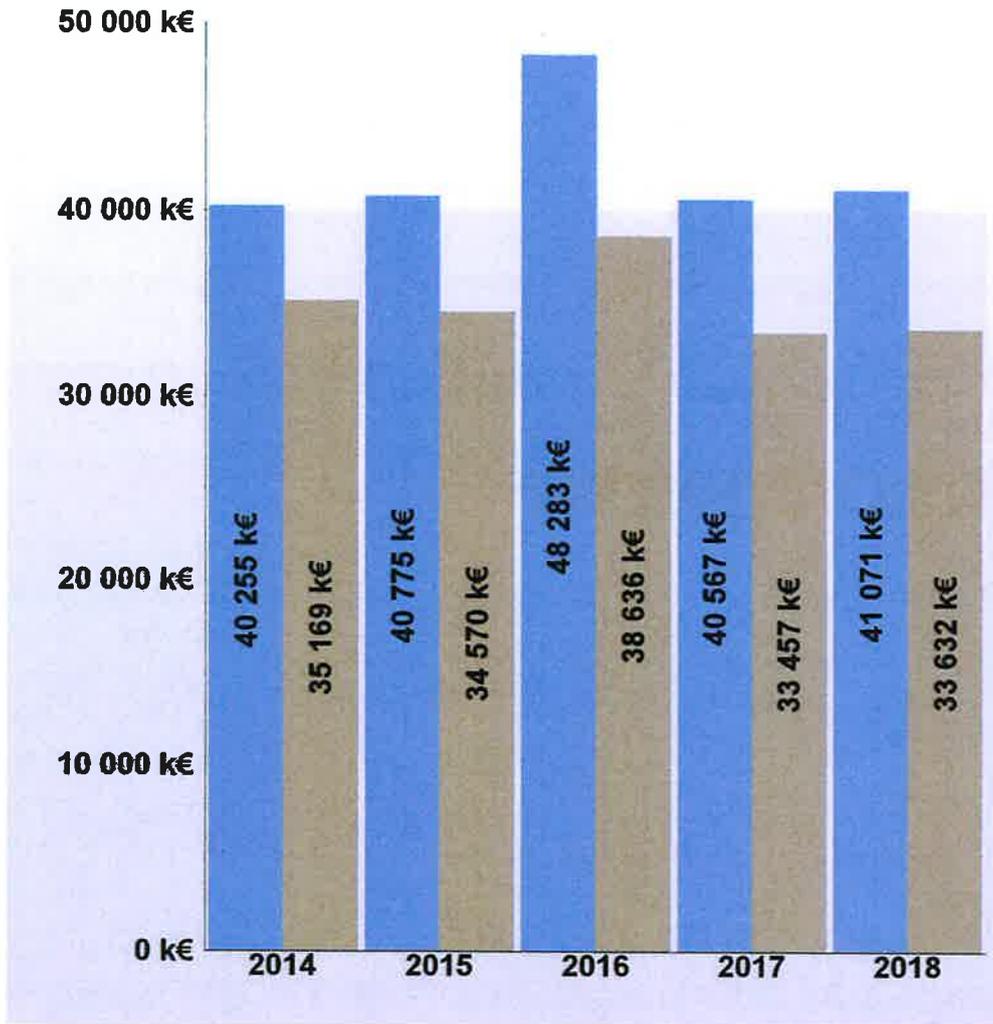


Capacité de désendettement

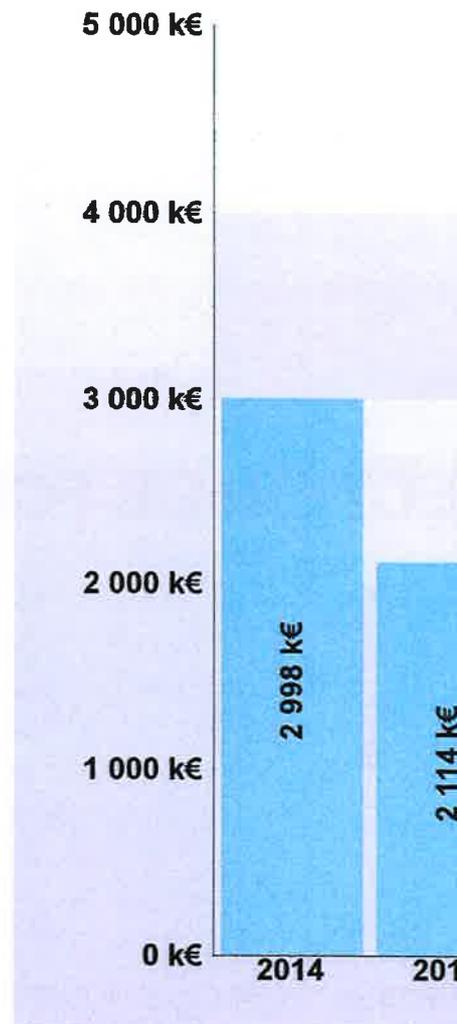


SECTION DE FONCTIONNEMENT

Section de fonctionnement (hors reports)



Excédent & déficit d'



■ Recettes de fonctionnement

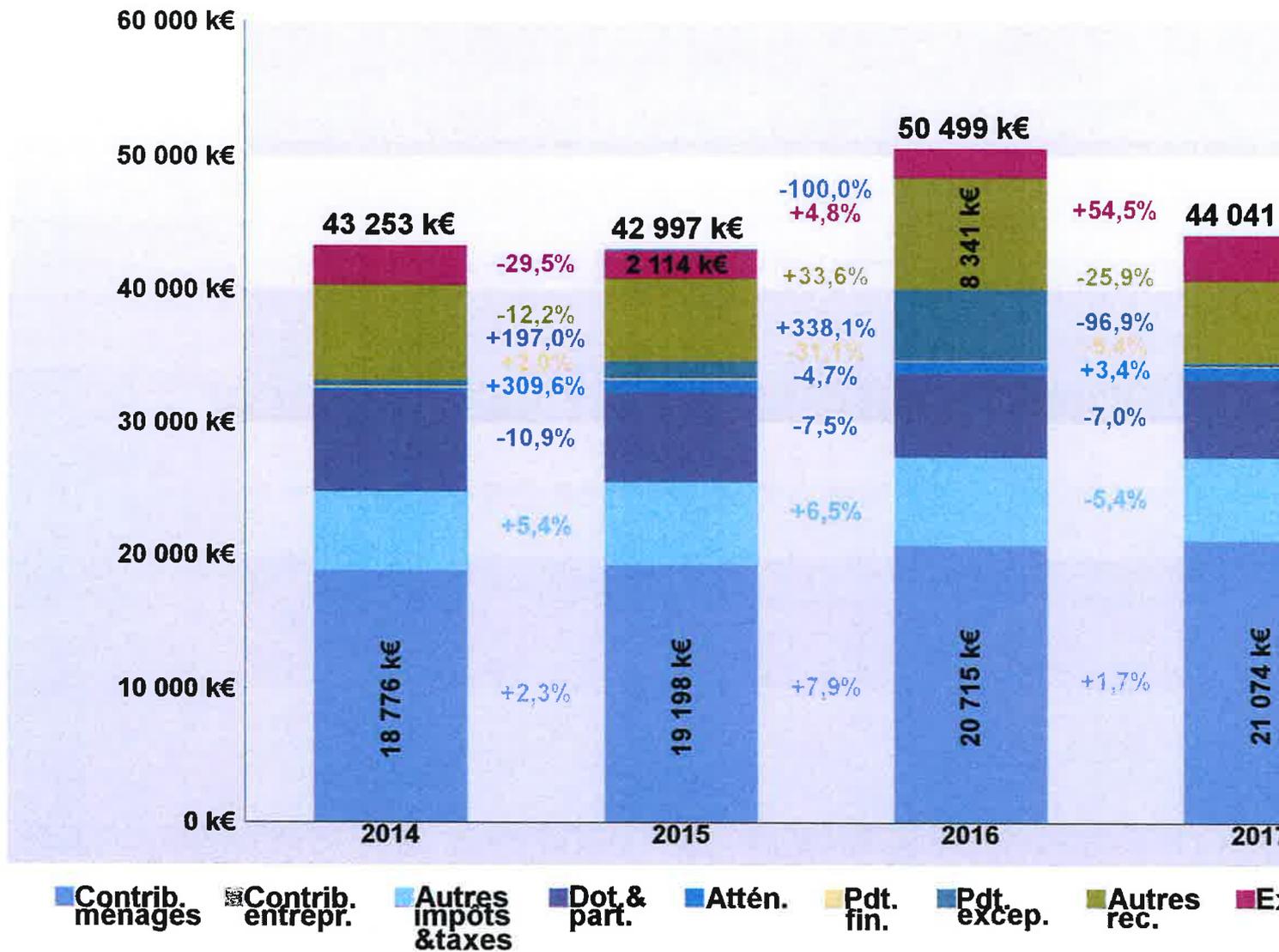
■ Dépenses de fonctionnement

■ Excédent de fonctionnement reporté

RECETTES DE FONCTIONNEMENT ET DE

Recettes de fonctionnement (réelles et d'ordre)

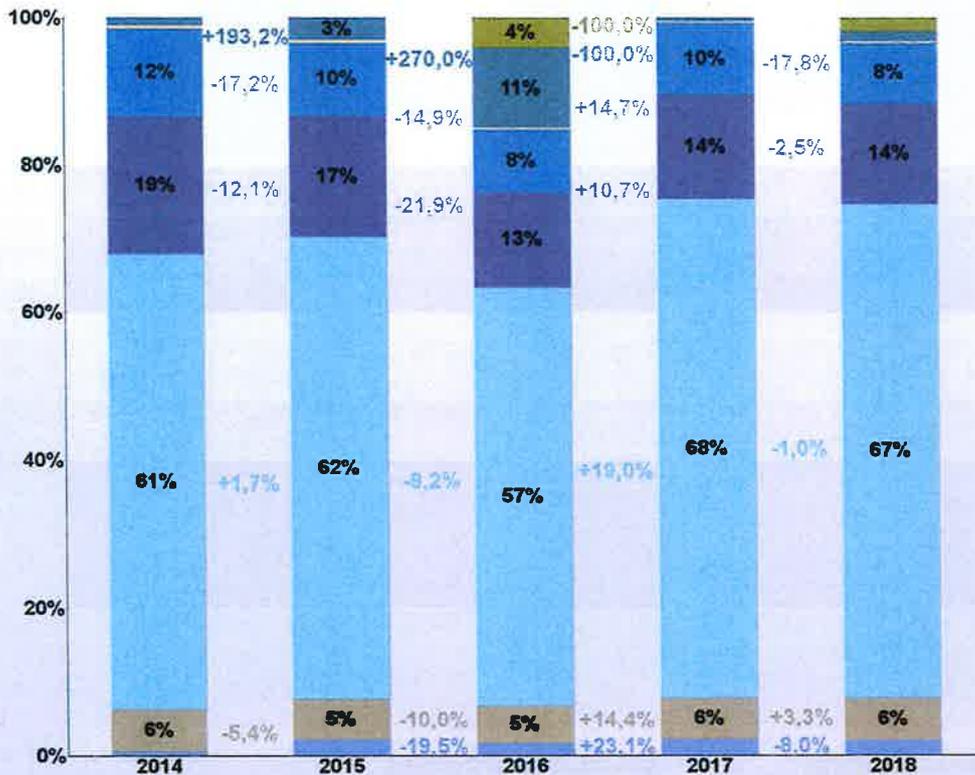
Taux d'évolution annuel : +1,54 %



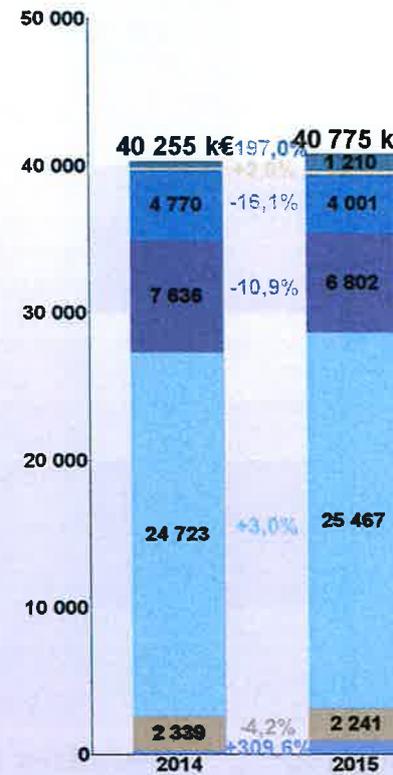
ROYAN - CA 2014-2018 - Recettes réelles de fonctionnement

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	40 254 917 €	40 775 091 €	48 283 224 €	40 566 500 €
Atténuation de charges (R013)	217 187 €	889 598 €	847 718 €	876 700 €
Produits des services (R70)	2 339 027 €	2 240 525 €	2 387 569 €	2 295 500 €
Impôts et taxes (R73)	24 723 453 €	25 466 617 €	27 391 211 €	27 388 000 €
Dotations et participations (R74)	7 635 579 €	6 801 845 €	6 289 760 €	5 849 200 €
Autres produits (R75)	4 769 818 €	4 001 232 €	4 030 750 €	3 884 000 €
Produits Financiers (R76)	162 587 €	165 758 €	114 241 €	108 000 €
Produits exceptionnels (R77)	407 266 €	1 209 516 €	5 299 080 €	164 000 €
Autres recettes réelles (hors 70,73,74,75,76,77,79)	0 €	0 €	1 922 895 €	

Recettes réelles de fonctionnement en base 100



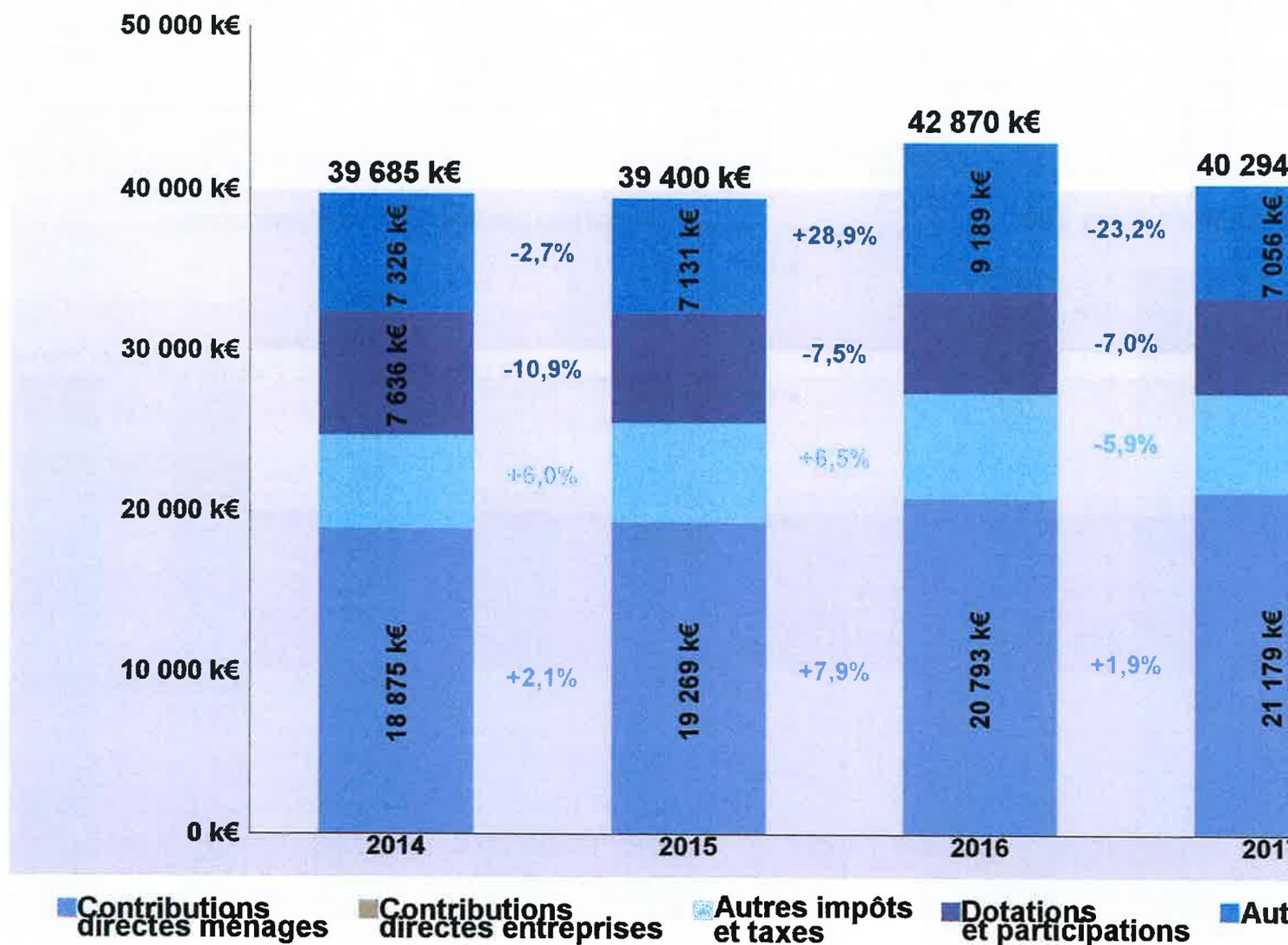
Recettes réelles



■ Atténuation charges
 ■ Produits services
 ■ Impôts & taxes
 ■ Dotations & particip.
 ■ Autres produits
 ■ Produits financiers
 ■ Produits exceptionnels

Recettes de gestion (hors R76, 77 & 78)

Taux d'évolution annuel : +0,42 %

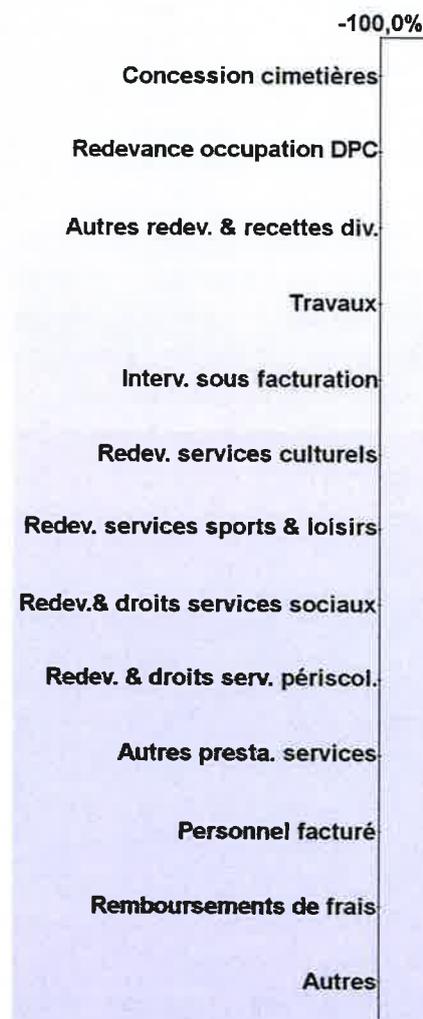
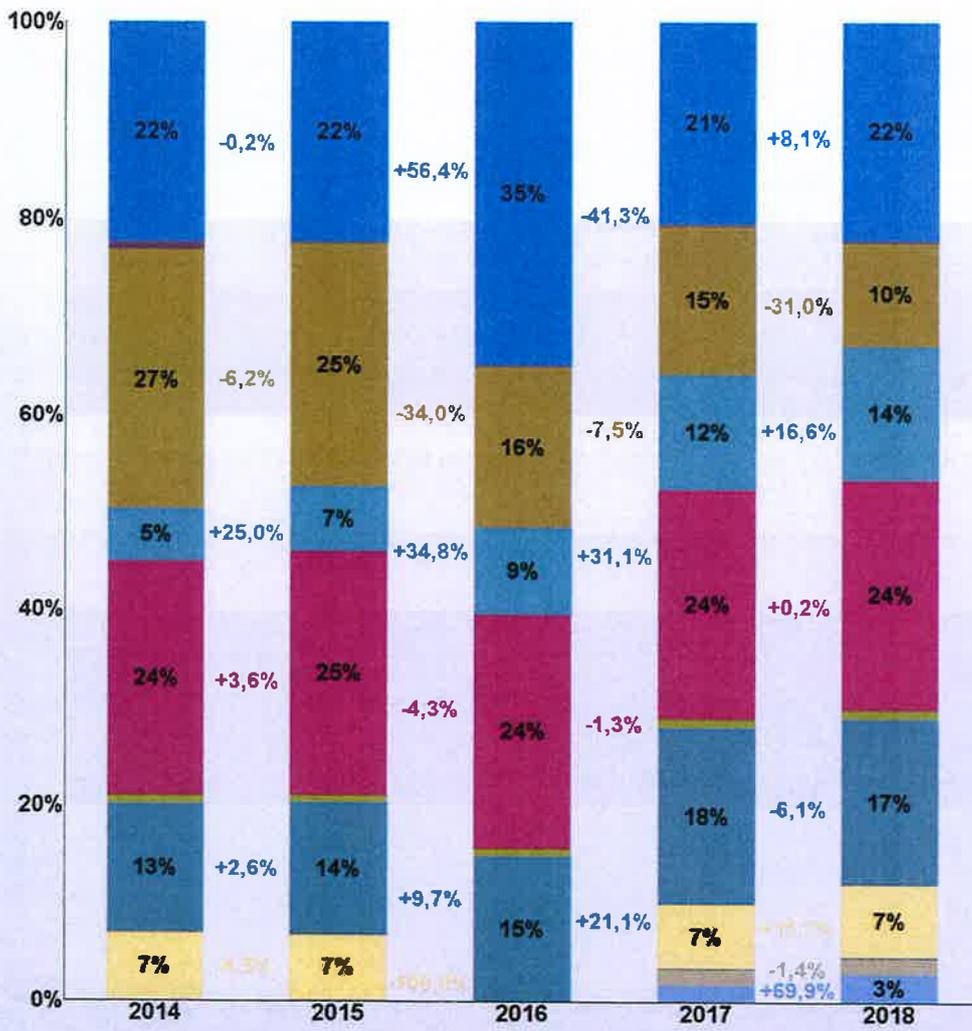


ROYAN - CA 2014-2018 - Détail des produits des services (R70)

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
PRODUITS DES SERVICES (R70)	2 339 027 €	2 240 525 €	2 387 569 €	2 240 525 €
Concession dans les cimetières (produit net) (R70311)	0 €	0 €	0 €	0 €
Redevance occupation domaine public communal (R70323)	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres redevances et recettes diverses (R70388)	0 €	0 €	0 €	0 €
Travaux (R704)	864 €	3 009 €	0 €	0 €
Intervention sous facturation (R7061 hors 70611)	0 €	0 €	0 €	0 €
Redevances services culturels (R7062)	162 216 €	148 342 €	0 €	162 216 €
Redevances services sports et loisirs (R7063)	308 072 €	302 665 €	353 746 €	400 000 €
Redevances et droits services sociaux (R7066)	15 580 €	15 122 €	17 402 €	15 580 €
Redevances et droits services périscolaires (R7067)	564 076 €	559 800 €	571 092 €	564 076 €
Autres prestations de services (R7068)	124 570 €	149 117 €	214 217 €	214 217 €
Personnel facturé (R7084)	620 196 €	557 061 €	391 978 €	391 978 €
Remboursement de frais (R7087)	19 680 €	4 531 €	4 254 €	4 254 €
Autres	523 773 €	500 878 €	834 880 €	400 000 €

Répartition des produits des services en base 100

Évolution de

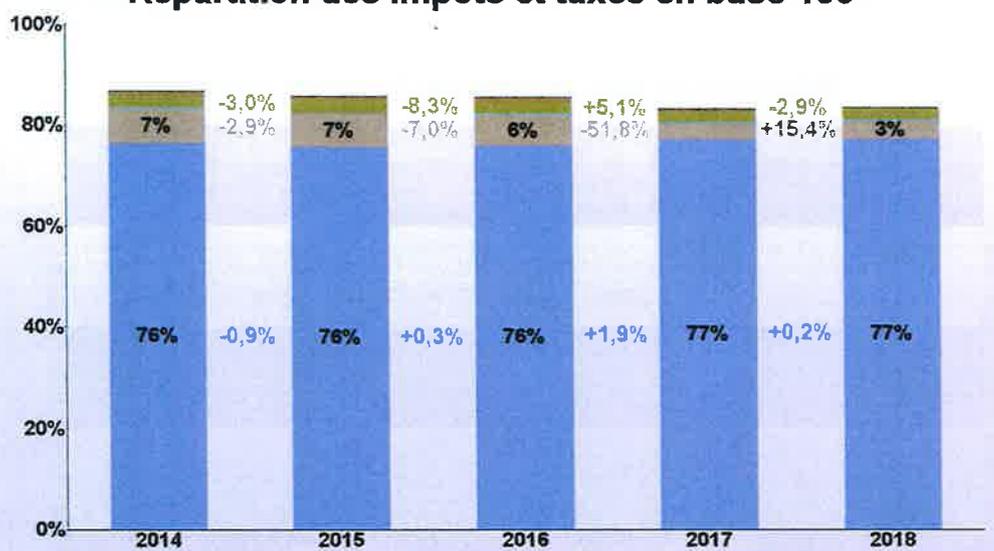


- Concession cimetières
- Redevance occupation domaine public communal
- Autres redevances & recettes diverses
- Intervention sous facturation
- Redevance services culturels
- Redevance services sports & loisirs
- Redevance & droits services sociaux
- Redevance & droits services périscolaires
- Autres prestations services
- Personnel facturé
- Remboursement de frais
- Travaux
- Autres

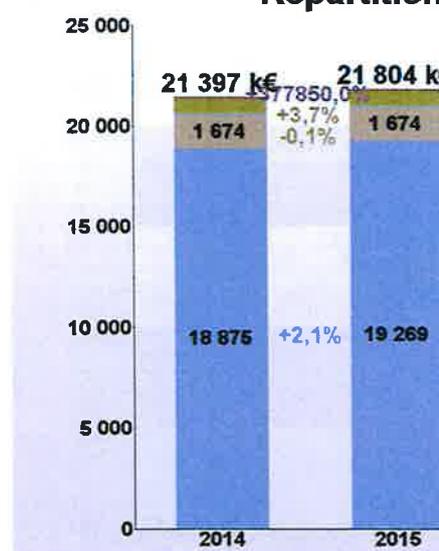
ROYAN - CA 2014-2018 - Détail des impôts & taxes (R73)

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
IMPÔTS & TAXES (R73)	24 723 453 €	25 466 617 €	27 391 211 €	27 388 000 €
Contributions directes (R7311)	18 875 188 €	19 269 049 €	20 793 283 €	21 179 400 €
Attribution de compensation (R73211)	1 673 730 €	1 673 730 €	1 673 729 €	807 500 €
Dotations de solidarité communautaire (R73212)	61 152 €	61 152 €	68 751 €	61 152 €
FNGIR (R73221)	0 €	0 €	0 €	0 €
FPIC (R73223)	0 €	0 €	0 €	0 €
Produit TEOM (R7331)	0 €	0 €	0 €	0 €
Versement transport (R7342)	0 €	0 €	0 €	0 €
Taxe sur l'électricité (R7351)	636 373 €	636 014 €	627 611 €	659 400 €
Eaux minérales (R7354)	0 €	0 €	0 €	0 €
Energie hydraulique (R7355)	0 €	0 €	0 €	0 €
Taxe de séjour (R7362)	150 427 €	156 006 €	181 919 €	25 900 €
Autres impôts et taxes	2 €	7 559 €	78 873 €	72 000 €

Répartition des impôts et taxes en base 100



Répartition

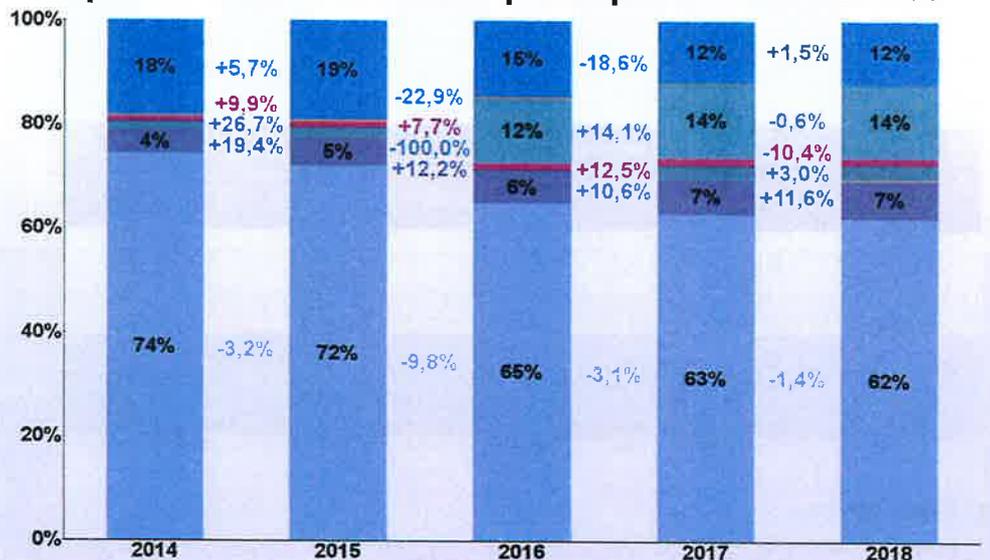


■ R7311
 ■ R73211
 ■ R73212
 ■ R73221
 ■ R73223
 ■ R7331
 ■ R7342
 ■ R7351
 ■ R7354
 ■ R7355
 ■ R7362
 ■ Autres

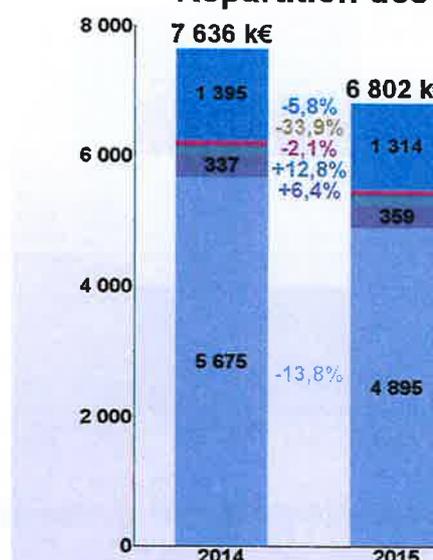
ROYAN - CA 2014-2018 - Détail des dotations & participations (R74)

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
DOTATIONS & PARTICIPATIONS (R74)	7 635 579 €	6 801 845 €	6 289 760 €	5 849
Dotation forfaitaire (R7411)	5 675 198 €	4 894 890 €	4 084 515 €	3 680
DSR (R74 121)	0 €	0 €	0 €	
DSU (R74 123)	0 €	0 €	0 €	
DNP (R74 127)	337 108 €	358 641 €	372 079 €	382
Autres R741	0 €	0 €	0 €	
Emploi d'avenir (R74 712)	0 €	0 €	0 €	
Départements (R7473)	119 950 €	135 330 €	18 000 €	154
Communes (R7474)	0 €	0 €	0 €	
EPCI (R7475)	87 150 €	85 350 €	85 000 €	88
Autres organismes (R7478)	0 €	0 €	781 896 €	829
Dotations et compensations TP (R74 831)	20 958 €	13 846 €	11 743 €	3
Compensations CET/CVAE/CFE (R74 833)	0 €	0 €	0 €	
Autres R74	1 395 215 €	1 313 788 €	936 527 €	709

Répartition des dotations & participations en base 100

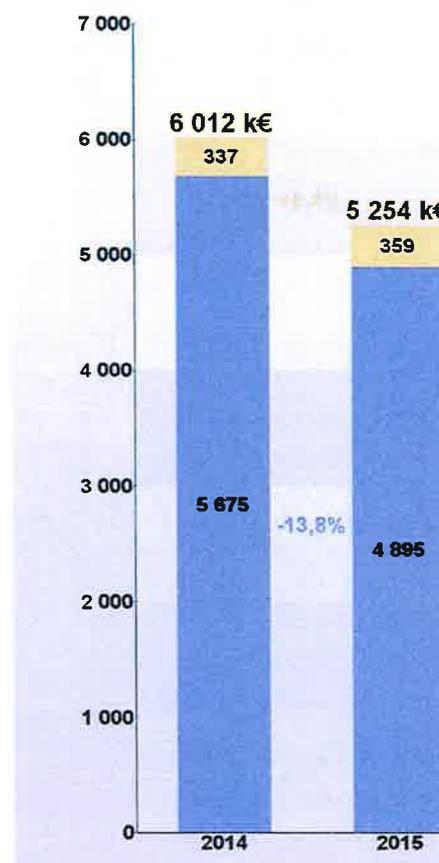
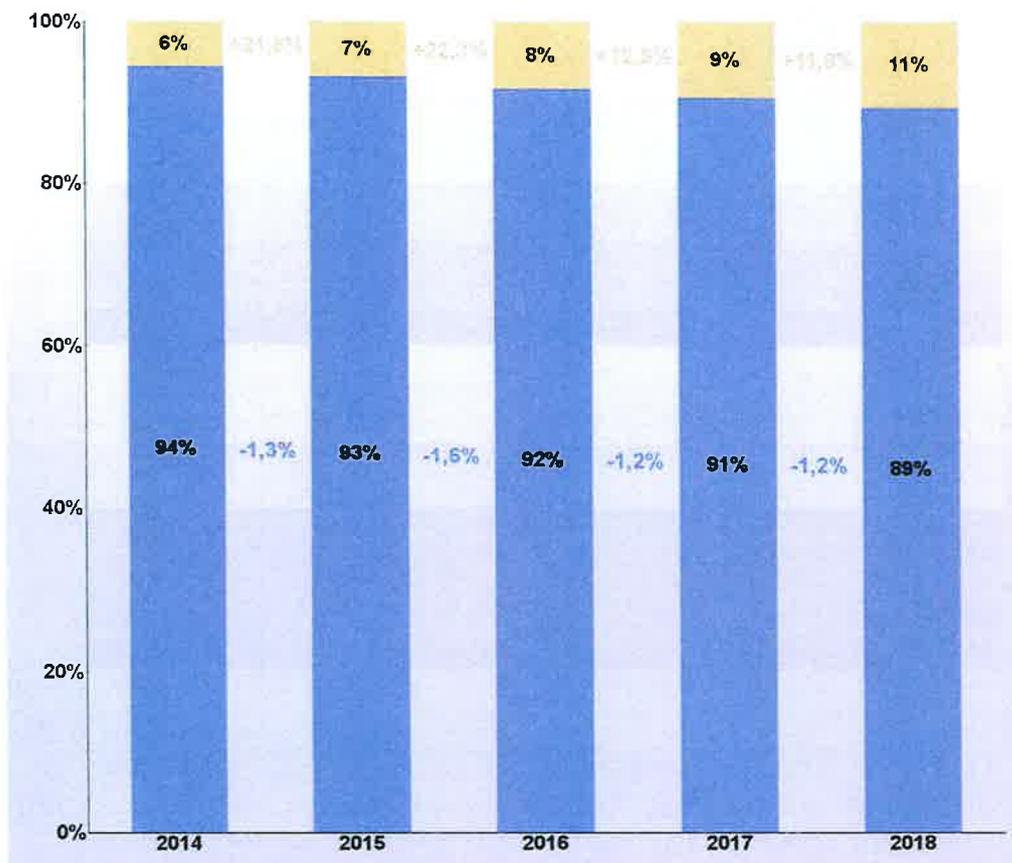


Répartition des dotations & participations en base 1000



	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
ZOOM DGF	6 012 306 €	5 253 531 €	4 456 594 €	4 063 000 €
Dotation forfaitaire (R 7411)	5 675 198 €	4 894 890 €	4 084 515 €	3 680 000 €
DSR (R 74121)	0 €	0 €	0 €	0 €
DSU (R 74123)	0 €	0 €	0 €	0 €
Dotation Intercommunale (R 74124)	0 €	0 €	0 €	0 €
Dotation compensation EPCI (R 74126)	0 €	0 €	0 €	0 €
DNP (R 74127)	337 108 €	358 641 €	372 079 €	382 000 €

Zoom DGF en base 100

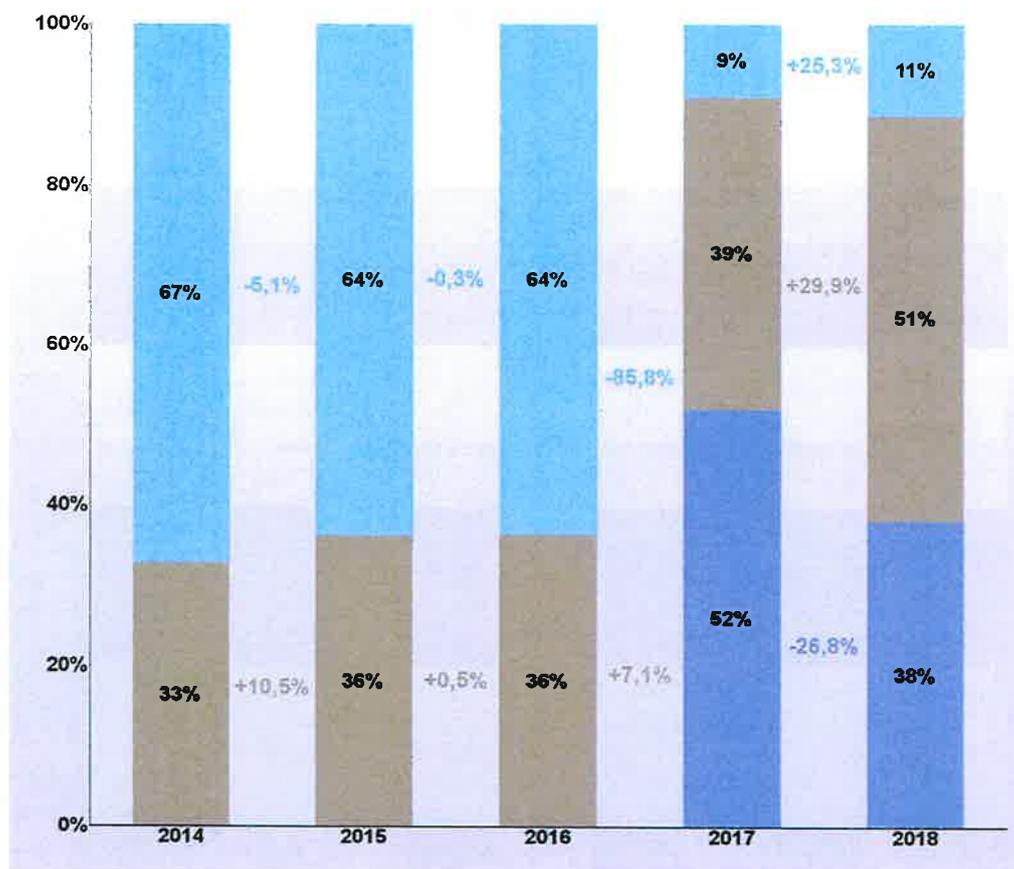


■ R7411
 ■ R74121
 ■ R74123
 ■ R74124
 ■ R74126
 ■ R74127

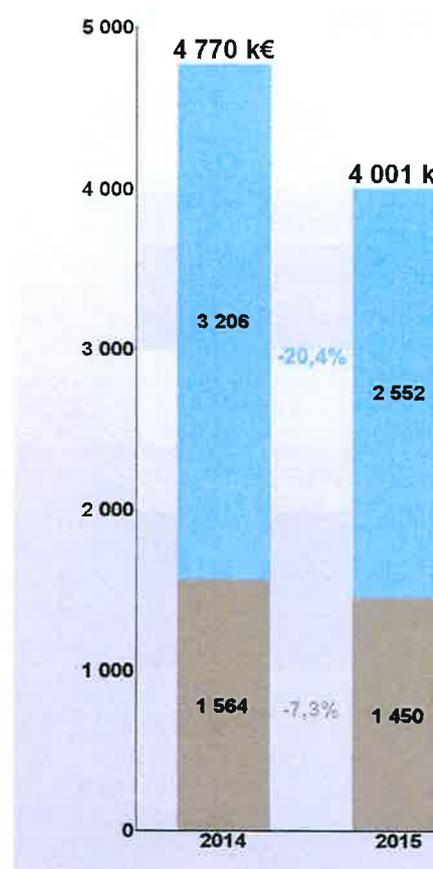
ROYAN - CA 2014-2018 - Détail des autres produits (R75)

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
AUTRES PRODUITS (R75)	4 769 818 €	4 001 232 €	4 030 750 €	3 884 000 €
Revenus des immeubles (R752)	0 €	0 €	0 €	2 019 000 €
Redevance fermiers (R 757)	1 563 916 €	1 449 688 €	1 467 042 €	1 513 000 €
Autres R75	3 205 902 €	2 551 544 €	2 563 708 €	350 000 €

Répartition des autres produits en base 100



Répartition

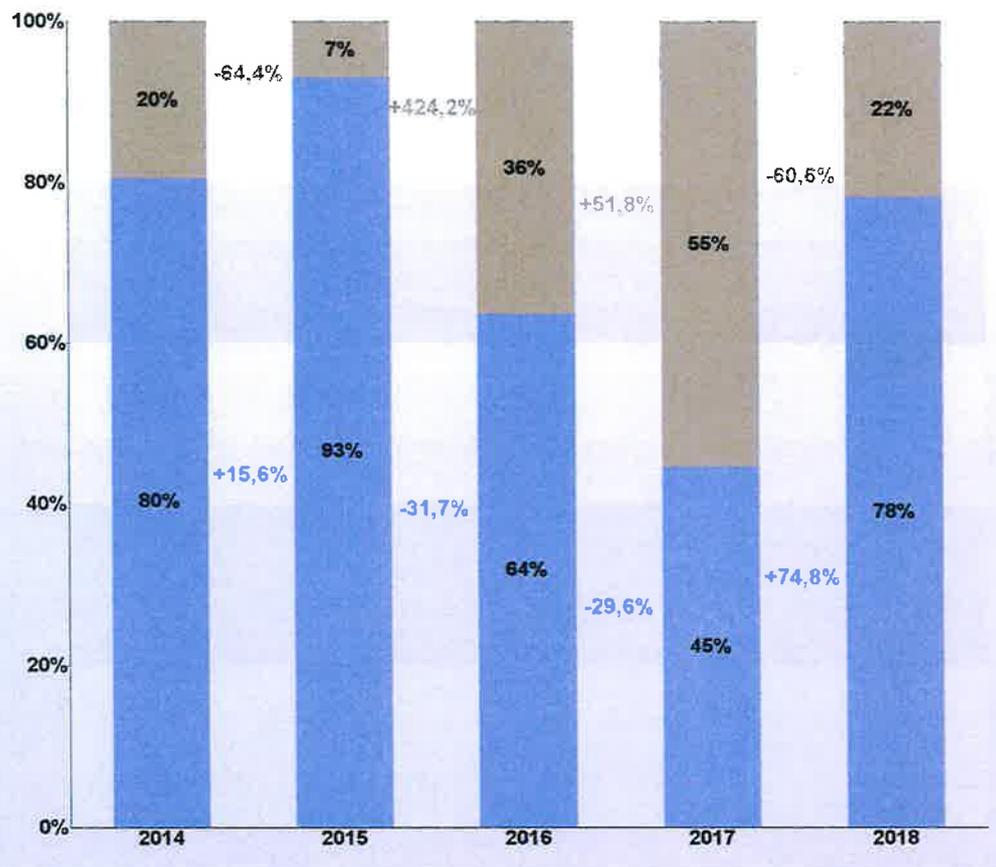


■ Revenus des immeubles ■ Redevance fermiers ■ Autres R75

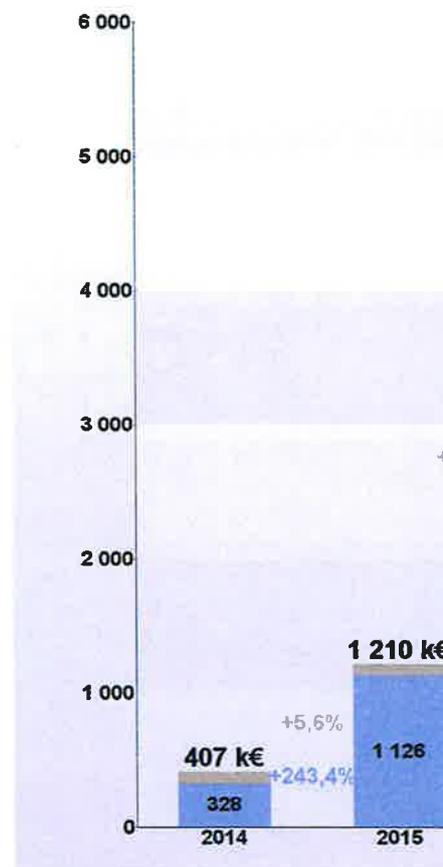
ROYAN - CA 2014-2018 - Détail des produits exceptionnels (R77)

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
PRODUITS EXCEPTIONNELS (R77)	407 266 €	1 209 516 €	5 299 080 €	164 800 €
Produits des cessions (R775)	327 730 €	1 125 528 €	3 370 290 €	73 700 €
Autres produits exceptionnels	79 536 €	83 988 €	1 928 790 €	91 100 €

Répartition des produits exceptionnels en base 100



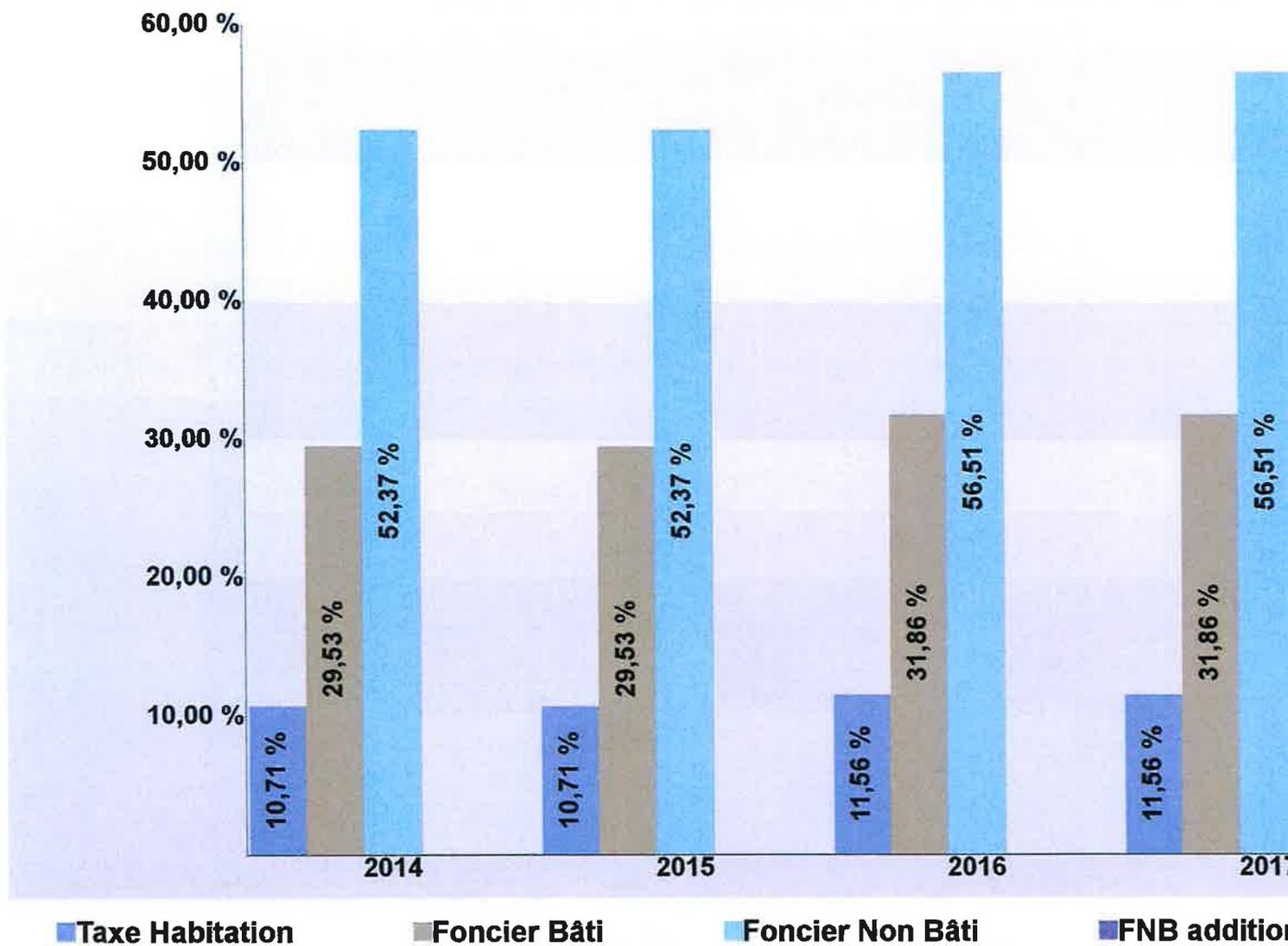
Répartition des



■ Produits des cessions ■ Autres produits exceptionnels

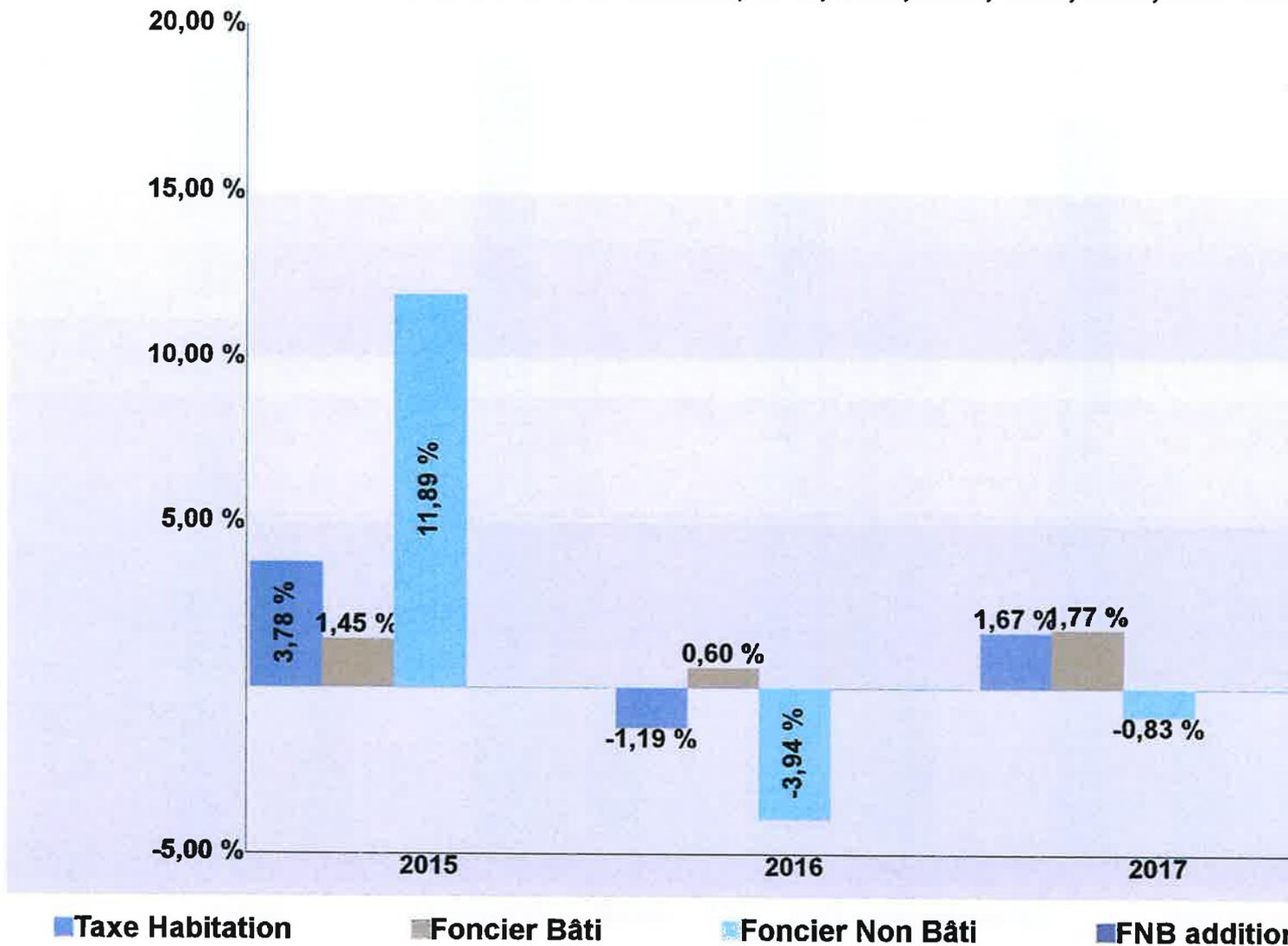
FISCALITÉ DIRECTE

Les taux de la fiscalité



L'évolution des bases de la fiscalité

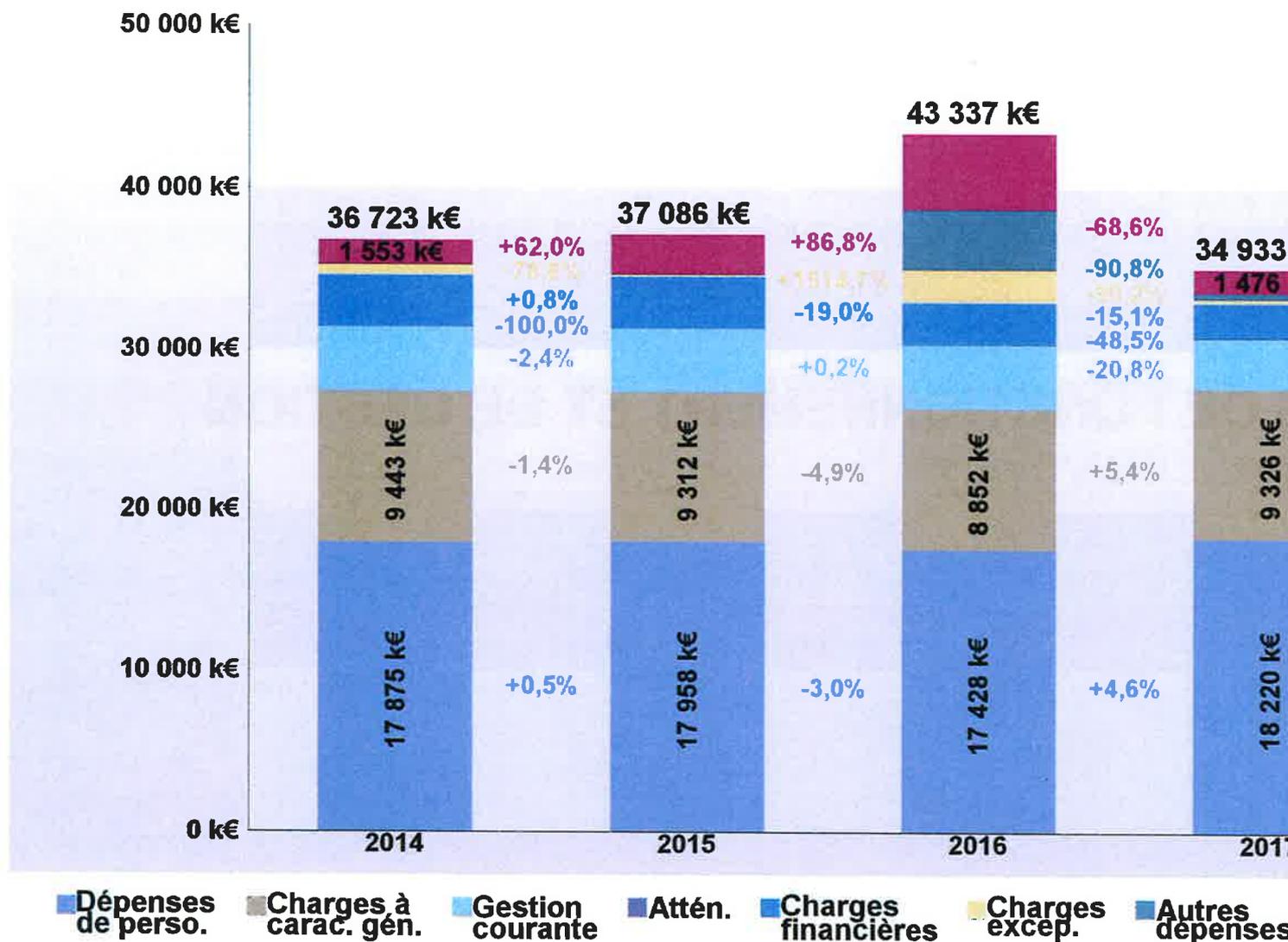
Pas de CFE/TP en 2015, 2016, 2017, 2018, 2015, 2016, 2017 & 2018



DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ET DE

Dépenses de fonctionnement (réelles et d'ordre)

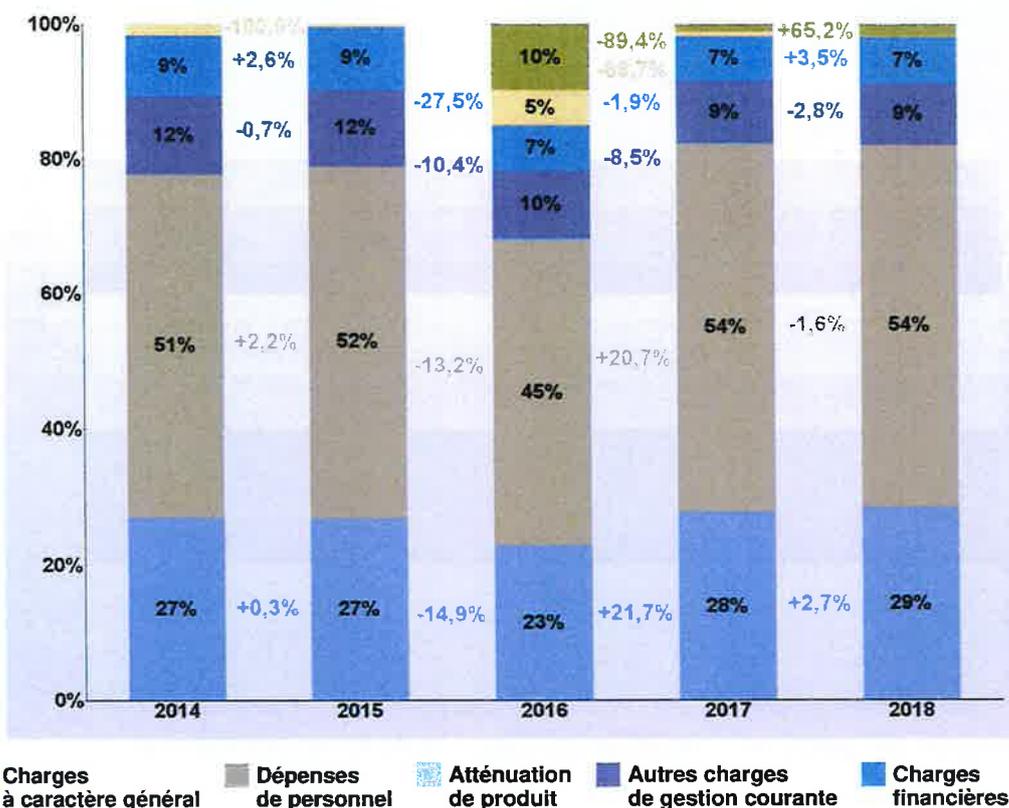
Taux d'évolution annuel : -0,81 %



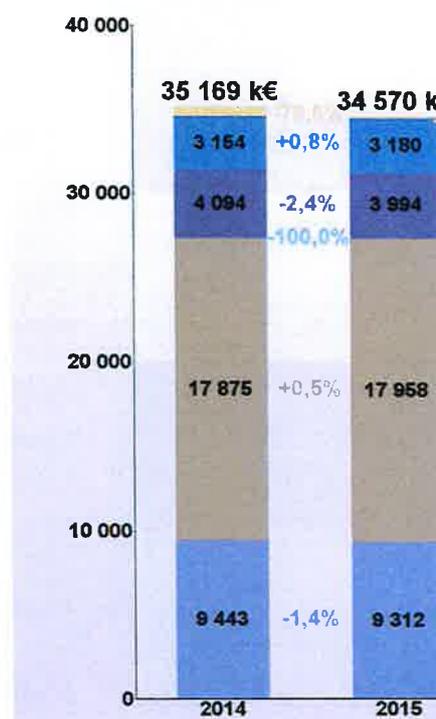
ROYAN - CA 2014-2018 - Dépenses réelles de fonctionnement

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	35 169 341 €	34 569 835 €	38 636 091 €	33 456 341 €
Charges à caractère général (D011)	9 443 006 €	9 311 674 €	8 851 913 €	9 326 000 €
Dépenses de personnel (D012)	17 874 673 €	17 958 214 €	17 427 766 €	18 220 000 €
Atténuation de Produit (D014)	15 357 €	0 €	19 144 €	9 000 €
Autres charges de gestion courante (D65)	4 093 980 €	3 994 272 €	4 001 869 €	3 170 000 €
Charges financières (D66)	3 153 500 €	3 179 783 €	2 576 318 €	2 188 000 €
Charges exceptionnelles (D67)	588 825 €	125 892 €	2 032 792 €	198 000 €
Dépenses imprévues (D022)	0 €	0 €	0 €	0 €
Dotations & provisions réelles (D68)	0 €	0 €	3 726 289 €	343 000 €
Autres dépenses réelles (hors 011,012,65,014,66,67)	0 €	0 €	0 €	0 €

Dépenses réelles de fonctionnement en base 100

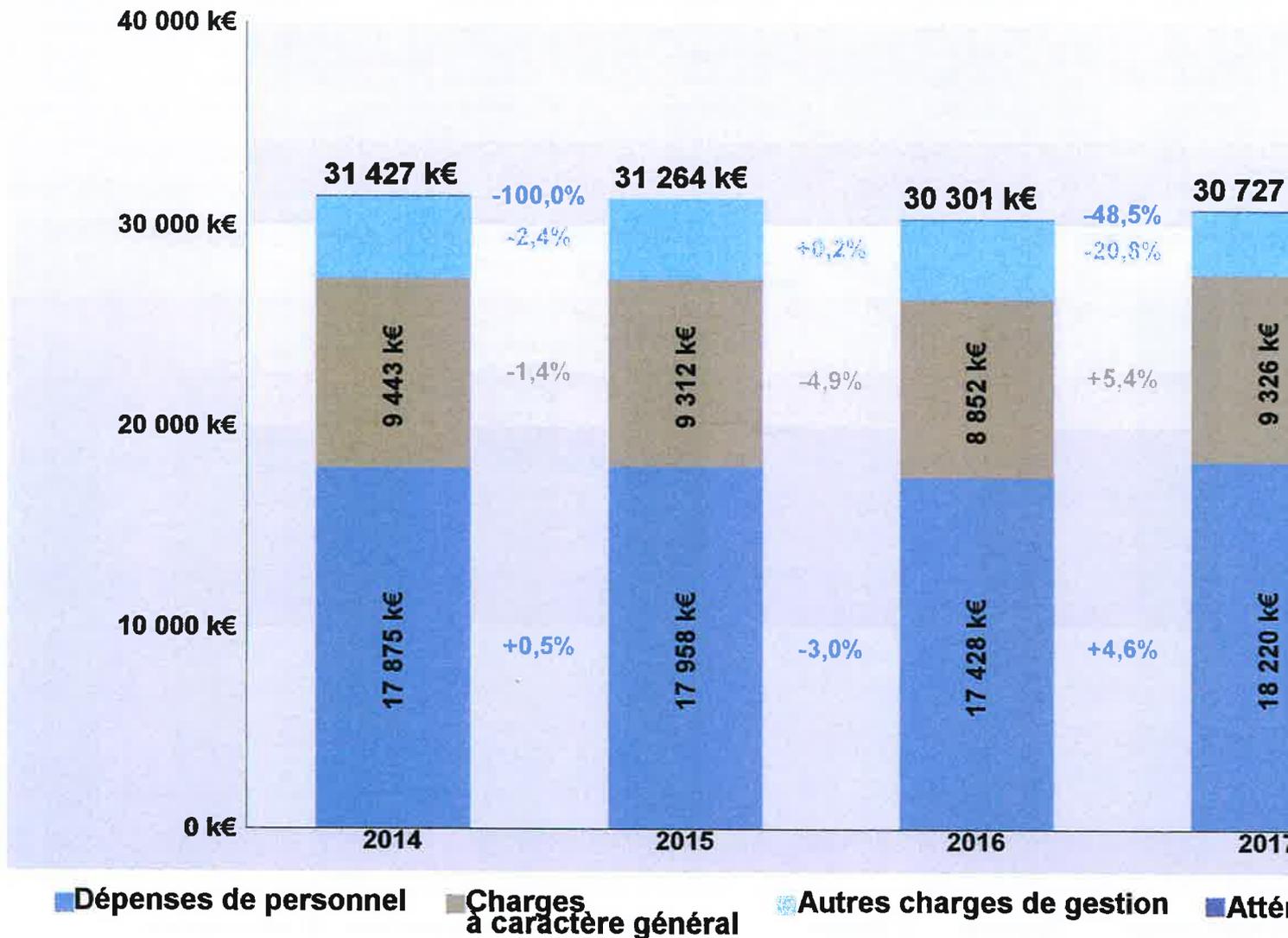


Dépenses réelles



Dépenses de gestion (hors D66, 67 & 68)

Taux d'évolution annuel : -0,54 %

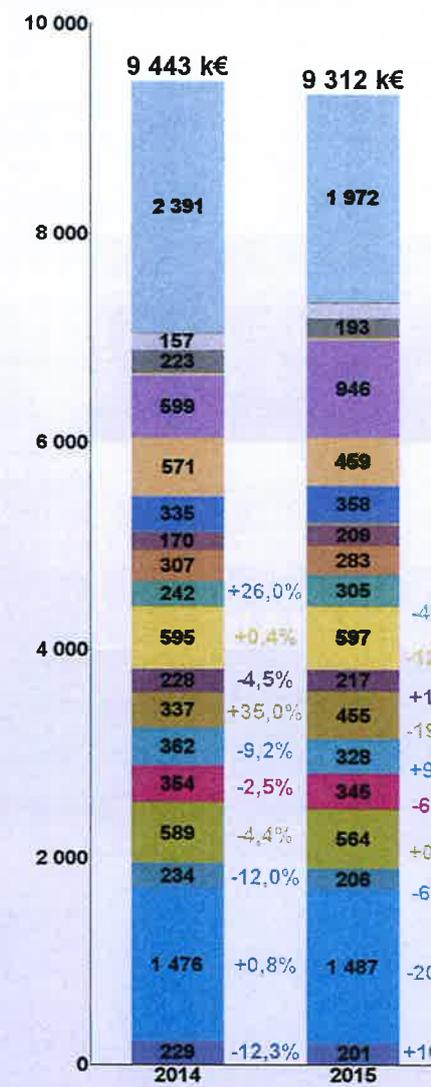
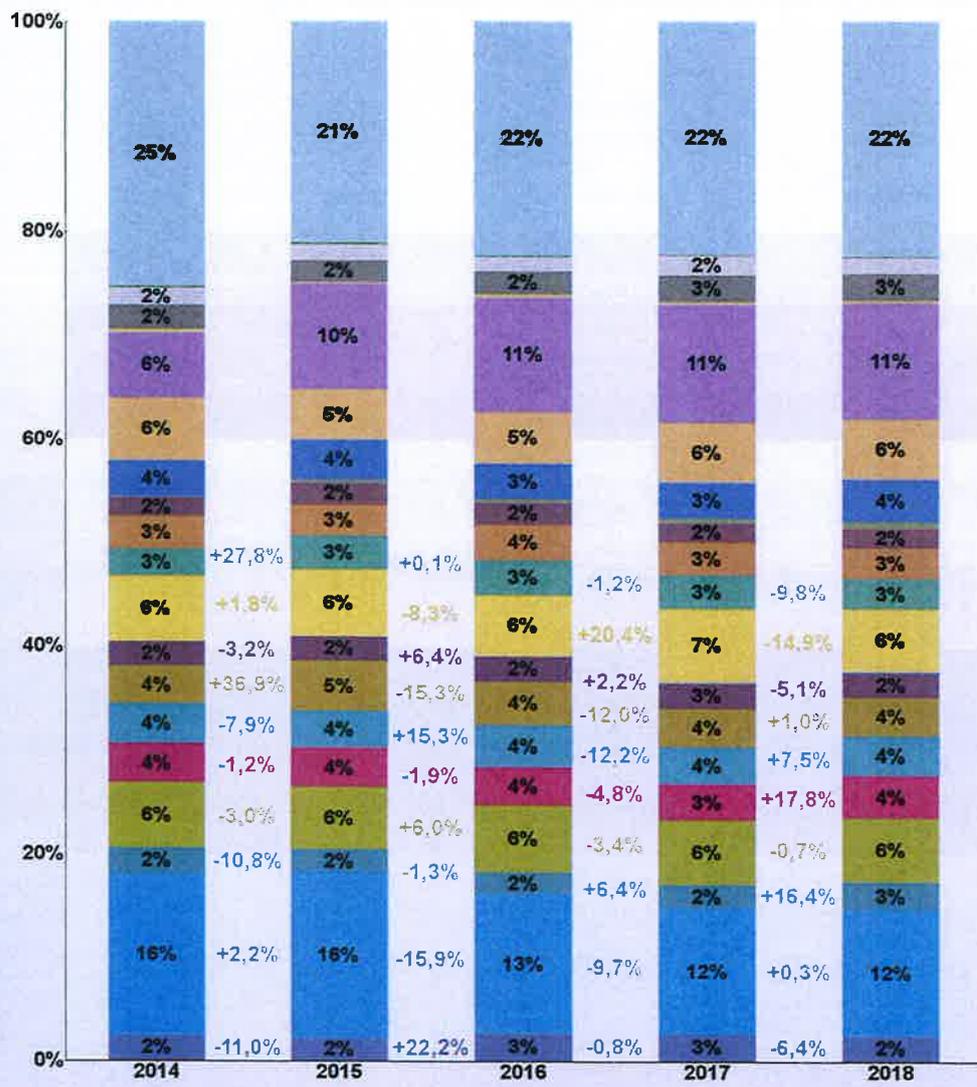


ROYAN - CA 2014-2018 - Détail des charges générales (D011)

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL (D011)	9 443 006 €	9 311 674 €	8 851 913 €	9 326 000 €
Achat de prestations de services (D 6042)	0 €	0 €	0 €	
Achats de matériels (D 605)	0 €	0 €	0 €	
Fournitures non stockables (D6061 hors 611,612,613)	0 €	0 €	0 €	
Eau (D 60 611)	229 112 €	201 014 €	233 432 €	243 900 €
Energie électricité (D 60 612)	1 476 414 €	1 487 483 €	1 189 244 €	1 131 000 €
Chauffage (D 60 613)	0 €	0 €	0 €	
Carburants (D 60 622)	234 433 €	206 234 €	193 429 €	216 000 €
Alimentation (D 60 623)	589 434 €	563 763 €	567 798 €	577 000 €
Fournitures (D 60 63)	354 356 €	345 421 €	322 044 €	322 000 €
Contrat de Prestations de services (D 611)	361 780 €	328 431 €	359 880 €	332 000 €
Location immobilière (D 6132)	337 387 €	455 485 €	366 675 €	339 000 €
Location mobilière (D 6135)	227 738 €	217 393 €	219 800 €	236 000 €
Charges locatives (D 614)	0 €	0 €	1 657 €	2 000 €
Entretien Immobilier (D 6152)	594 909 €	597 426 €	520 796 €	660 000 €
Entretien mobilier (D 6155)	242 209 €	305 278 €	290 450 €	302 000 €
Maintenance (D 6156)	307 044 €	282 832 €	313 109 €	294 000 €
Assurances (D 616)	170 168 €	209 095 €	192 102 €	190 000 €
Études et recherches (D 617)	9 282 €	18 162 €	21 911 €	29 000 €
Divers (D 618)	335 030 €	358 179 €	306 414 €	323 000 €
Honoraires (D 622)	570 712 €	458 782 €	447 154 €	540 000 €
Cérémonies (D 6232)	598 660 €	945 643 €	982 325 €	1 067 000 €
Transport (D 6247)	22 246 €	16 419 €	25 196 €	17 000 €
Déplacements missions (D 625)	223 299 €	192 899 €	187 600 €	239 000 €
Télécoms (D 6262)	157 071 €	142 017 €	123 561 €	174 000 €
Frais de nettoyage (D 6283)	10 380 €	8 044 €	5 824 €	8 000 €
Autres	2 391 342 €	1 971 674 €	1 981 512 €	2 072 000 €

Répartition des charges générales en base 100

Répartition des charges générales

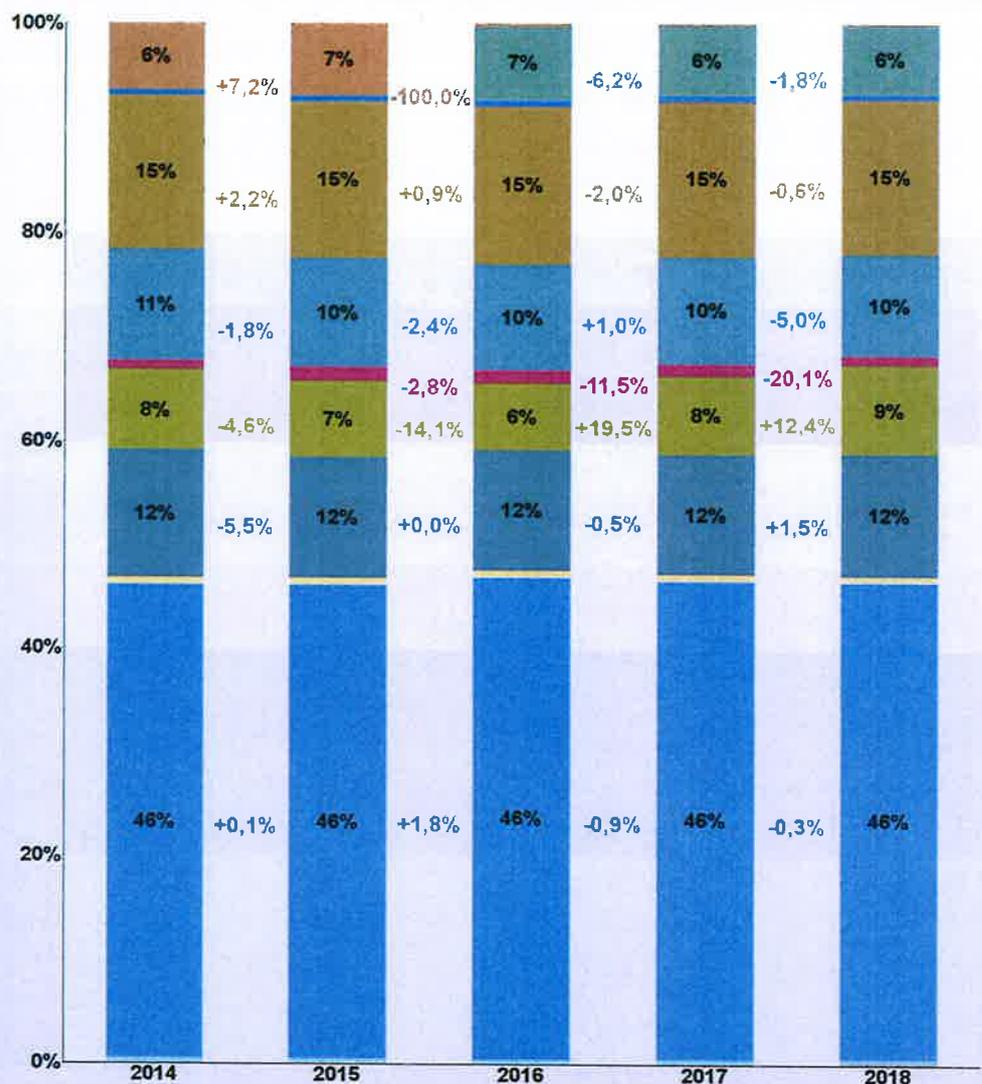


- Achats presta.
- Achats mat.
- Fourn. non stock. (hors 611,612,613)
- Eau
- Energ.
- Chauff.
- Carbu.
- Alim.
- Fournit.
- Cor.
- Entret. immo.
- Entret. mob.
- Maintenance
- Assurances
- Études
- Divers
- Honoraires
- Cérémonies
- Transport
- Déplac.

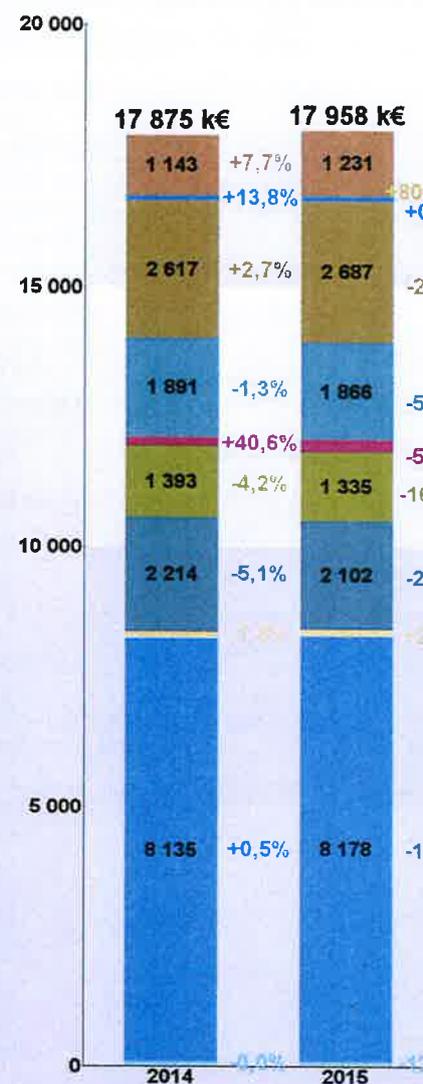
ROYAN - CA 2014-2018 - Détail des dépenses de personnel (D012)

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
DÉPENSES DE PERSONNEL (D012)	17 874 673 €	17 958 214 €	17 427 766 €	18 220
Person. affecté par collectivité rattachement (D 6215)	0 €	0 €	0 €	
Autres personnel extérieur (D 6218)	0 €	0 €	0 €	
Impôts et taxes (D 633 hors 6331)	92 707 €	92 697 €	80 762 €	100
Versement transport (D 6331)	0 €	0 €	0 €	
Rémunérations principales (D 64 111)	8 135 039 €	8 177 608 €	8 076 837 €	8 364
Supplém. salariaux (D 64 112)	123 015 €	120 786 €	123 253 €	124
Autres indemnités (D 64 118)	2 213 975 €	2 101 897 €	2 040 090 €	2 122
Non titulaires (D 64 13)	1 393 170 €	1 334 874 €	1 113 413 €	1 390
Insertion (D 6416)	164 003 €	230 592 €	217 634 €	201
Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. (D 6451)	1 891 113 €	1 865 855 €	1 767 432 €	1 865
Cotisations aux caisses de retraites (D 6453)	2 617 123 €	2 687 305 €	2 630 058 €	2 694
ASSEDIC (D 6454)	0 €	0 €	9 €	
Cotisations pour assurance du personnel (D 6455)	101 724 €	115 785 €	116 236 €	121
Cotisations aux autres organismes (D 6458)	0 €	37 €	3 032 €	3
Autres charges sociales (D 647)	0 €	0 €	1 206 206 €	1 182
Autres	1 142 804 €	1 230 778 €	52 804 €	47

Répartition des dépenses de personnel en base 100



Répartition des dépenses de personnel en k€

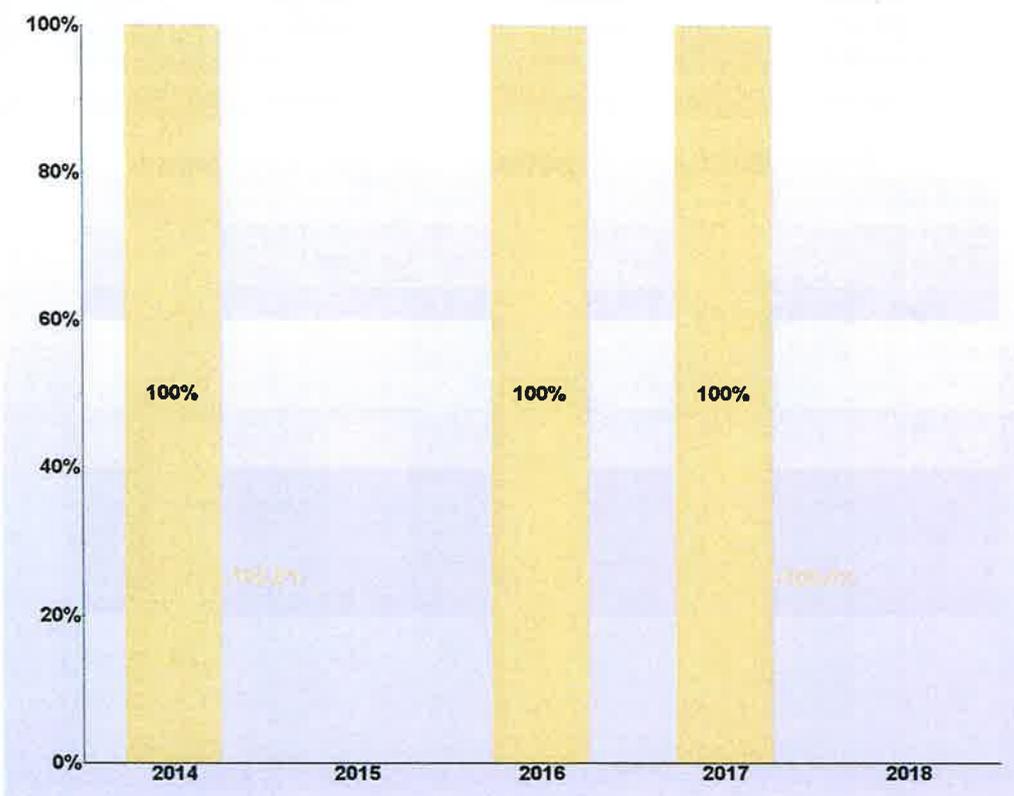


■ Person. affecté par collect. rattachement
 ■ Person. extér.
 ■ Impôts & taxes (hors 6331)
 ■ Vers. transport
 ■ Rémunér. principales
 ■ Supp.
 ■ Insertion
 ■ URSAFF
 ■ Retraites
 ■ ASSEDIC
 ■ Assuranc. personnel
 ■ Autres cotis.
 ■ Autres charges sociales
 ■ Autres

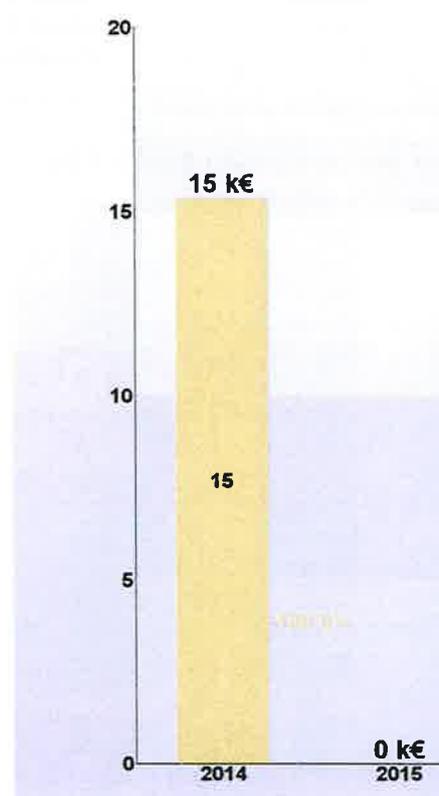
ROYAN - CA 2014-2018 - Atténuations produits (D014)

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
ATTÉNUATIONS PRODUITS (D014)	15 357 €	0 €	19 144 €	9 800 €
Reversement AC	0 €	0 €	0 €	0 €
Reversement DSC	0 €	0 €	0 €	0 €
Reversement FNGIR	0 €	0 €	0 €	0 €
Reversement FPIC	0 €	0 €	0 €	0 €
Prélèvement SRU	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres	15 357 €	0 €	19 144 €	9 800 €

Répartition des atténuations produits en base 100



Répartition de

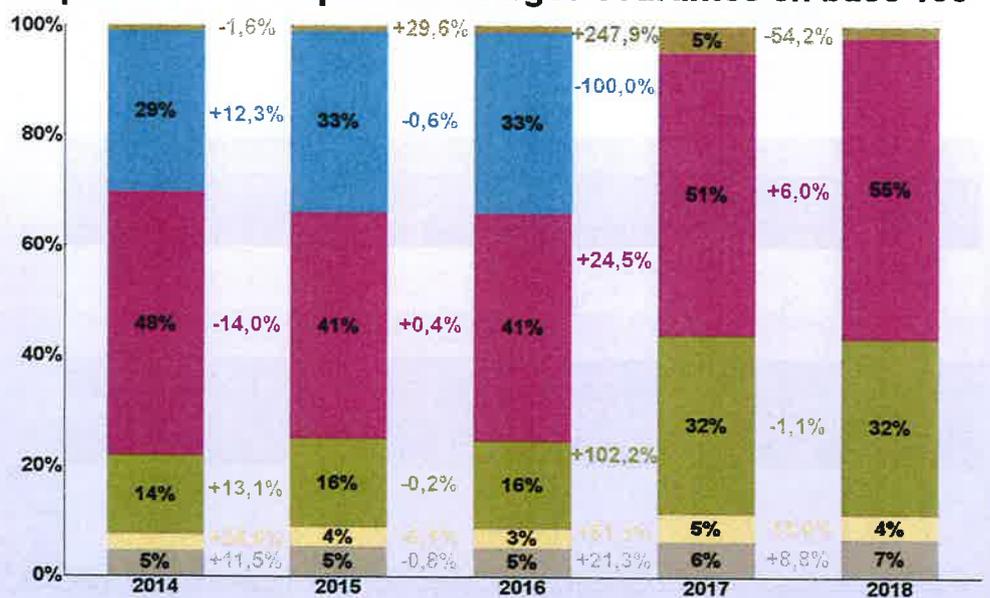


■ Reversement AC
 ■ Reversement DSC
 ■ Reversement FNGIR
 ■ Reversement FPIC
 ■ Prélèvement SRU
 ■ Autres

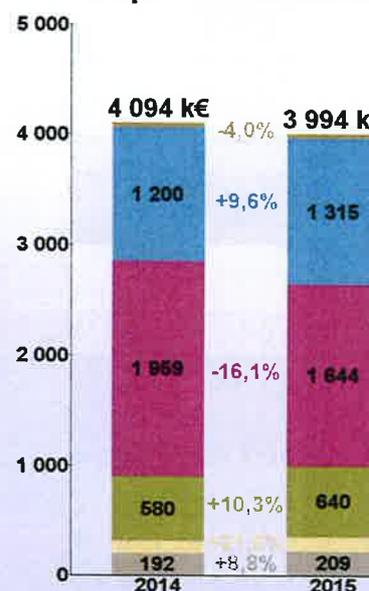
ROYAN - CA 2014-2018 - Détail des charges courantes (D65)

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
CHARGES COURANTES (D65)	4 093 980 €	3 994 272 €	4 001 869 €	3 170 000 €
Déficit des budgets annexes (D652)	0 €	0 €	0 €	
Indemnités, frais de missions élus (D653)	192 412 €	209 308 €	208 020 €	199 000 €
Contingent aide sociale (D6552)	0 €	0 €	0 €	
Contingent incendie (D6553)	0 €	0 €	0 €	
Contribution aux organismes de regroupement (D6554)	0 €	0 €	0 €	
Autres contrib. & particip. oblig. (autres D655)	117 441 €	142 796 €	134 283 €	160 000 €
Caisse des écoles (D657 361)	0 €	0 €	0 €	
CCAS (D657 362)	580 000 €	640 000 €	640 000 €	1 025 000 €
Subv. de fonctionnement au secteur privé (D6574)	1 959 477 €	1 644 291 €	1 653 887 €	1 630 000 €
Autres subv. de fonctionnement versées (autres D657)	1 200 000 €	1 315 000 €	1 310 000 €	
Autres charges courantes (autres D65)	44 650 €	42 877 €	55 679 €	153 000 €

Répartition des dépenses charges courantes en base 100



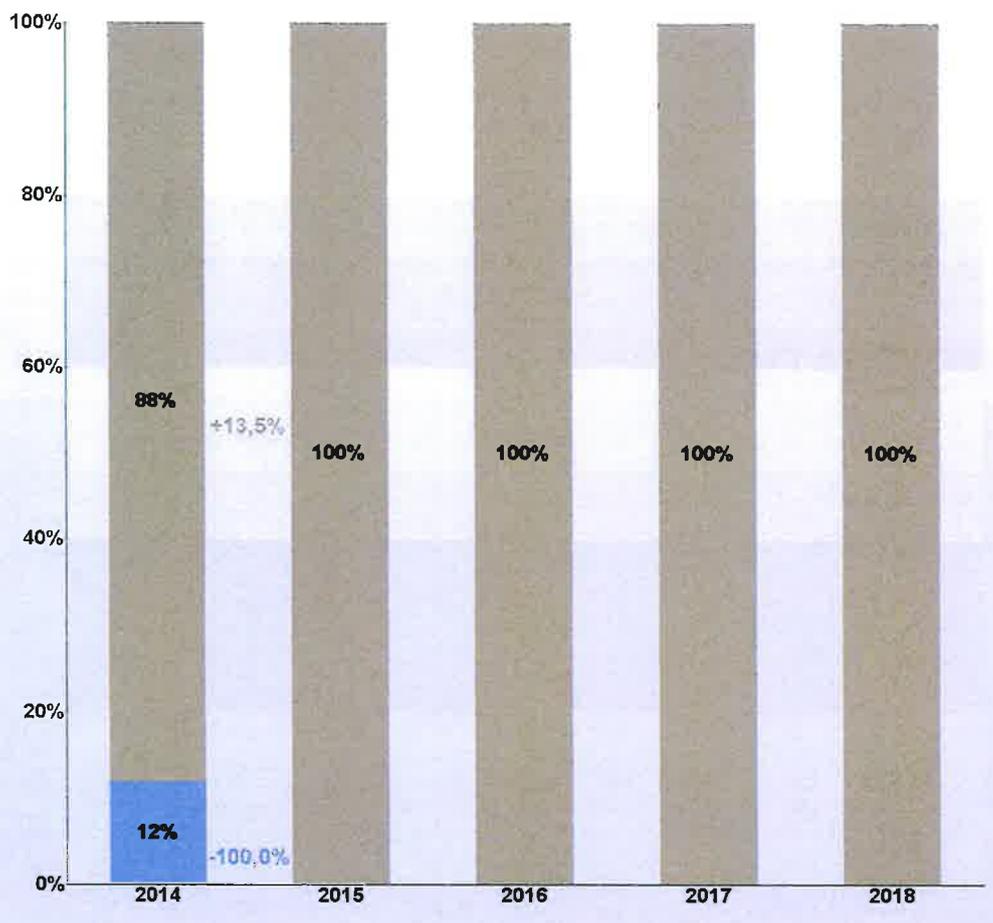
Répartition des dépenses



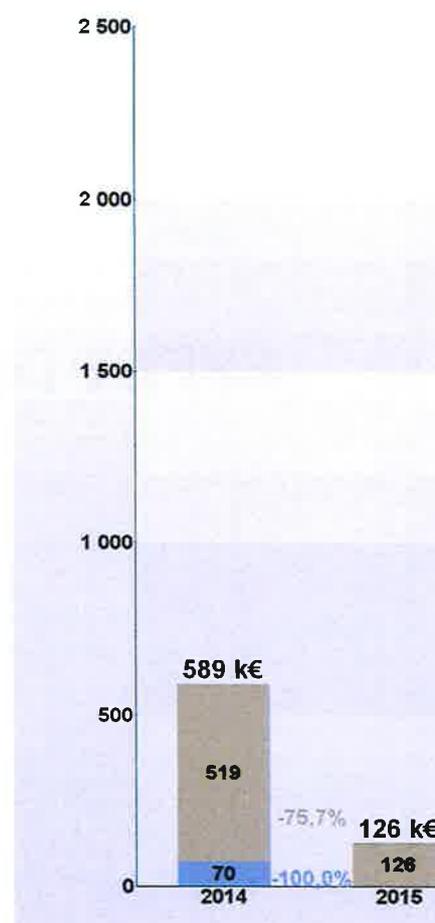
ROYAN - CA 2014-2018 - Charges exceptionnelles (D67)

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
CHARGES EXCEPTIONNELLES (D67)	588 825 €	125 892 €	2 032 792 €	198
Subv. de fonctionnement exceptionnelles (D 674)	69 911 €	0 €	0 €	
Autres charges exceptionnelles	518 914 €	125 892 €	2 032 792 €	198

Répartition des charges exceptionnelles en base 100



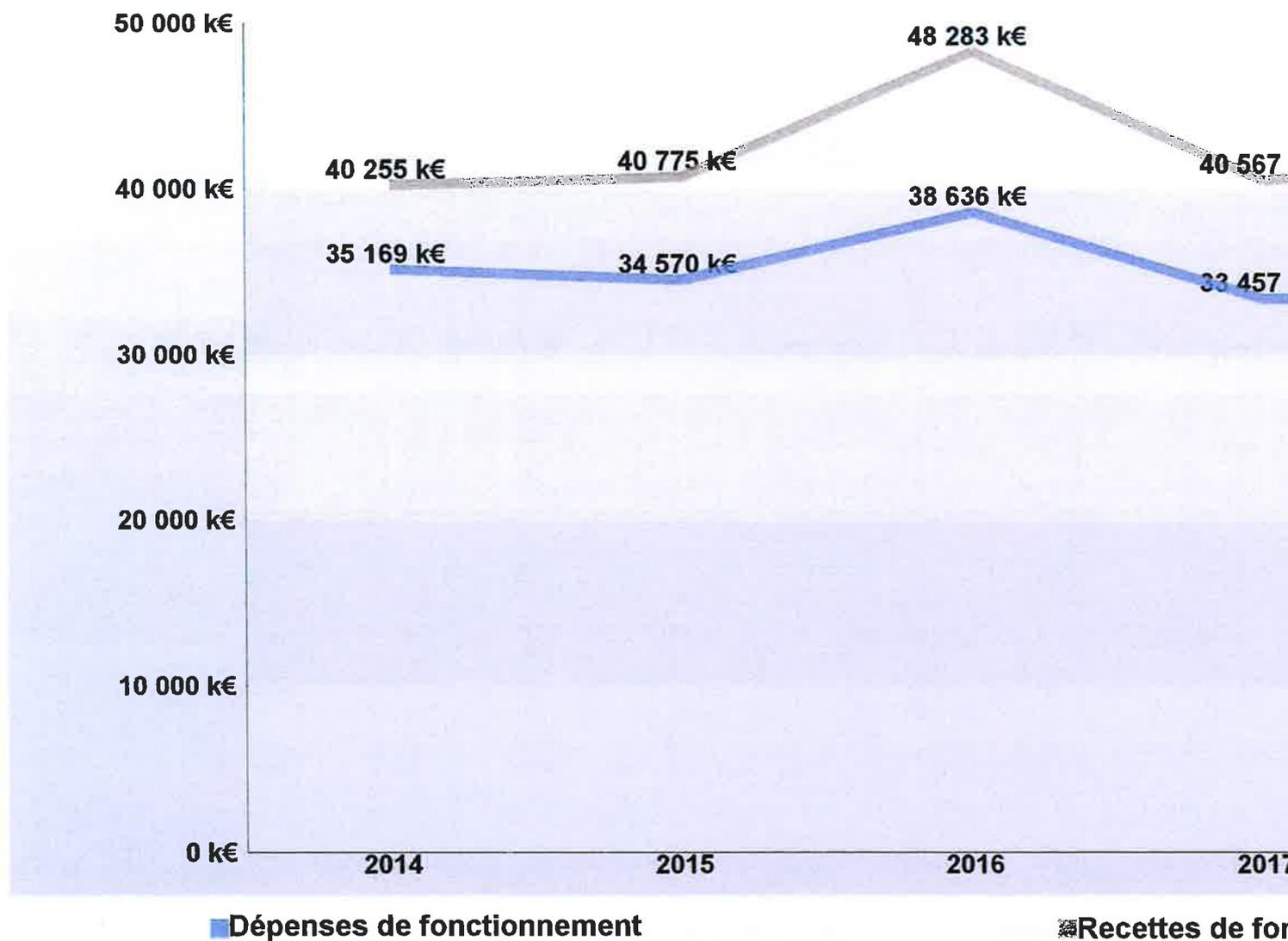
Répartition des



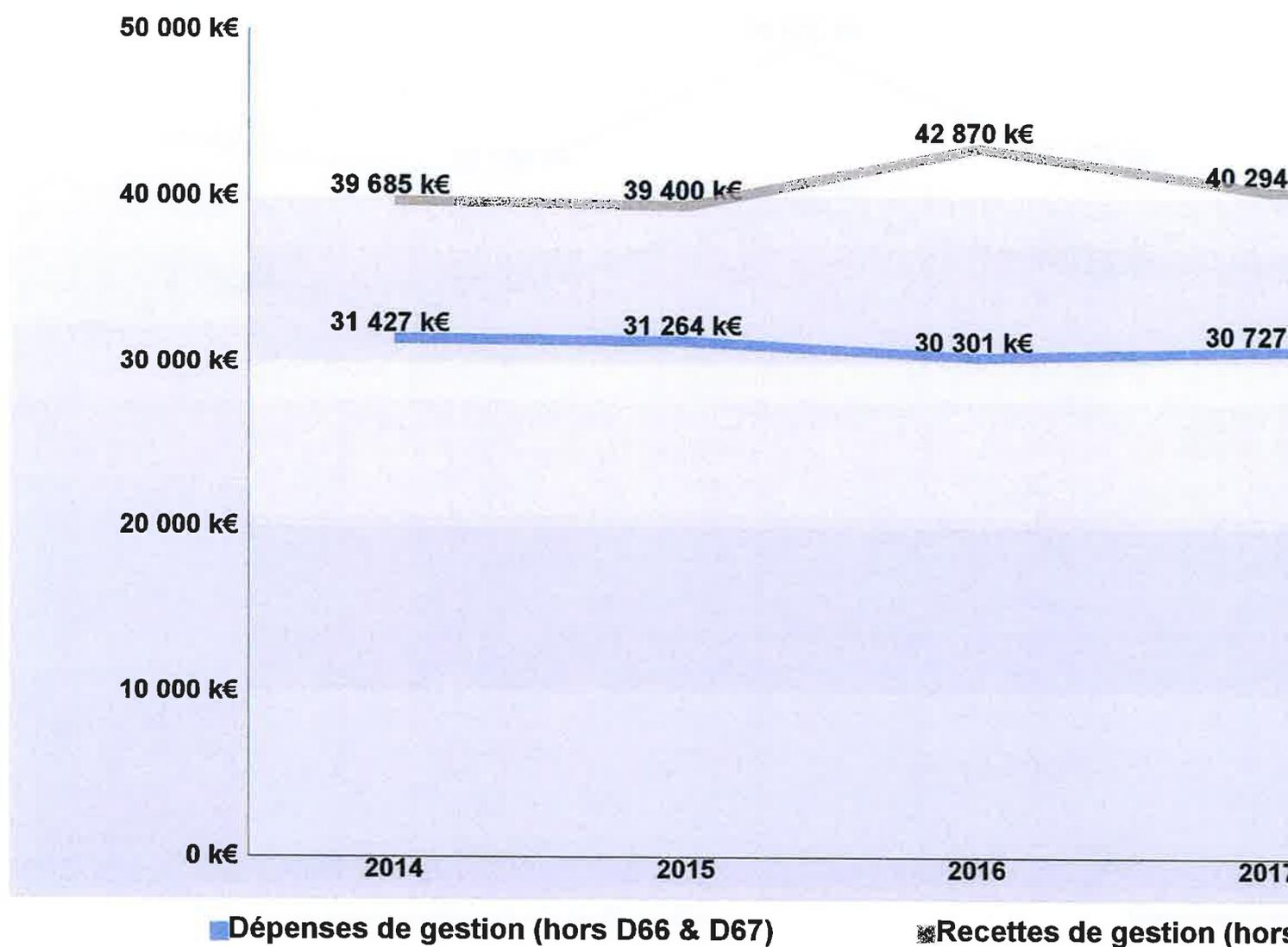
■ Subv. de fonctionnement exceptionnelles (D 674)
 ■ Autres charges exceptionnelles

EFFET DE CISEAUX

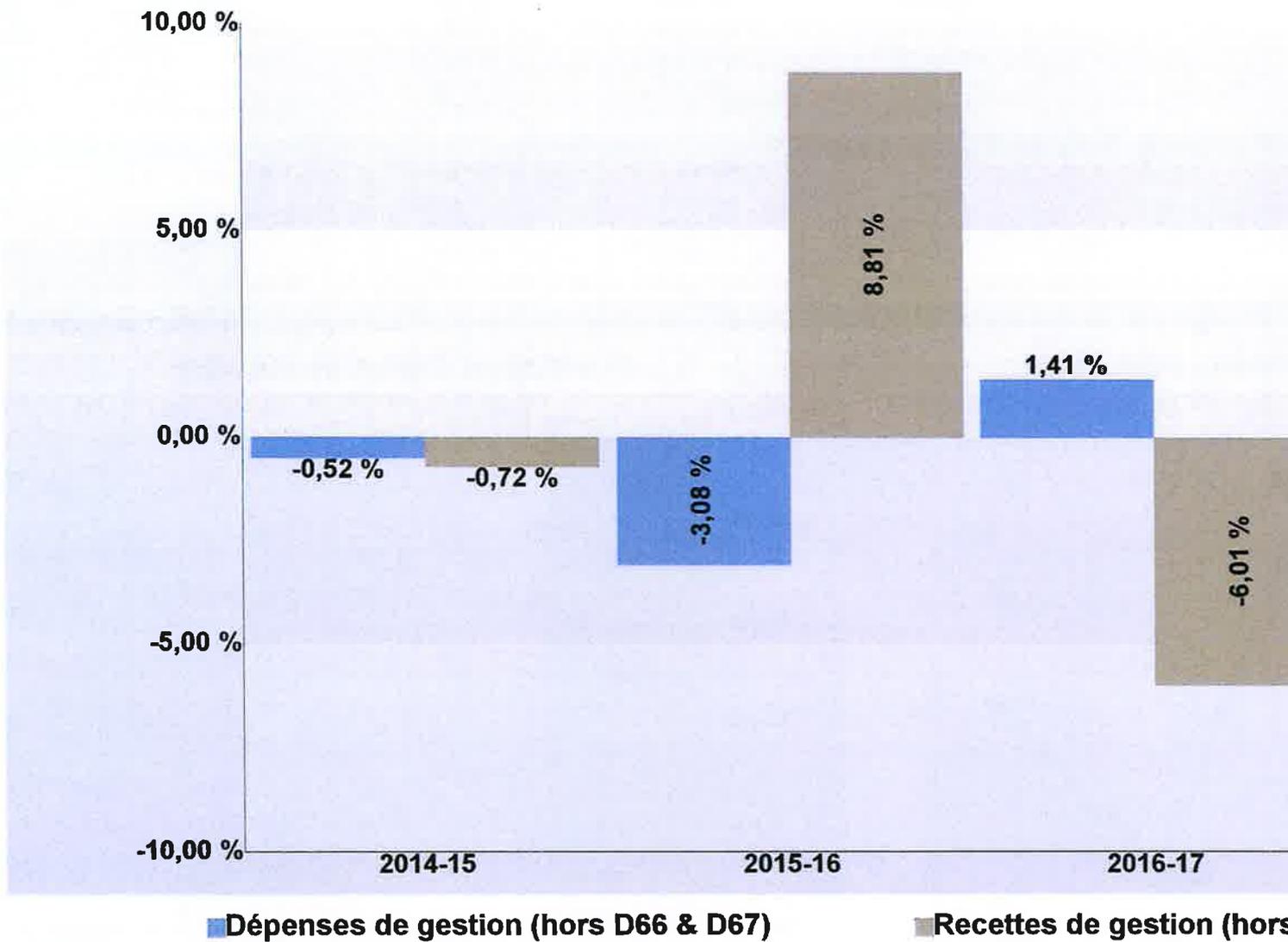
Dépenses et recettes réelles de fonctionnement



Dépenses et recettes réelles de gestion



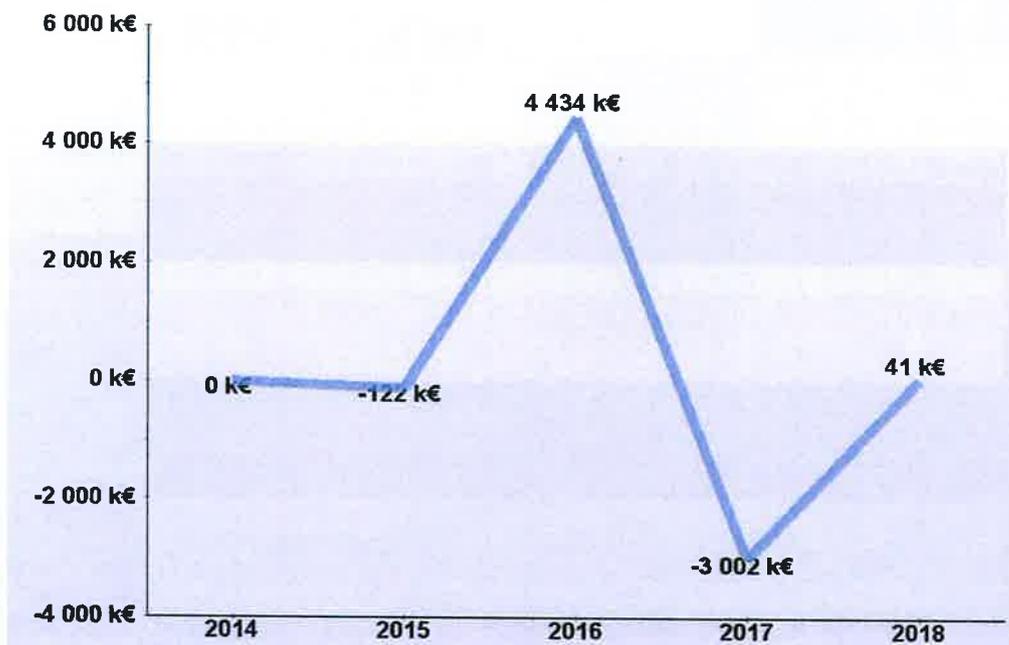
Évolution des dépenses et recettes réelles de gestion



ROYAN - CA 2014-2018 - Effet de ciseaux

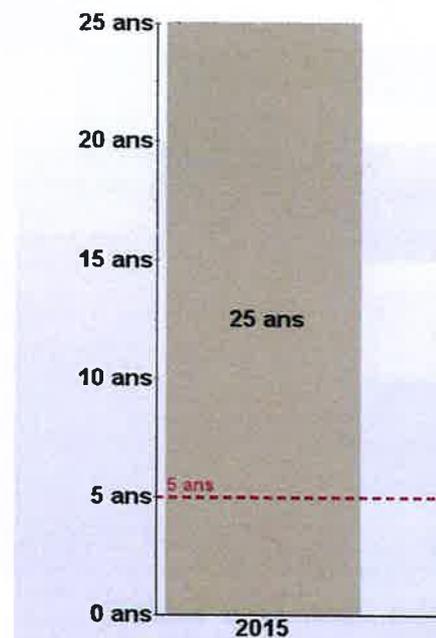
	CA 2015	CA 2016	CA 2017
RECETTES DE GESTION NOUVELLES	-285 247 €	3 470 086 €	-2 570 000 €
Produit des services (R70)	-98 502 €	147 044 €	-98 502 €
Impôts et taxes (R73)	743 164 €	1 924 594 €	743 164 €
Dotations et Participations (R74)	-833 734 €	-512 085 €	-440 000 €
Atténuation de charges (R013)	672 411 €	-41 880 €	200 000 €
Autres recettes de fonctionnement	-768 586 €	1 952 413 €	-2 000 000 €
DÉPENSES DE GESTION NOUVELLES	-162 856 €	-963 468 €	420 000 €
Dépenses de personnel (D012)	83 541 €	-530 448 €	79 000 €
Charges à caractère général (D011)	-131 332 €	-459 761 €	47 000 €
Atténuation produits (D014)	-15 357 €	19 144 €	0 €
Autres charges courantes (D65)	-99 708 €	7 597 €	-83 000 €
Autres dépenses de fonctionnement	0 €	0 €	0 €
SOLDE NET RECETTE ET DÉPENSES NOUVELLES	-122 391 €	4 433 554 €	-3 000 000 €

Solde net recettes et dépenses nouvelles



■ Solde net recettes et dépenses nouvelles

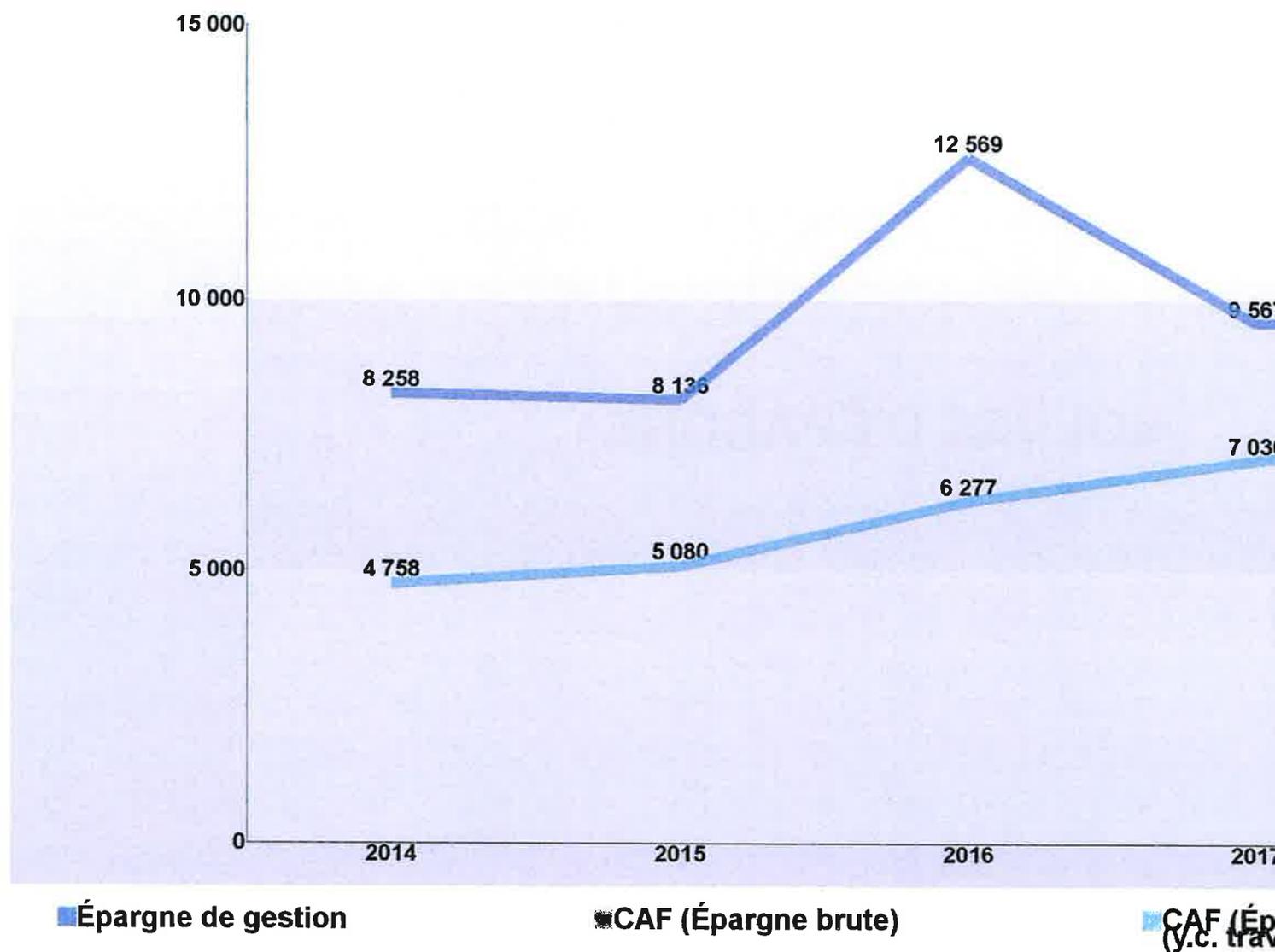
Coefficient



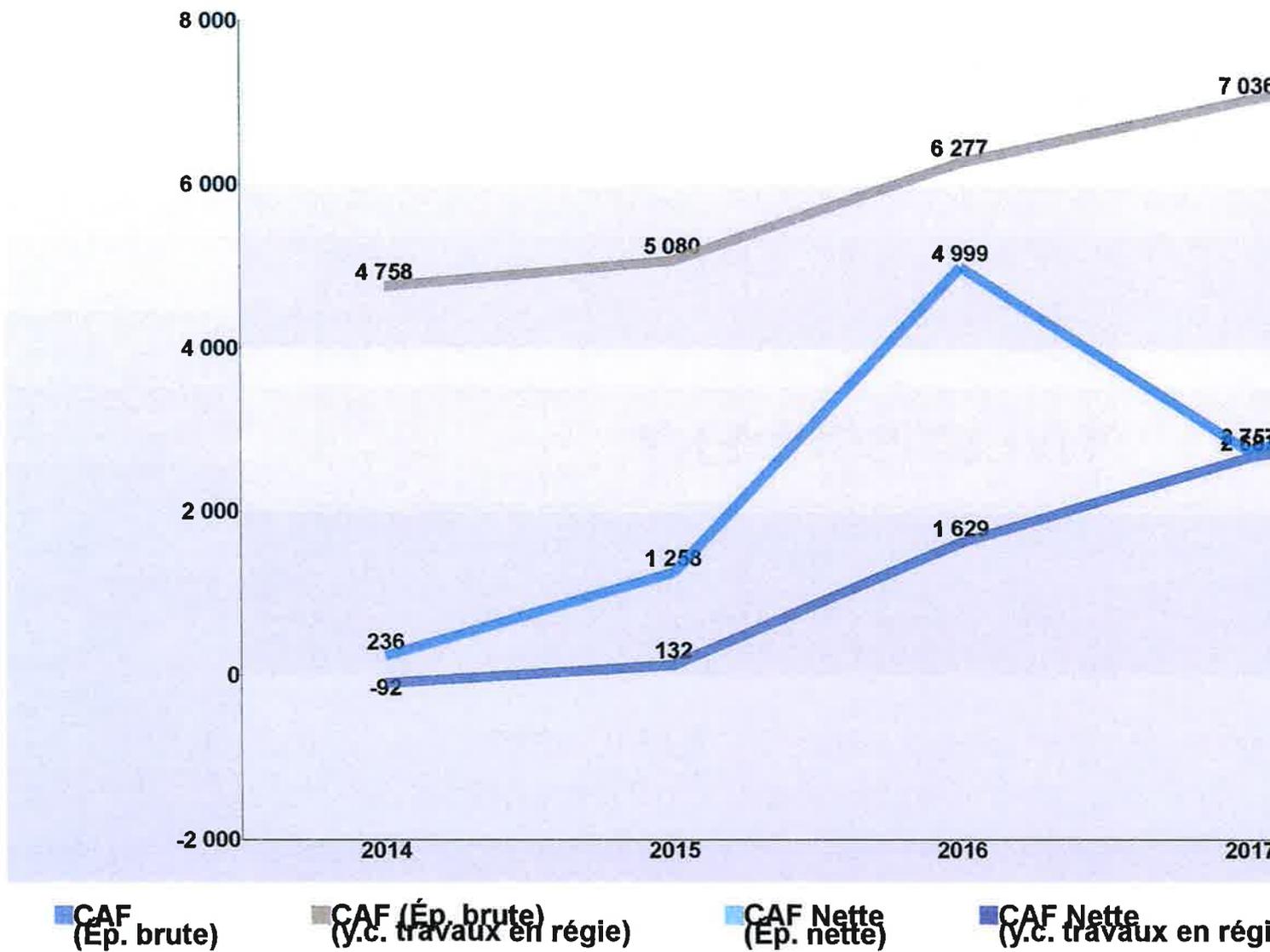
■ Coefficient d'effet de ciseaux

SOLDES D'ÉPARGNE

Les soldes d'autofinancement (ou d'épargne)



Les soldes d'autofinancement (ou d'épargne) en k€

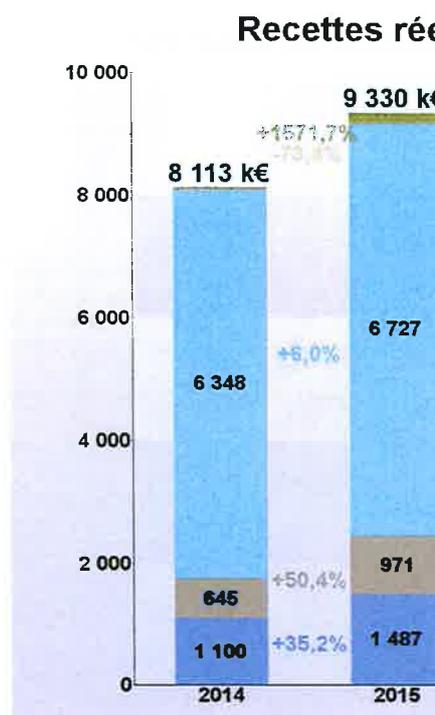
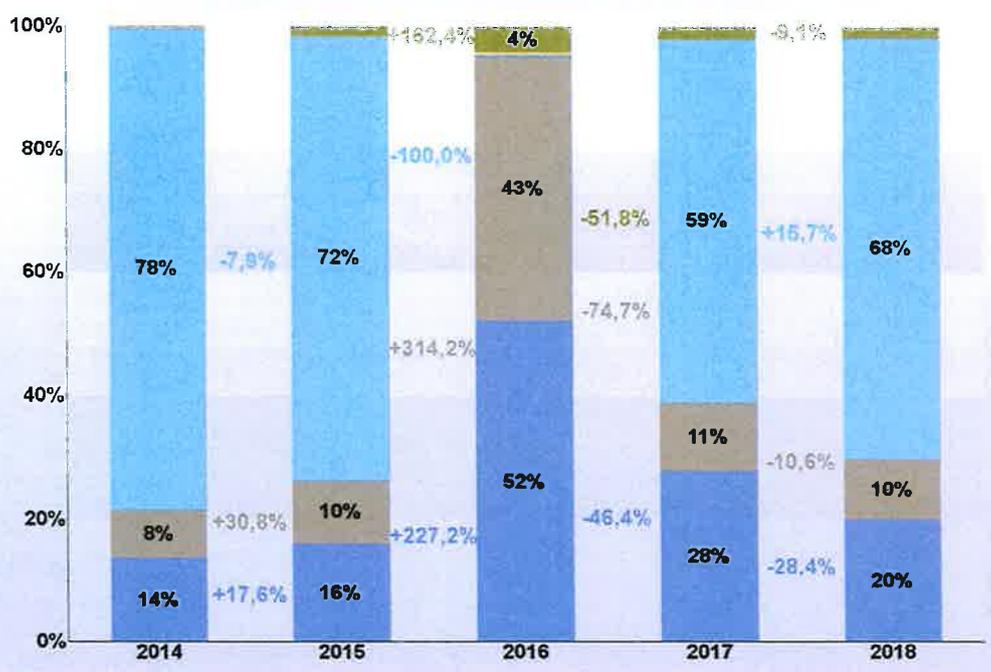


INVESTISSEMENT

ROYAN - CA 2014-2018 - Recettes réelles d'investissement

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT	8 113 355 €	9 330 439 €	3 124 459 €	6 769 317 €
Dotations, fonds divers (R10 hors 1068)	1 100 221 €	1 487 317 €	1 629 603 €	1 892 317 €
Subventions d'investissement reçues (R13)	645 389 €	970 562 €	1 346 232 €	739 317 €
Emprunt (R16)	6 348 384 €	6 727 150 €	6 800 €	4 006 317 €
Immobilisation incorporelle (R20)	0 €	0 €	0 €	0 €
Subventions reçues (R204)	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres immobilisations (R21+R22+ R23)	10 835 €	2 880 €	16 564 €	0 €
Participations et créances (R26)	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres immobilisations financières (R27)	8 526 €	142 530 €	125 260 €	130 317 €
Autres (hors 10,13,16,20,204,21,22,23,26,27)	0 €	0 €	0 €	0 €

Recettes réelles d'investissement en base 100



■ Dotations, fonds divers

■ Subventions d'investissement reçues

■ Emprunt

■ Immobilisation incorporelle

■ Subventions reçues

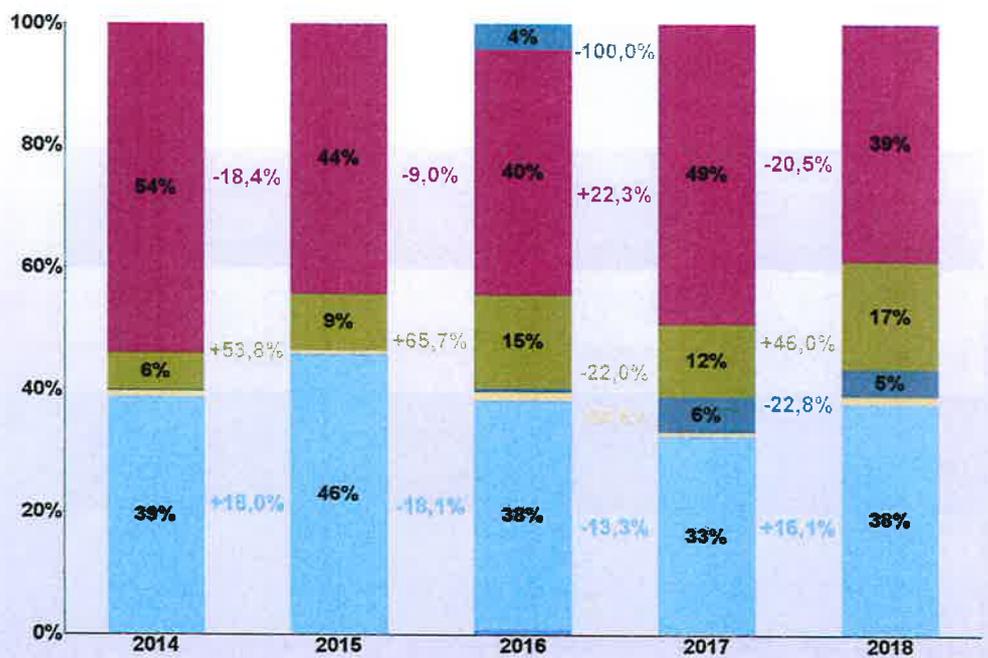
■ Autres immobilisations

■ Participations et créances

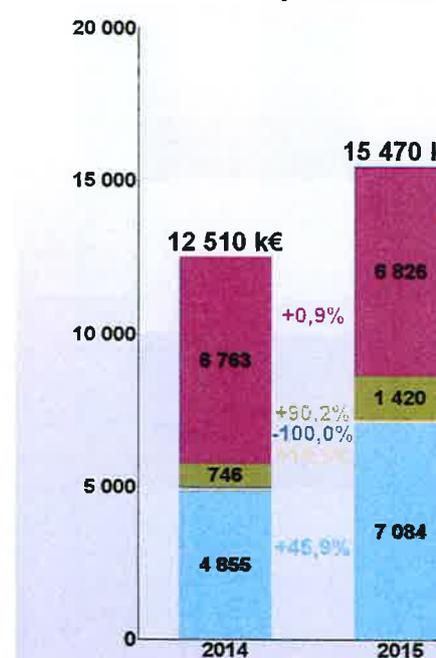
ROYAN - CA 2014-2018 - Dépenses réelles d'investissement

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT	12 510 378 €	15 470 026 €	12 404 048 €	13 392 000 €
Dotations (D10)	0 €	0 €	91 833 €	
Subventions d'investissement (D13)	0 €	0 €	0 €	
Remboursement d'emprunt (D16)	4 855 250 €	7 083 604 €	4 653 606 €	4 358 000 €
Total des opérations d'équipement	0 €	0 €	0 €	
Compte de liaison (D18)	0 €	0 €	0 €	
Immobilisation incorporelle (D20)	107 912 €	123 378 €	179 534 €	88 000 €
Subventions versées (D 204)	37 500 €	0 €	80 174 €	783 000 €
Immobilisation corporelle (D21)	746 425 €	1 419 621 €	1 886 006 €	1 588 000 €
Immobilisation en cours (D 23)	6 763 291 €	6 826 280 €	4 978 895 €	6 574 000 €
Autres immobilisations financières (D27)	0 €	17 143 €	534 000 €	
Opérations d'équipement (D45)	0 €	0 €	0 €	
Autres (hors 10,13,16,18,20,21,23,45)	0 €	0 €	0 €	

Dépenses réelles d'investissement en base 100

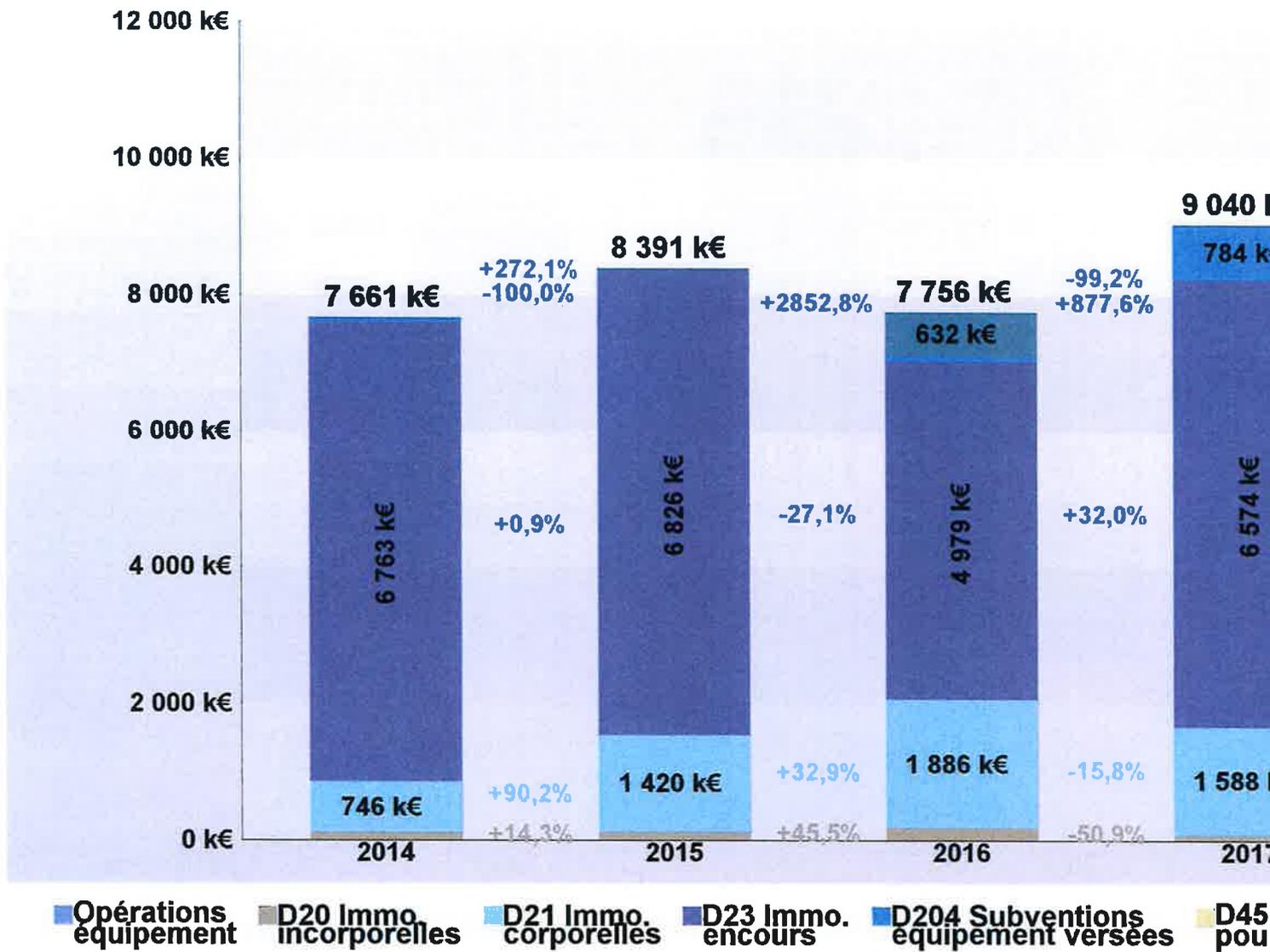


Dépenses réelles

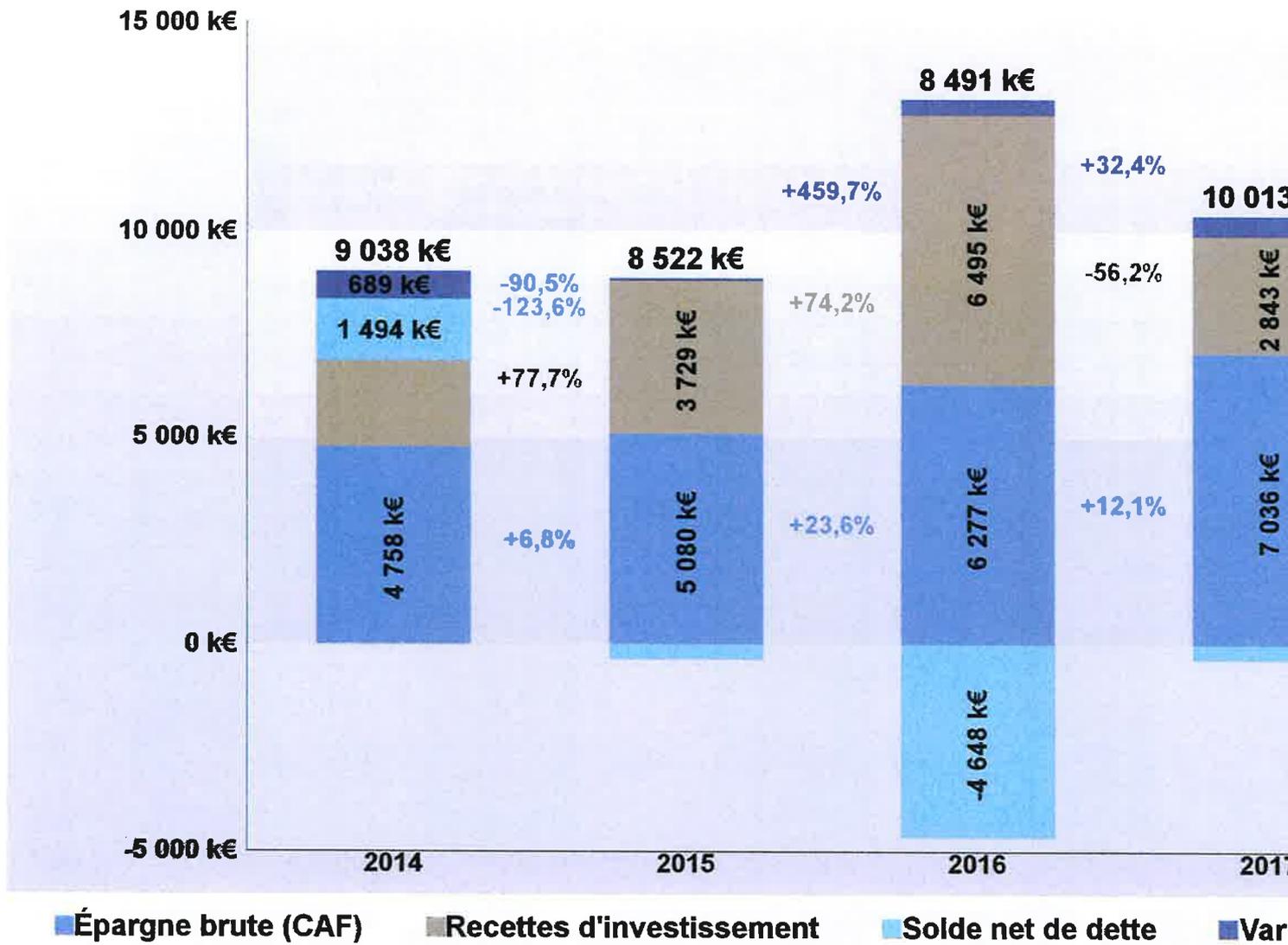


■ Dotations
 ■ Subventions d'investissement
 ■ Remboursement d'emprunt
 ■ Total op. équipement
 ■ Compte de liaison
 ■ Immo. incorporelle
 ■ Subventions versées
 ■ Immo. corporelle
 ■ Immo. en cours

Dépenses d'investissement (hors dette)

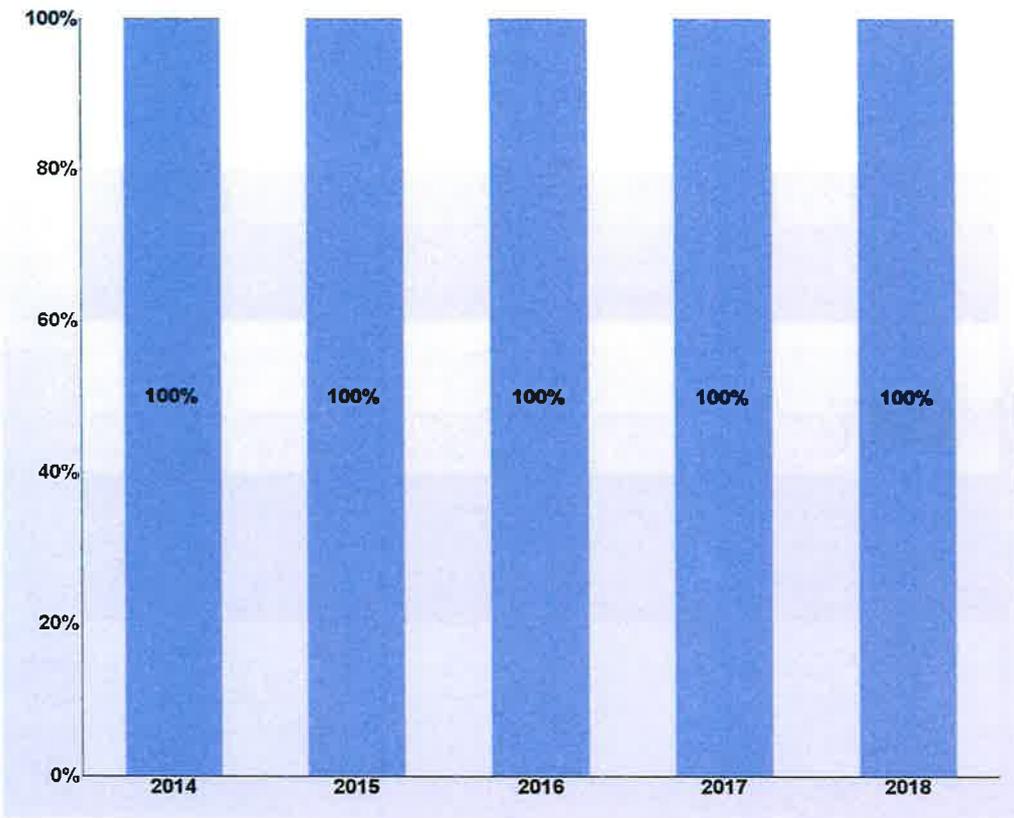


Mode de financement

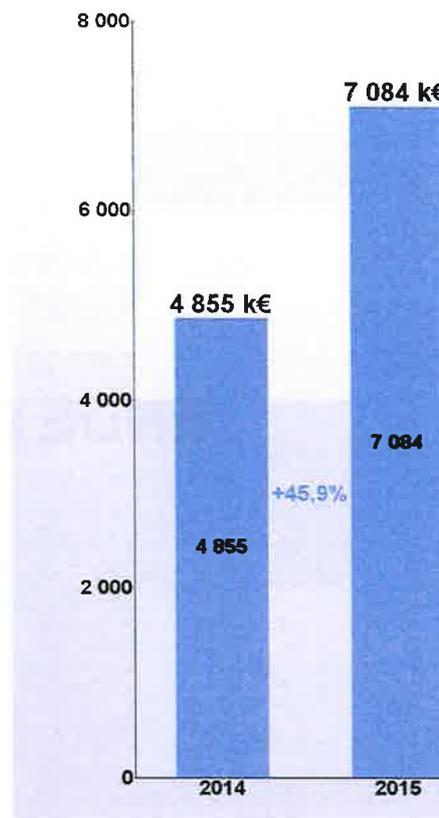


	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
REMBOURSEMENT D'EMPRUNTS (D16)	4 855 250 €	7 083 604 €	4 653 606 €	4 358 250 €

Répartition des remboursement d'emprunts en base 100



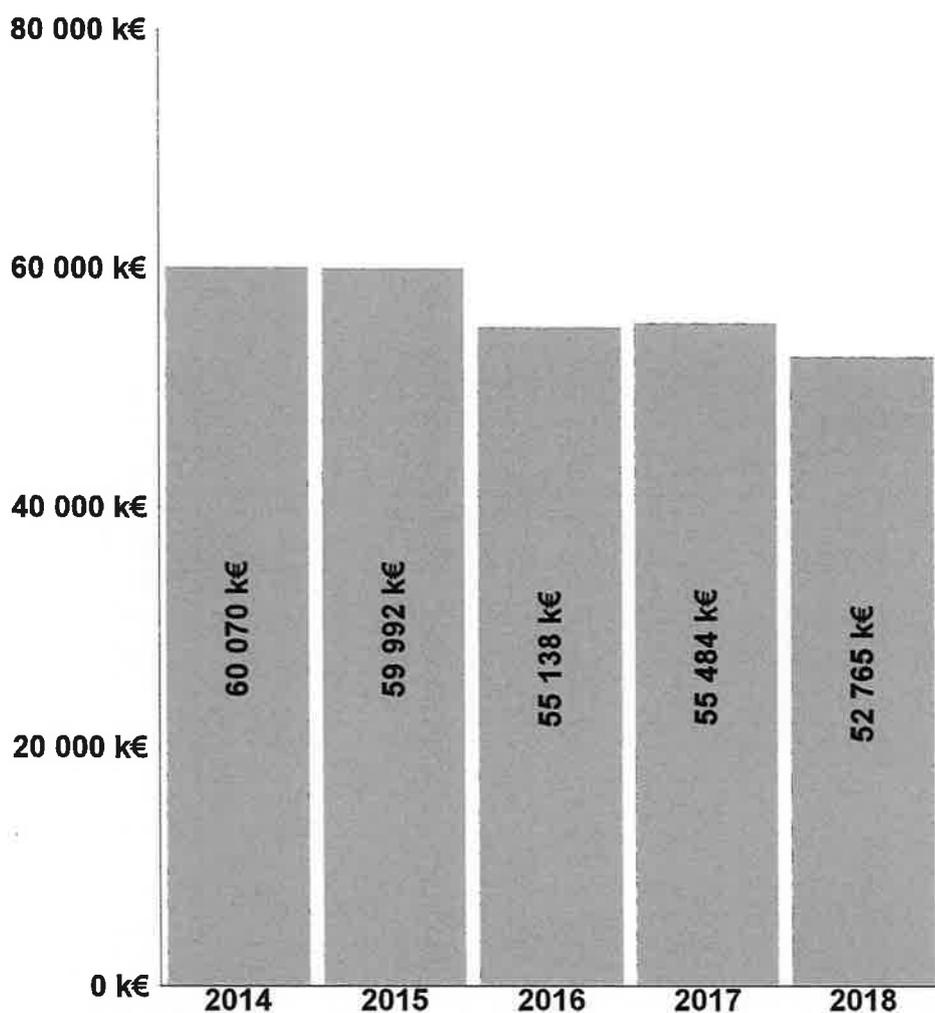
Répartition des r



■ Remboursement d'emprunts (D16)

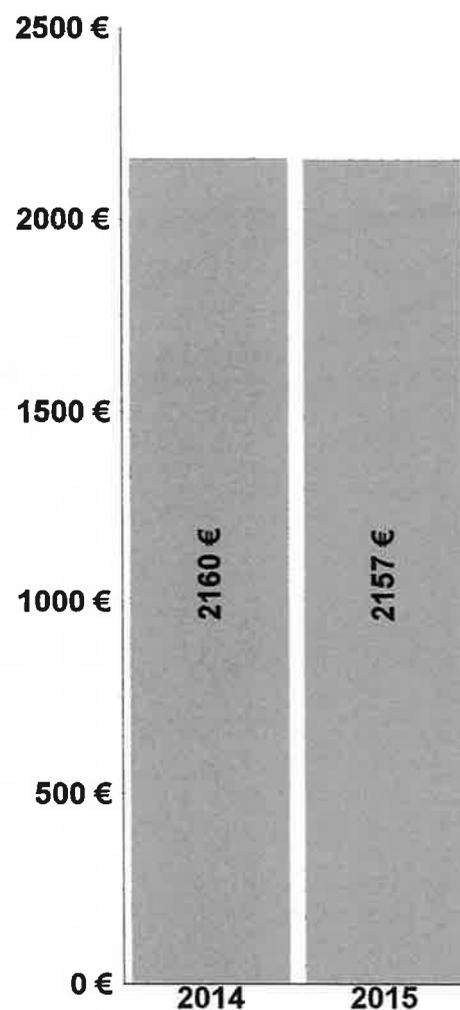
ENDETTEMENT

Endettement



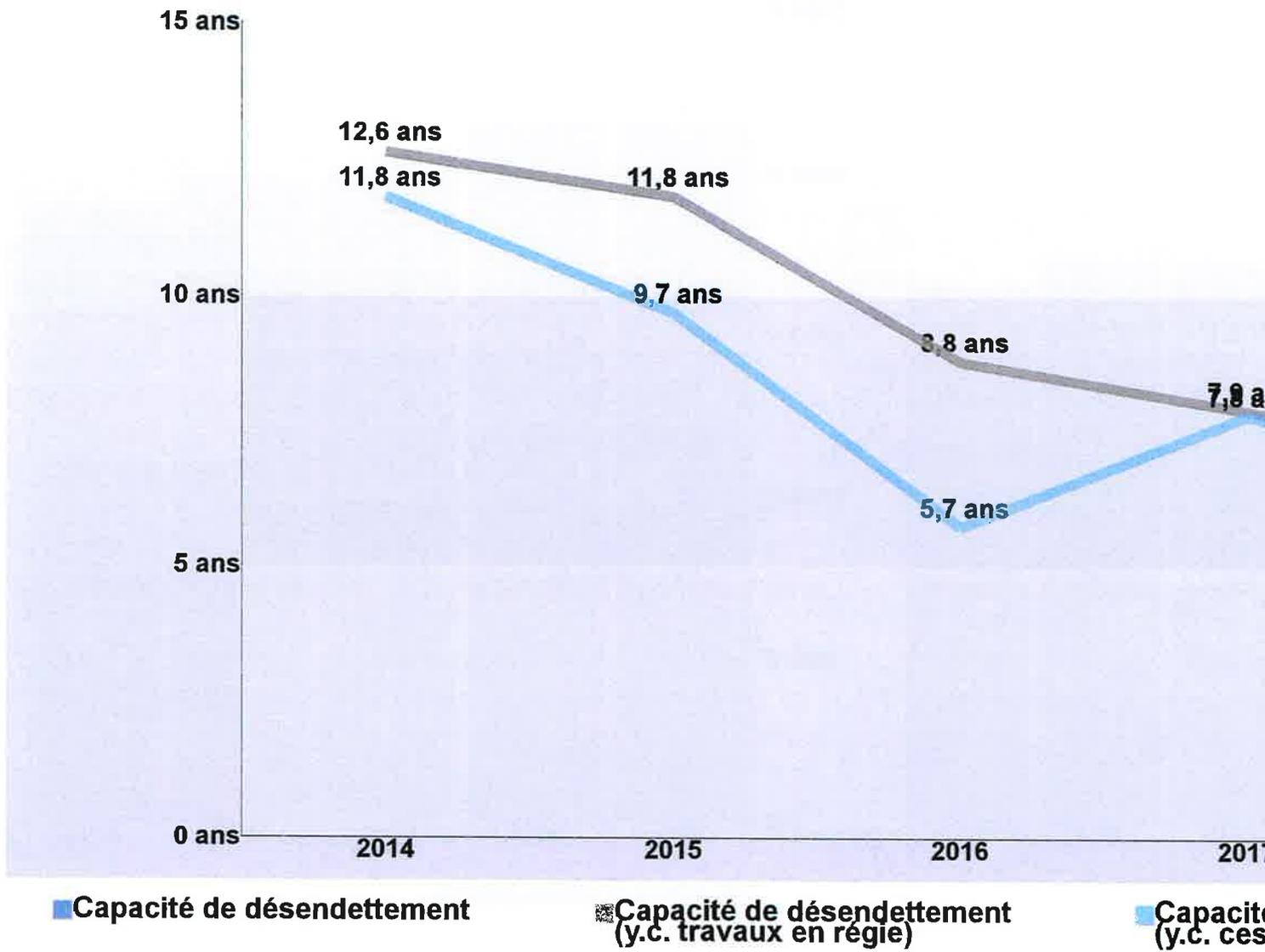
■ Endettement

Endettement



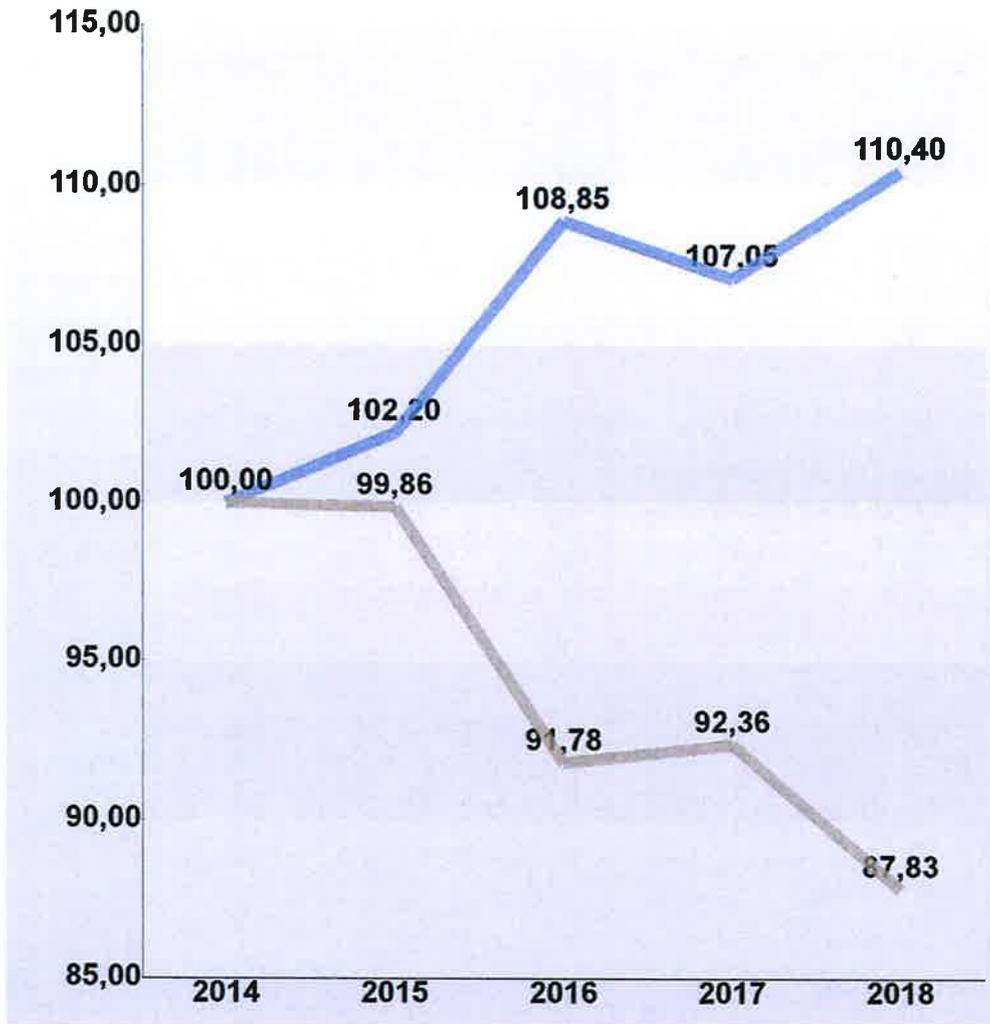
■ Endettement/habita

Capacité de désendettement (en années)



STRATÉGIE FINANCIÈRE

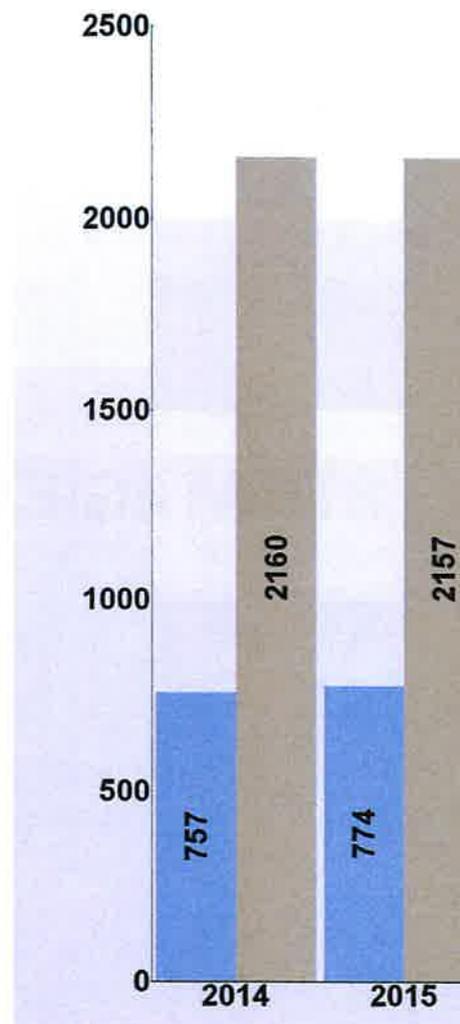
Dette et fiscalité (base 100)



■ Fiscalité globale (Flux)

■ Endettement (Stock)

Dette et fi



■ Fiscalité globale (Flux)

DIVERS

ROYAN - CA 2014-2018 - Vue détaillée, fiscalité et ratios

ÉQUILIBRES FINANCIERS	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
RECETTES DE GESTION	39 685 064 €	39 399 817 €	42 869 903 €	40 211 211 €
Produit des services (R70)	2 339 027 €	2 240 525 €	2 387 569 €	2 211 211 €
Impôts et taxes (R73)	24 723 453 €	25 466 617 €	27 391 211 €	27 391 211 €
<i>Contributions directes ménages</i>	18 775 682 €	19 197 619 €	20 714 589 €	20 714 589 €
<i>Contributions directes entreprises</i>	0 €	0 €	0 €	0 €
<i>Rôles supplémentaires</i>	99 506 €	71 430 €	78 694 €	78 694 €
<i>Total fiscalité directe</i>	18 875 188 €	19 269 049 €	20 793 283 €	20 793 283 €
AC + DSC	1 734 882 €	1 734 882 €	1 742 480 €	1 742 480 €
TASCOM + IFER	0 €	0 €	0 €	0 €
FNGIR	0 €	0 €	0 €	0 €
TEOM	0 €	0 €	0 €	0 €
<i>Produit des droits de mutation</i>	1 296 327 €	1 576 617 €	1 837 731 €	1 837 731 €
<i>Autres recettes fiscales</i>	2 817 056 €	2 886 069 €	3 017 717 €	3 017 717 €
Dotations et Participations (R74)	7 635 579 €	6 801 845 €	6 289 760 €	6 289 760 €
<i>Dotation globale de fonctionnement (R741)</i>	6 012 306 €	5 253 531 €	4 456 594 €	4 456 594 €
<i>Participations (R747)</i>	1 055 957 €	954 560 €	1 344 573 €	1 344 573 €
Atténuation de charges (R013)	217 187 €	889 598 €	847 718 €	847 718 €
Autres recettes de fonctionnement	4 769 818 €	4 001 232 €	5 953 645 €	5 953 645 €
DÉPENSES DE GESTION	31 427 016 €	31 264 160 €	30 300 692 €	30 300 692 €
Dépenses de personnel (D012)	17 874 673 €	17 958 214 €	17 427 766 €	17 427 766 €
<i>Dépenses de personnel (D64)</i>	17 781 965 €	17 865 517 €	17 347 004 €	17 347 004 €
<i>dont rémunérations principales (641.11)</i>	8 135 039 €	8 177 608 €	8 076 837 €	8 076 837 €
<i>dont autres indemnités (641.18)</i>	2 213 975 €	2 101 897 €	2 040 090 €	2 040 090 €
<i>dont cotisations (6451+53+54+55+58)</i>	4 609 960 €	4 668 982 €	4 516 767 €	4 516 767 €
Charges à caractère général (D011)	9 443 006 €	9 311 674 €	8 851 913 €	8 851 913 €
<i>dont énergie, élec. & carb. (606.12-22)</i>	1 710 847 €	1 693 717 €	1 382 673 €	1 382 673 €
<i>dont entretien (6152+6155)</i>	837 118 €	902 704 €	811 246 €	811 246 €
<i>dont maintenance (6156)</i>	307 044 €	282 832 €	313 109 €	313 109 €
<i>dont fournitures (6063)</i>	354 356 €	345 421 €	322 044 €	322 044 €
Atténuation produits (D014)	15 357 €	0 €	19 144 €	19 144 €
AC + DSC	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres atténuations	15 357 €	0 €	19 144 €	19 144 €
Autres charges courantes (D65)	4 093 980 €	3 994 272 €	4 001 869 €	4 001 869 €
<i>Contingents et Participations (D655)</i>	117 441 €	142 796 €	134 283 €	134 283 €
<i>dont contingent incendie</i>	0 €	0 €	0 €	0 €
<i>Subventions de fonctionnement (D657)</i>	3 739 477 €	3 599 291 €	3 603 887 €	3 603 887 €
<i>dont CCAS</i>	580 000 €	640 000 €	640 000 €	640 000 €
<i>dont subventions de fonctionnement</i>	1 959 477 €	1 644 291 €	1 653 887 €	1 653 887 €
Autres dépenses de fonctionnement	0 €	0 €	0 €	0 €

ROYAN - CA 2014-2018 - Vue détaillée, fiscalité et ratios

ÉQUILIBRES FINANCIERS	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
ÉPARGNE DE GESTION	8 258 048 €	8 135 657 €	12 569 211 €	9
Intérêts de la dette existante	2 808 331 €	2 426 589 €	2 346 240 €	2
Solde produits - charges financières	-182 582 €	-587 436 €	-115 837 €	
Solde produits - charges exceptionnelles & provisions (hors cessions)	-509 289 €	-41 904 €	-3 830 291 €	-
ÉPARGNE BRUTE (CAF)	4 757 846 €	5 079 728 €	6 276 843 €	7
Amortissement du capital de la dette existante	4 849 500 €	4 947 354 €	4 647 756 €	4
ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE)	-91 654 €	132 374 €	1 629 087 €	2
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (hors D16)	7 660 878 €	8 390 672 €	7 756 292 €	9
Dépenses d'équipement (D20,204,21,23)	7 655 128 €	8 369 279 €	7 124 609 €	9
<i>dont opérations équipement</i>	0 €	0 €	0 €	
<i>dont 20</i>	107 912 €	123 378 €	179 534 €	
<i>dont 21</i>	746 425 €	1 419 621 €	1 886 006 €	1
<i>dont 23</i>	6 763 291 €	6 826 280 €	4 978 895 €	6
<i>dont constructions en cours</i>	2 668 305 €	2 704 459 €	2 694 750 €	3
<i>dont immobilisations corporelles</i>	0 €	0 €	0 €	
<i>dont 204</i>	37 500 €	0 €	80 174 €	
Opérations pour compte de tiers (D45)	0 €	0 €	0 €	
Autres dépenses d'investissement	5 750 €	21 393 €	631 683 €	
RECETTES D'INVESTISSEMENT	2 097 941 €	3 728 817 €	6 494 749 €	2
FCTVA	762 476 €	1 000 393 €	1 084 175 €	1
Subventions d'investissement reçues (R13)	645 389 €	970 562 €	1 346 232 €	
Produit des cessions des immobilisations (775)	327 730 €	1 125 528 €	3 370 290 €	
Autres recettes d'investissement	362 346 €	632 334 €	694 052 €	
BESOIN DE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT	5 562 937 €	4 661 855 €	1 261 543 €	6
Emprunt	6 343 144 €	6 727 150 €	0 €	4
<i>Dont emprunts nouveaux</i>	6 343 144 €	4 595 150 €	0 €	4
<i>Dont emprunt pour refinancement de dette</i>	0 €	2 132 000 €	0 €	
Amortissement du capital	4 849 500 €	7 079 354 €	4 647 756 €	4
<i>Dont amortissement de la dette normale</i>	4 849 500 €	4 947 354 €	4 647 756 €	4
<i>Dont remboursement pour gestion de dette</i>	0 €	2 132 000 €	0 €	
Solde net de dette	1 493 644 €	-352 204 €	-4 647 756 €	
Variation du fonds de roulement	688 553 €	65 669 €	367 544 €	
SOLDE DE CLÔTURE REPORTÉ	7 022 740 €	7 357 745 €	7 420 534 €	14
RÉSULTAT DE CLÔTURE AU 31/12*	7 711 293 €	7 423 414 €	7 788 078 €	14
ENCOURS DE DETTE AU 31/12	60 070 476 €	59 991 943 €	55 138 142 €	55
RESTES À RÉALISER EN RECETTES	0 €	0 €	4 633 546 €	
RESTES À RÉALISER EN DÉPENSES	0 €	6 538 504 €	9 284 058 €	

ROYAN - CA 2014-2018 - Vue détaillée, fiscalité et ratios

ÉQUILIBRES FINANCIERS	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
FISCALITÉ : TAXES MÉNAGES				
Base réelle TH nette	56 904 831 €	59 060 447 €	58 357 989 €	58 357 989 €
Taux TH voté (en %)	10,710	10,710	11,560	11,560
Produit de la taxe d'habitation	6 094 507 €	6 325 374 €	6 746 184 €	6 746 184 €
Base réelle TH (RS) nette	0 €	0 €	0 €	0 €
Majoration RS (en %)	0,000	0,000	0,000	0,000
Produit de la taxe d'habitation (RS)	0 €	0 €	0 €	0 €
Base réelle FB nette	42 749 157 €	43 373 091 €	43 634 286 €	43 634 286 €
Taux FB voté (en %)	29,530	29,530	31,860	31,860
Produit de la taxe foncière	12 623 826 €	12 808 074 €	13 901 884 €	13 901 884 €
Base réelle FNB nette	109 506 €	122 534 €	117 718 €	117 718 €
Taux FNB voté (en %)	52,370	52,370	56,510	56,510
Produit de la taxe foncière non bâtie	57 348 €	64 171 €	66 522 €	66 522 €
Base réelle taxe additionnelle FNB	0 €	0 €	0 €	0 €
Taux taxe additionnelle FNB voté (en %)	0,000	0,000	0,000	0,000
Produit taxe additionnelle FNB	0 €	0 €	0 €	0 €
PRODUIT MÉNAGES *	18 775 682 €	19 197 619 €	20 714 589 €	20 714 589 €
<i>* La différence du produit ménage inscrit sur cette page et aux pages 3 & 13 correspond à la différence entre produit notifié et produit réel.</i>				
FISCALITÉ : TAXES ENTREPRISES				
Base réelle TP nette	0 €	0 €	0 €	0 €
Taux TP voté (en %)	0,000	0,000	0,000	0,000
Produit de la Taxe Professionnelle	0 €	0 €	0 €	0 €
Base réelle CFE nette	0 €	0 €	0 €	0 €
Taux CFE voté (en %)	0,000	0,000	0,000	0,000
Produit CFE (Cotisation Foncière des Entreprises)	0 €	0 €	0 €	0 €
Produit CVAE	0 €	0 €	0 €	0 €
IFER + TASCOT + Compensation relais 2010	0 €	0 €	0 €	0 €
PRODUIT ENTREPRISES	0 €	0 €	0 €	0 €
RÔLES SUPPLÉMENTAIRES	99 506 €	71 430 €	78 694 €	78 694 €
TOTAL FISCALITÉ DIRECTE	18 875 188 €	19 269 049 €	20 793 283 €	20 793 283 €
FISCALITÉ : ATTÉNUATIONS / PÉRÉQUATIONS / COMPENSATIONS				
AC + DSC nets	1 734 882 €	1 734 882 €	1 742 480 €	1 742 480 €
D014 - (AC+DSC dépenses) + FPIC + FNGIR	-15 357 €	0 €	-19 144 €	-19 144 €
Compensations fiscales TP/TH/FB	557 620 €	584 970 €	478 719 €	478 719 €
PRODUIT GLOBAL	21 052 827 €	21 517 471 €	22 916 644 €	22 916 644 €

ROYAN - CA 2014-2018 - Vue détaillée, fiscalité et ratios

ÉQUILIBRES FINANCIERS	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
PRINCIPAUX RATIOS				
ENDETTEMENT				
Endettement/Épargne brute (en années)	12,63 ans	11,81 ans	8,78 ans	
Encours de la dette/Recettes de gestion	151,37 %	152,26 %	128,62 %	
Encours de dette en € /habitant	2 160 €	2 157 €	2 009 €	
Annuité de dette / Recettes de Gestion	19,3 %	18,72 %	16,31 %	
FONCTIONNEMENT				
Dépenses de gestion en € /habitant	1 130 €	1 124 €	1 104 €	
Produit des impôts directs en € /habitant	679 €	693 €	758 €	
Recettes de gestion en € /habitant	1 427 €	1 417 €	1 562 €	
Dép. de personnel/Dépenses de gestion	56,88 %	57,44 %	57,52 %	
Dép. de gestion + remb. K/Rec. de gestion	91,41 %	91,91 %	81,52 %	
INVESTISSEMENT				
Dép. d'équipement brut en € /habitant	275 €	301 €	260 €	
Dép. d'équipement brut/Rec. de gestion	19,29 %	21,24 %	16,62 %	
ÉPARGNE				
Taux d'épargne de gestion	20,81 %	20,65 %	29,32 %	
Taux d'épargne brute	11,99 %	12,89 %	14,64 %	
Taux d'épargne nette	-0,23 %	0,34 %	3,8 %	
Résultat de clôture/Emprunt nouveau	121,57 %	161,55 %		

Les **recettes de gestion** évoluent de 0,4 % et s'établissent en volume à 40,4 M€ soit (1 451,1 € /hab).

Les dotations et participations (R74) diminuent de 6,3 %. La DGF diminue de 9,3 %.

Les recettes fiscales augmentent de 3,5 %.

Les **dépenses de gestion** évoluent de -0,5 % et s'établissent en volume à 30,7 M€ soit (1 105,7 € /hab).

Les dépenses de personnel (D012) augmentent de 0,2 %.

Les charges à caractère général (D011) augmentent de 0,5 %.

Les dépenses de gestion courante (D65) diminuent de 6,7 %.

Compte tenu des évolutions des dépenses et recettes de gestion :

L'**épargne de gestion** augmente de 3,9 %.

En prenant en compte les **frais financiers**, l'épargne brute augmente de 12,7 %.

En prenant en compte le remboursement du capital de la dette, l'**épargne nette** est positive. Elle est stable sur la période et représente 35 % des dépenses d'équipement brut.

Les **dépenses d'investissement** (hors dette) s'établissent à 10,2 M€ (soit 367,3 € /hab).

Parmi elles, les dépenses d'équipement représentent 99,9 % et ressortent en hausse de 7,5 %.

Les **recettes d'investissement** (hors dette) s'établissent à 3,0 M€ (soit 107,5 € /hab).

Parmi elles, les subventions représentent 25,9 % et ressortent en hausse de 4,7 %.

Le volume d'emprunt est de 3,6 M€ (129,4 € /hab) et en moyenne sur la période de 3,7 M€ .

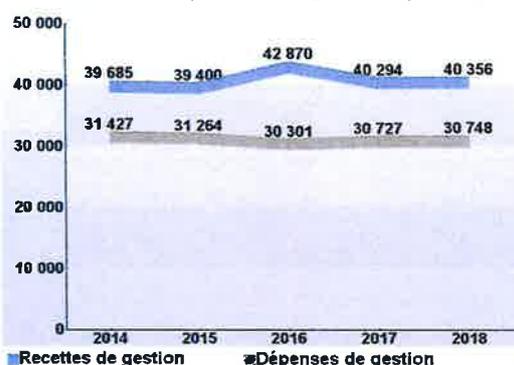
Le **solde de clôture** est en hausse.

L'**endettement** s'établit à 52,8 M€ (soit 1 897,3 € /hab), est en baisse de 3,2 % sur la période et la capacité de remboursement est de 6,8 années.

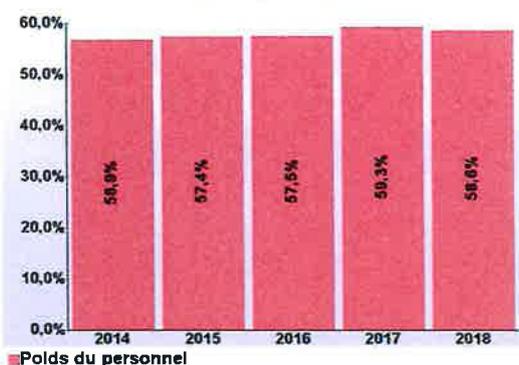
STRUCTURE DE FONCTIONNEMENT

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	+/-	
Recettes de gestion (en k€)	39 685	39 400	42 870	40 294	40 356	+0,42%	😊
Dépenses de gestion (en k€)	31 427	31 264	30 301	30 727	30 748	-0,54%	😊
Poids du personnel (Dép. pers. / Dép. gest ²)	56,9%	57,4%	57,5%	59,3%	58,6%	+0,75%	😊

Recettes et dépenses de gestion (en k€)

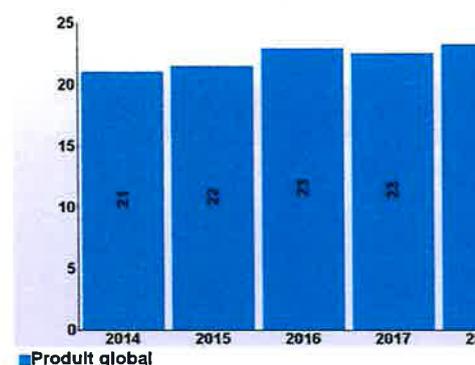


Poids du personnel



	CA 2014
Effet taux ménages	0,0
Fiscalité ménages (en k€)	18 770
Effort fiscal	92,5

Produit global



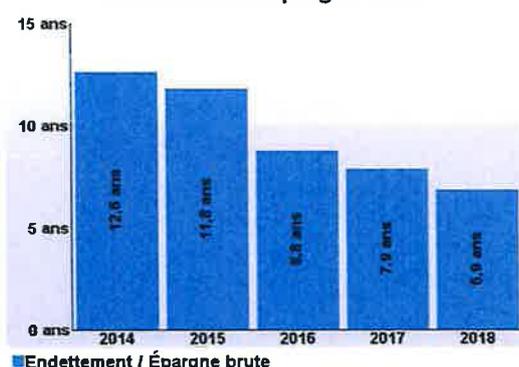
ENDETTEMENT

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	+/-	
Dette / Recettes de gestion	151,4%	152,3%	128,6%	137,7%	130,7%	-3,59%	😊
Endettement / Épargne brute	12,6ans	11,8ans	8,8ans	7,9ans	6,9ans	-14,09%	😊
Annuité dette / Recettes gest ²	19,3%	18,7%	16,3%	15,8%	16,0%	-4,6%	😊
Dette par hab. / moy. nationale	197,6%	197,4%	183,8%	182,5%	173,6%	-3,19%	😊

Dette / Recettes de gestion



Endettement / Épargne brute



MODE DE FINANCEMENT

	CA 2014
Épargne gest ² / Recettes gest ²	20,8%
Épargne brute / Recettes gest ²	12,0%
Taux d'autofinancement	-1,2%
Résultat de clôture	

Épargne de gestion / Recettes de gestion



CONCLUSION

Indicateurs Vert		Indicateurs Orange		Indicateurs Rouges	
9	64 %	4	29 %	1	